Tabloïd géopolitique

GéoArsenal

Trimestriel à 23.000 ex - N°3 nouvelle série - automne 2015 - 2 Euros - geoarsenal.m6m@gmail.com - 06 62 66 82 48

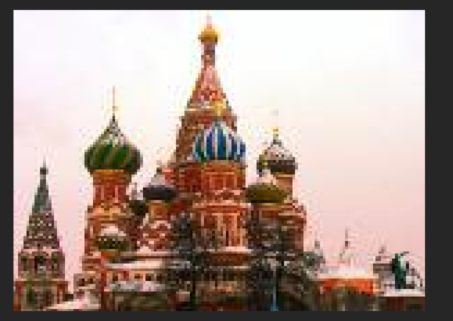
Un anti-OTAN prend le Parti Travailliste

/ La bonne surprise Corbyn

Le drame infini de nos officiers catholiques

Page 4 & 5

DOSSIER :



L'âme russe est notre amie

Pages 7 à 16

DOSSIER :



Le général Martinez désigne l'ennemi intérieur

Pages 17 à 21

Réélu, Tsipras regarde vers la Russie



Garder les «Mistral» pour mieux secourir les migrants !

Editorial

Un anglais anti-OTAN

Que des franges pro-russes existent en Europe, tout le monde le sait. Que ce soit la Droite Populaire, le Front National ou le MRC, et une partie du Front de Gauche en France, que ce soit en Hongrie ou en Grèce, où les chefs de gouvernement – Viktor Orban et Alexis Tsipras – ont su jouer la carte russe au moment de leurs déboires avec les méchants technocrates de Bruxelles, mais maintenant c'est l'Angleterre qui commence à foutre le camp !

Le nouveau chef de l'opposition britannique, Jeremy Corbyn – élu à la tête du Parti Labour – le 12 septembre, se place ainsi clairement dans une ligne pro-russe. Sa victoire écrasante à la tête du parti est révélatrice d'un dégoût des Britanniques pour les hommes politiques classiques. Si de nombreux enjeux de politique intérieure ont bien évidemment occupé la campagne, les questions internationales n'en ont pas été absentes. Et en matière de politique internationale, Jeremy Corbyn tance franchement l'ordre américain. Quand des députés britanniques évoquaient des projets d'intervention militaire contre la Russie, sur fond d' « annexion » de la Crimée par la Fédération de Russie, en usant du prétexte d'une violation du droit international, Jeremy Corbyn s'offusqua non seulement de ce discours va-t-en-guerre, mais releva également l' « hypocrisie occidentale » : « où était la légalité internationale lors de l'intervention en Irak ou ailleurs ? » Il pointa également du doigt la présence de néonazis dans le gouvernement de Kiev, et les intérêts de la minorité russe en Ukraine. Tonnerre d'applaudissements sur le plateau.

À avoir trop pressé le citron britannique, les Américains ont fini par perdre les Anglais. Dans ce pays, historiquement ultra-atlantiste, un fort courant jeune, dont la victoire de Corbyn est l'étendard, souhaite se débarrasser de cette alliance coûteuse et sanglante avec le molosse américain, ce qui entraînerait un rééquilibrage de la politique internationale britannique, à travers notamment un rapprochement avec la Russie de Vladimir Poutine, comme cela figure dans le programme de Jeremy Corbyn. Si même les Anglais s'y mettent, plus rien ne nous retient de jeter à la poubelle l'alliance américaine, au profit de l'alliance russe.

Vincent Lefebvre

Les deux navires BPC seront prochainement livrés à l'Egypte, mais existait-il une autre solution ?

Garder les deu
les migrants e



Il est entendu que les migrants syriens sont des victimes inutiles du soutien hasardeux accordé par François Hollande et Sarkozy à l'insurrection islamiste d'Al Nosra, à l'irrédentisme kurde au Nord de la Mésopotamie... et aux quelques «syriens Libres» que personne, au fait, n'a jamais vu vraiment...

Il est entendu que la déstabilisation totalement mystérieuse de l'Irak, de la Tunisie, de la Libye puis de la Syrie -tous des régimes à poigne issus du panarabisme socialiste- aura finalement ouvert l'Europe à la déferlante migratoire qu'elle subit aujourd'hui...

Il est entendu que les migrants sont innocents de l'immense bavure diplomatique sarkozienne qui les a jeté sur nos côtes...

Il est entendu bien sûr que les «kickers» qu'Aylan avait gardé aux pieds dans sa noyade, donnent envie de pleurer...

Il est entendu aussi que nous avions, toujours à cause des errements de notre diplomatie improvisée, deux navires «Mistral» sur le dos...

La bonne surprise Corbyn

Après la victoire surprise et écrasante du parti conservateur de David Cameron aux dernières élections législatives britanniques en mai dernier, le leader de la campagne et chef du parti travailliste, le très social-démocrate Ed Miliband donna sa démission. S'en suivit une campagne pour son remplacement au sein de son parti. Quatre candidats se présentaient pour redonner de la vigueur à un parti Labour plus que jamais affaibli : Yvette Cooper, Andy Burnham (deux candidats considérés comme des héritiers de Ed Miliband), Liz Kendall (héritière des idées de l'ancien Premier ministre Tony Blair) et l' «outsider » Jeremy Corbyn. C'est ce dernier qui a créé la surprise en remportant au premier tour l'élection interne au parti travailliste, comme l'a annoncé ce dernier, le 12 septembre, avec plus de 59% des suffrages.

Depuis plusieurs semaines déjà, Jeremy Corbyn caracolait en tête dans les sondages d'opinion à la grande surprise des « éléphants » du parti travailliste. Il faut noter que le programme de Corbyn dénote dans le paysage politique britannique, réputé beaucoup plus national-conservateur que sur le continent. Dans la patrie de Margaret Thatcher, Jeremy Corbyn n'hésite ainsi pas à se proclamer socialiste, et à combattre de front le programme libéral et austéritaire du Premier ministre David Cameron. Ce discours radical a plu à une large frange de la population – principalement les jeunes – jusque là désabusée de la politique, et qui a vu dans le candidat « socialiste » un espoir d'un renouveau politique.

En tout cas, parmi les fans du nouveau chef de l'opposition, il y a des vieux activistes et militants de l'aile gauche du parti, qui pensent tenir leur revanche sur les années Tony Blair, mais pas seulement. Jeremy Corbyn, qui aura 70 ans pour les prochaines élections législatives et deviendrait, s'il l'emportait, le plus vieux Premier ministre depuis 1855, séduit aussi les jeunes britanniques, sensibles à son charme vintage. *"Il est tellement démodé qu'il en devient cool"*, expliquait au Guardian un spectateur de 22 ans à l'un de ses meetings londoniens. Pour lui, Jeremy Corbyn n'est pas "*un vieux gauchiste timbré comme le présentent les médias*". Ses plaidoyers pour l'entraide et la redistribution des richesses ne sont pas, pour son jeune supporter, la résurgence d'idées dépassées : il les compare à cette nouvelle "économie du partage" popularisée par internet, qui sert d'argument marketing à des entreprises comme Airbnb ou Uber.



Son programme géopolitique ne manque pas non plus de piquant, dans un pays réputé – certes plutôt anti-européen – mais farouchement atlantiste. La politique internationale britannique se limite, en effet, le plus souvent à suivre la position américaine, et l'armée britannique sert de force d'appoint aux Marines. Jeremy Corbyn, lui, surfe sur plusieurs vagues : il maintient une ligne très anti-européenne, ce qui pourrait contribuer à la victoire du camp des pro-sortie de l'UE lors du referundum prévu l'an prochain, mais – et cela est inédit dans le paysage politique britannique – il défend aussi une ligne radicalement atlanto-sceptique.

De façon assez amusante (toute d'ironie teintée d'humour britannique), Corbyn prône la repentance anglaise pour la participation des forces britanniques à l'intervention en Irak, aux côtés des États-Unis. Corbyn défend également une ligne pro-palestinienne, rompant un consensus pro-israëlien altantiste. Et last but not least, Jeremy Corbyn soutient une ligne pro-russe. Il a ainsi dénoncé l'ingérence euro-américaine dans la pseudo-révolution de Maïdan en Ukraine, et serait proche du Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, qui verrait en lui, un espoir non-négligeable pour la géopolitique russe.

À la faveur de son accession à la tête du parti d'opposition (auquel on le rappelle, le système parlementaire britannique accorde un véritable statut), Jeremy Corbyn pourrait faire infléchir la position du Royaume-Uni. En effet, à la faveur d'un plausible « oui » à la sortie de l'Union européenne (sortie à laquelle les États-Unis sont opposés, et ce, pour garder un pion fort et docile au sein des institutions européennes), le pays libéré pourrait s'orienter comme au temps de l'alliance royale et cordiale liant le Royaume-Uni de George V à la Russie impériale de Nicolas II, vers un rapprochement russe, ce qui serait un cadeau inespéré pour le Président Poutine, enlevant à l'ennemi américain son plus fidèle allié en Europe.

Cependant, cette vision du monde très tranchée est aussi son premier talon d'Achille en politique. Les tabloïds, très anticommunistes, se délectaient récemment d'une photo où il pose, bras dessus, bras dessous, avec l'ancien dirigeant vénézuélien Hugo Chavez.

V.L

Le député Thierry Mariani proposait de vendre les deux Mistral à Frontex, pour les transformer en navires d'assistance et secours aux réfugiés naufragés en Méditerranée, et en «Hot spots» extérieurs.

Il n'était plus temps de revendre les Mistral à l'Egypte !

...ux Mistral pour secourir ...et les conduire à bon port...

Pour Hollande, la France devait trouver une solution pour gérer ces deux navires encombrants. Et il y avait urgence, car le coût de leur stationnement était estimé à cinq millions d'euros par mois selon notre confrère *L'Opinion* dans les chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

La première solution, la plus évidente, était de revendre ces navires afin de compenser le remboursement fait à la Russie. En pleine période d'économies budgétaires, le gouvernement ne cracherait pas sur le milliard d'euros que représentent le Sebastopol et le Vladivostok. "*Etant données ses contraintes budgétaires actuelles, il n'est pas du tout dans l'intérêt des armées françaises qu'on n'arrive pas à les vendre*" confiait à l'AFP «un officier supérieur spécialiste des programmes d'armement en activité». Le mystérieux officier en question demandait ici à rester opportunément anonyme parce qu'il était probablement une très fictive «voix militaire» en accord avec le gouvernement.

Le Canada, l'Egypte ou la Chine étaient des potentiels repreneurs régulièrement cités. Problème, les Russes refusent de voir des engins militaires contenant leurs propres technologies se retrouver dans des mains étrangères. Il faudra ainsi "dérussifier" les Mistral, avant de pouvoir prétendre à une revente sous peine de s'attirer les foudres de Moscou.

Autre solution : les offrir gracieusement à la Marine française. Cela n'aurait pas été la première fois que du matériel militaire non-vendu finirait dans l'armée. Mais du côté de l'amirat, les deux navires étaient regardés comme des pommes empoisonnées. N'étant pas prévue dans le budget de la Défense, l'arrivée de ces deux mastodontes flottants impliquerait nécessairement pour la Marine d'abandonner d'autres navires tant les moyens qu'ils nécessitent sont importants. L'armée dispose déjà de trois Mistral dont elle se dit satisfaite mais n'en veut pas de supplémentaires... A moins, bien sûr, d'augmenter la budget de la Marine dans un contexte de fortes tensions en Méditerranée.

Hypothèse évoquée un moment dans la presse, couler les deux Mistral aurait été une des solutions possibles si la revente ou la récupération par l'armée avaient échoué. Mais mettre à l'eau 1,2 milliard d'euros risquait d'être un choix politique difficile à faire pour le gouvernement. D'autant que des soupçons ont pesé sur une tentative de manipulation du gouvernement russe pour déstabiliser le gouvernement français lors des négociations sur les remboursements en distillant dans l'opinion cette idée impopulaire.

C'est pourquoi le député Thierry Mariani, patron de la «Droite Forte», avait proposé sa propre solution, très personnelle. Il s'agissait de faire d'une pierre deux coups en vendant les Mistral à l'Union Européenne afin de venir en secours aux migrants qui franchissent la Méditerranée sur des embarcations de fortunes et traiter les demandes d'asile directement dessus. Si l'idée pouvait paraître pertinente face à la perplexité du gouvernement qui ne sait pas quoi faire de ces deux bateaux, elle rencontrait néanmoins deux problèmes de taille. L'Union européenne aurait du casser sa tirelire pour s'offrir une telle flotte et, surtout, les deux navires ont été conçus pour répondre aux exigences de l'armée russe.

Evidemment, les événements récents et la mort du petit Aylan destinée à émotionner le monde jusqu'à l'hystérie, ont donné raison à Thierry Mariani. Il aurait fallu naturellement vendre très vite ces deux navires à l'Union Européenne afin qu'elle les utilise comme unités de secours aux migrants... notamment parce que ses chalands sont des engins remarquablement adaptés à la récupération des naufragés.

Avec son hôpital embarqué, ses seize hélicoptères pour hélitreuiller les migrants à la mer, ses grands réservoirs d'eau douce, ses radars de surface, sa soute reconvertible d'une capacité de 110 véhicules, et sa «zone de vie» permettant l'évacuation de 1500 personnes et, enfin, ses deux chalands de débarquement, un seul navire Mistral pourrait constituer une remarquable zone de triage entre les réfugiés véritables et les immigrés aventureux subsahariens qui se glissent aujourd'hui par milliers aux flots de «syriens»..

Thierry Mariani venait donc d'avoir la seule idée intelligente que l'on ait entendu depuis un an que l'invasion des migrants dure... Mais justement, pour cette raison, c'est sûrement cette intuition-là que les politiciens catastrophants qui nous habitent ont choisi de taire et de ne surtout pas suivre !

Aujourd'hui, que chacun comprend, y compris David Cameron lors de son dernier voyage éclair dans les camps de réfugiés syriens au Liban, que les réfugiées de guerre doivent être assistés prioritairement en dehors des frontières des européennes, l'idée du bâteau hôpital, sorte de «voiture balai» de l'aventure migratoire est décidément très pertinente.

En effet, de quoi ont besoin les naufragés ? De se refaire une santé, de se réchauffer ? De donner aussi des nouvelles de leur survie, de déposer éventuellement une demande d'asile, de donner une preuve de leur identité et des menaces qui pèsent réellement sur eux ?

Et de quoi les nations européennes concernées ont-elles besoin ? De soigner les migrants (tous les migrants !) afin de rester fidèles à leurs valeurs chrétiennes, mais aussi de vérifier, de trier, et de décourager en faisant barrière...



Tout ceci pourrait évidemment être accompli «en mer», dans les eaux internationales où aucun droit laxiste ni aucune propagande larmoyante, aucun complot cimadiste, n'est possible... et où cela coûterait infiniment moins cher que de mobiliser des monastères ou des casernes de gendarmerie désaffectées remises aux normes dans nos villages.

Avec une coopération humanitaire de la Russie -qui autoriserait leur emploi sans aucune «dérussification» préalable, parce que les Russes sont aussi «humains» qu'un François Hollande aux bombardements aériens si faciles et si démonstratifs- nos deux Mistral trouveraient désormais chez nous une carrière parfaitement honorable et utile ! Gardons les Mistral !

Marie-Cécile Crevelle

La bonne surprise Corbyn

Jeremy Corbyn est un incorrigible gauchiste et cela se voit.. c'est aussi un homme charmant et pacifique, jamais haineux, qui ne compte guère d'ennemis au sein du Labour (ce qui explique sa présence au scrutin grâce à une quinzaine de parrainages parlementaires octroyés par pur «fair play»). Contrairement à un Mélenchon français, Corbyn incarne le brave type vieille gauche, le genre de gars dans les bras duquel Michel Onfray ou Jean-Claude Michéa adoreraient se jeter si seulement nous avions l'équivalent d'un Corbyn en France, si seulement chez nous la gauche n'était pas devenue une hystérique guerre civile à elle toute seule...

Le nouveau chef du Labour porte une barbe blanche et des chemises un peu défraîchies. Hors de la politique, il se détend en confectionnant des confitures et se passionne pour les trains.

Dans une vidéo, exhumée récemment par la BBC, celui qui n'est alors qu'un jeune député montre fièrement son pull tricoté par sa maman, en réponse aux critiques d'un Tory (conservateur) qui le jugeait trop débraillé. Il fait de sa modestie un argument politique : le Parlement "*n'est pas un défilé de mode, ce n'est pas un club de gentlemen (...), c'est un lieu où le peuple est représenté.*". Depuis, son look lui attire toujours les sarcasmes : il a été élu cinq fois "plus belle barbe du Parlement", un record.

Corbyn est élu du quartier d'Islington, à Londres, l'un des plus déshérités d'Angleterre, et la pauvreté est au centre de ses discours. "*Le rôle intemporel du Labour Party est de s'élever contre l'injustice, où qu'elle se trouve*", clame le candidat sur son site Internet. "Il est l'un des seuls politiciens qui semble reconnaître les profondes inégalités qui existent dans ce pays, et avoir un problème avec ça", résume Charlotte Church, une chanteuse de 29 ans dont le post de blog de soutien à Corbyn a été partagé plus de 3 000 fois sur Facebook. Ce réalisme séduit particulièrement la jeune génération, qui peine à trouver sa place sur le marché du travail, et a le sentiment de ne pas être entendue par les politiques.

Corbyn a fait une campagne pour démentir tous les spécialistes en communication politique du monde entier. Il n'a jamais changé ses fringues, ni son style. Il n'a jamais perdu non plus sa proximité naturelle, y compris à l'issue de ses meetings pleins à craquer, quand le candidat sortait pour en faire humblement le résumé, en dix minutes et sans notes, à la foule qui n'avait pas pu entrer.



A Londres, il a fait de même, mais perché sur un camion de pompiers...

Mais Corbyn est surtout une formidable gifle sur le visage de l'oligarchie totalement prise par surprise malgré tous ses «trucs» déployés sur les chaines de télévision ou dans les tabloïds.

Ainsi, au début de sa campagne éclair, Corbyn était décrit par les «éditorialistes de gauche» comme un sympathique second couteau, dont le principal objectif était de dépasser le score piteux (7%) de la candidate de l'aile gauche lors de la précédente élection interne.

Bref, il les a tous roulés !

Corbyn en dix points

1) C'est un militant-né. Ses pacifistes de parents s'étaient rencontrés lors d'une mobilisation contre la guerre d'Espagne. Il conserve, dans son bureau à la Chambre des communes, les dossiers de quarante ans de combats : Vietnam, Stop the War Coalition (une organisation qu'il préside), Forum social mondial, Traité de libre-échange transatlantique... Il est si absorbé par ses causes qu'il lui arrive, à en croire sa première femme, de se contenter d'une boîte de haricots rouges froids en rentrant des réunions de son groupe parlementaire, le *Campaign Group* !

2) C'est un honnête homme facile à représenter en super-héros sur les réseaux sociaux, accueilli comme une rock star dans ses meetings.
Comment ce député de 66 ans dénué de charisme méchant a-t-il pu déchaîner les foules ?
Il fait un carton chez les jeunes qui rêvent d'un Syriza britannique et tranche avec ses trois concurrents proches du New Labour. Si le Labour compte 400.000 électeurs de plus, c'est moins grâce à la réforme du scrutin, qui donne aux sympathisants le même pouvoir qu'aux adhérents ou aux syndicalistes, qu'à cette "Corbynmania".

3) C'est un laboureur qui creuse son sillon depuis longtemps... Cela fait trente-deux ans qu'il est député de cette circonscription de Londres, un laboratoire des inégalités où il a emporté 60% des votes en mai. A croire que Corbyn convainc autant les 41% d'habitants qui ont échoué dans des logements sociaux, que les 31% de riches propriétaires. Connu pour avoir accueilli George Orwell, Charlie Chaplin ou, plus récemment, Tony Blair, ce quartier va-t-il encore donner à l'Angleterre un illustre personnage ?

4) c'est un chic type. «Je n'aime pas les attaques personnelles... Je n'en fais donc pas", confesse-t-il. Tout Westminster le dit : c'est un vrai gentleman. Denis MacShane, ancien ministre de Tony Blair, raconte : C'est le type sympa qui n'a pas d'ennemi, qui défend ses causes et expose ses désaccords sans jamais une parole agressive."

5) Il est fringué comme l'as de pique mais cela inspire aussi une garnde confiance... Cela fait 30 ans qu'on se moque de lui. Déjà en 1984, Corbyn était raillé par un député conservateur pour son look "débraillé" et son "pull tricoté par sa mère".
Trois décennies plus tard, il a remporté à cinq reprises le prix du "Beard Liberation Front", qui élit chaque année la barbe la plus notable du parlement, et continue d'être taquiné pour ses interviews en short, ses excursions dans la chambre des communes en sandales avec chaussettes, ses maillots de corps à 1,50 livre.

6) C'est l'outsider type qui ne devait pas gagner. Comme à chaque primaire travailliste, le "Campaign group" a présenté son candidat. Après John McDonnell en 2007 et Diane Abbott en 2010, "c'était mon tour", a confié Corbyn. Inconnu du grand public, vétéran de l'arrière-ban (les parlementaires sans portefeuille), lui-même n'a pas cru une seconde qu'il pourrait l'emporter ; il espérait juste "créer le débat". Les députés du Labour qui ont donné in extremis à ce rival inoffensif les parrainages qui lui manquaient pour concourir s'en mordent les doigts.

7) C'est un marxiste assumé. Ami de Tony Benn, figure de l'aile gauche du Labour des années 1970 et 1980, Corbyn a été un participant assidu de *l'Independent Left Corresponding Society,* le cercle de réflexion animé par le philosophe marxiste Ralph Miliband. Loin d'avoir remisé sa faucille et son marteau, il a récemment lancé sur la BBC : «On a beaucoup de choses à apprendre de Karl Marx."

8) C'est un socialiste «vieille gauche», partisan de la renationalisation des chemins de fer et de l'énergie, du désarmement nucléaire, d'une taxation plus élevée des hauts revenus, de la gratuité des universités... Ses idées font hurler les barons du New Labour, qui ont lancé un front Anyone but Corbyn ["n'importe qui sauf Corbyn", NDLR] et voulu suspendre la primaire. Tony Blair prédit désormais "la déroute, peut-être même l'annihilation" du parti après l'élection de Corbyn qui vient justement démentir cette chiennerie que l'on appelait le «blairisme».

9) Corbyn, c'est la droiture personnifiée. C'est un homme de principes. Il l'a montré dans sa vie publique, en votant plus de 500 fois contre les consignes de son parti, comme dans sa vie privée, en divorçant de sa deuxième femme parce qu'elle voulait envoyer leurs enfants dans une école privée. Ascète, ce végétarien qui ne boit pas d'alcool, cultive son jardin et se déplace à vélo, est, sur les 650 députés, celui qui dépense le moins !

10) C'est un pro-palestinien qui a eu le malheur d'inviter ses "*amis*" du Hamas et du Hezbollah à s'exprimer dans une réunion au Parlement et de participer à des conférences aux côtés d'antisémites – sans savoir à qui il avait affaire.
La polémique a semé le trouble dans la communauté juive trop heureuse de trouver là de quoi le combattre encore plus nettement que lorsque Corbyn n'est qu'un anti-libéral anti-américain.

A force d'avaler leur képi et de manger des parapluies, les officiers catholiques français sont devenus une espèce anthropologique bien à part...

Le drame infini de

L'officier français catholique doit être regardé sous un angle anthropologique. En effet, celui-ci n'est pas seulement le représentant d'une caste étrange, le profiteur romantique mais avisé d'un système de cooptation interne à l'armée Française (où l'influence catholique n'est contestée que par le réseau maçonnique des officiers matheux à l'esprit purement fonctionnaire), l'officier catholique français est avant tout un type humain.

Le christianisme social, plus exactement la doctrine sociale de l'Eglise vaticane au 19ème siècle, mais aussi *le Sillon* plus tard, sont à l'origine intellectuelle de ce type humain qui, à force de reproduction sociale et de mimétisme de classe, possède même désormais des particularités physiques puisqu'un officier catholique français se reconnait aujourd'hui, non seulement par l'architecture de sa pensée toujours entre-deux-eaux, mais aussi, de loin, par la démarche, la raideur du cou, la matière drue de ses cheveux, et presque l'organisation particulière de ses sourcils et de ses poils d'oreille !!!

En fait, l'officier catholique français créée par le christianisme social, c'est le colonel de La Rocque incarné. On n'est jamais plus sorti de ce type humain héroïque, accablé de contradictions, admirable en ses qualités personnelles mais parfaitement inutile au salut politique de la France.

Comme l'écrivait joliment le gaulliste kabyle Augustin Ibazizen, La Rocque était un «*homme droit comme l'épée qui fut la sienne durant sa belle carrière militaire, il était également un chrétien qui ne transigeait point sur les principes fondamentaux de sa religion. Celle-ci était source de sa générosité sociale, de son humanisme profond sous sa forme la plus élevée : la charité, je veux dire l'amour des hommes. Ces caractéristiques indéniables condamnent à elles seules les imputations que ses adversaires déclarés ou camouflés ont déversées sur lui, par haine, par crainte de sa réussite politique et par jalousie partisane. Il n'empêche qu'il les a dominés parce qu'il était, lui, sans haine ; et patriote pur, il avait horreur des procédés d'excitation sociale, conduisant à la guerre civile. Il a été avant tout l'apôtre de la Réconciliation, épithète qu'il ajoutera à l'appellation de son parti. J'ai vu agir le chef et j'ai agi sous son égide ; j'ai partagé le pain et le sel à sa table, avec lui, sa femme et ses enfants. Sous ces deux aspects, j'ai pu prendre la mesure de sa stature nationale, civique et morale. […] Lui, que les communistes traitaient de fasciste, professait un farouche dédain pour la tyrannie et l'aventure. […] Il rejetait toutes les doctrines excessives, qu'elles fussent de droite ou de gauche, de la demi-gauche ou de la demi-droite. C'était d'ailleurs une terminologie qui faisait mal à son cœur ouvert à tous les français. Au fond, la Rocque était ce qu'on pourrait appeler un socialiste chrétien. […] C'est un grand mystère que celui des souffrances et de l'injustice qui frappent les hommes de cette qualité et de cette dimension morale, un des mystères de Dieu qui échappent à notre raison*...». Mais à côté de cela, La Rocque gâcha tout le crédit qui était le sien, il manqua toujours de sauver la France, il osa pour cela se prétendre républicain alors que son frère était secrétaire du Comte de Paris et que toute sa famille était de tradition monarchiste..

Dans *Pourquoi je suis républicain*, ses carnets inédits, rédigés entre 1943 et 1944 alors que La Rocque est prisonnier des nazis, on découvre les étapes d'une entreprise politique qu'il estime incomprise de ses contemporains et qu'il n'a cessé de vouloir expliquer et justifier, aux yeux des siens et de la postérité. Acceptant la république et attaché à agir dans la légalité, La Rocque se défend clairement d'avoir jamais été séduit par le fascisme et témoigne qu'il a jalousement veillé à l'indépendance de son mouvement vis-à-vis des ultras de l'extrême droite. Approché par Tardieu, Pétain ou Weygand occupés à comploter contre la IIIe République, La Rocque ne se départira jamais du légalisme purulent contracté au cours de sa glorieuse carrière d'officier.

Pourtant, nul doute que le colonel de La Rocque, si héroïque pendant la grande guerre ne fut un patriote impeccable... Nul doute qu'il ait été toute sa vie intimement possédé par le rare sentiment de l'Hyper France qui est le nôtre... Nul doute aussi que ses scrupules chrétiens le torpillèrent à partir de sa propre «conscience» en le réduisant de l'intérieur, pour en faire finalement un indécis tragique, ou du moins un type tellement disposé à rassembler la France en ses contraires qu'il finit par se démunir de tout idéal unique et, surtout, du nerf indispensable que vous donnent des idées parfaitement claires, avec, pour viatique heureux, la haine qu'il faut toujours posséder un peu pour bien servir une colère collective...

Le problème n'est évidemment pas que ces officiers français d'aujourd'hui, si cocufiés, de livre blanc en livre blanc, soient catholiques. Le problème, c'est qu'ils sont alors forcément charitables envers le régime qui les nourrit, les salarie et les promotionne.

Comme tous les généraux catholiques, depuis que la République s'est adroitement emparée de leur services, le colonel de La Rocque, comme De Gaulle après lui, détestait surtout la mousse des choses, c'est à dire le parlementarisme et le règne des partis, comme si la république n'était que cela, comme si elle n'était pas le grand boulevard de la Modernité triomphante ouvrant à son tour la perspective aux robots et à la non-humanité enfin simplifiée ?

A ce sujet, dans une certaine obsession du «gouvernement technique», La Rocque écrivait dans ses carnets : « *Je sais bien que des gens d'intelligence moyenne, de culture honorable et de bonne volonté sont parfaitement capables de détenir des portefeuilles : on a assez vu de nullités intellectuelles et morales derrières des bureaux ministériels. Mais j'affirme que, surtout pour des besognes de régénération, un apprentissage est indispensable même à des hommes de premier plan. Ou bien c'est la ruée vers les postes de commande de titulaires non qualifiés, non encore qualifiés si l'on préfère et cherchant à bâtir leur carrière, leur renom sur notre terre saccagée ou humiliée : la navrante période qui suivit Juin 1940 a donné à cet égard un témoignage décisif, au détriment du pays, de sa cohésion, de ses finances, de sa politique. Or la politique, si elle se prête aux improvisations des opposants avec le minimum de risque, interdit les improvisations aux exécutants responsables : ceux-ci ne peuvent se passer d'une connaissance approfondie des éléments vivants, des éléments psychologiques et expérimentaux qui la mènent et la composent. De même pour l'administration, dans tous les domaines.* »

On voit naître ici la conviction, très «sociale catholique», qu'il faudrait former en réalité les politiciens et en faire des gens structurés et honnêtes ; une utopie que développe encore de nos jours dans son livre «rebâtir la France» le pauvre général Didier Tauzin, lui aussi perdu dans des lunes considérant qu'il suffirait d'éduquer les politiciens pour déboucher enfin sur une France «régénérée» selon le vocabulaire inévitable de l'officier catholique un peu raide et un peu maladroit.. à force vouloir faire simple et «droit au but»... mais avec prudence...

Le fatras-fouilli de la pensée du général catholique français a toujours existé. Elle remonte plus exactement au début de la Troisième République après la tentative de Mac Mahon. Sous la pression de la populace qui allume les lampions républicains au fur et à mesure où les campagnes se dépeuplent en faveur des cités industrielles, la poursuite d'une république conservatrice fait figure de compromis raisonnable...

Néanmoins, n'attendant pas la fin de ce dilemme que tentent de régler les catholiques conservateurs empêtrés dans les fils croisés de leurs intérêts et ceux de leurs fidélités qui ne s'accrochent plus à grand chose, les franc-maçons organisent leur fait accompli à la vitesse d'une marée montante...

En 1879, c'est l'exclusion du clergé des commissions administratives des hôpitaux et des bureaux de bienfaisance ; en 1880, c'est la suppression des aumôniers militaires, l'interdiction aux magistrats d'assister en corps aux processions de la Fête-Dieu, puis c'est la suppression de l'enseignement religieux dans les écoles maternelles, la sécularisation des cimetières ; en 1882, les crucifix sont enlevés des écoles, les aumôniers de lycées sont renvoyés et l'enseignement religieux est interdit dans les écoles primaires ; en 1883 c'est l'interdiction aux troupes de paraître en corps aux cérémonies religieuses ; en 1884, c'est la suppression des prières à la rentrée du Parlement, la suppression des aumôniers dans les hôpitaux et la fin de l'immunité des clercs quant au service militaire ; en 1886, c'est l'exclusion des congrégations de l'enseignement public, l'organisation de l'école laïque... etc...

Comme l'écrit aujourd'hui le légitimiste lorrain Pierre Valancony «*Cette escalade préparait l'interdiction des ordres religieux et devait aboutir, en 1905, à la séparation de l'Église et de l'État. Et pourtant, pas plus qu'hier pendant le changement de civilisation dénoncé sous l'étendard de la «Manif pour tous» les généraux catholiques de cette époque ne bougèrent un seul de leur piou piou vers un centre-ville... Au contraire, à Rome, Léon XIII croyait à l'impossible miracle, sans craindre de jeter les catholiques français dans le plus grand trouble, voire dans la révolte. On privilégiait de la sorte dans l'armée les républicains, convaincus en majorité d'anticléricalisme militant au détriment des monarchistes demeurés fidèles à l'antique devise : Dieu et le Roi.*

Le Pape recueillit l'adhésion de la faction libérale, celle qui, déjà, dans les années 1870 avait fait échouer les tentatives de restauration monarchique. Ayant abandonné leur Roi, ils étaient prêts à sacrifier Dieu Lui-même à leur "libéralisme". Dans ce contexte, la République leur convenait.

En agissant ainsi, le "successeur de Pierre" affaiblissait sa propre autorité dans notre pays. Léon XIII pensait qu'après la chute du Second Empire puis, quelques années plus tard, la mort du Comte de Chambord, la France usait inutilement ses forces en de vains combats politiques mettant aux prises, selon les circonstances, légitimistes, orléanistes, bonapartistes et républicains.

Ces affrontements, selon le pontife, bénéficiait aux plus radicaux de chaque faction en interdisant aux modérés de se faire entendre et d'accéder aux affaires. Constatant qu'avec le temps, la république avait acquis une réelle légalité, à défaut d'une vraie légitimité, il estimait que c'était sous ses couleurs que les catholiques devaient se ranger.

Comme la doctrine de l'Église déclarait s'accommoder de toute forme de gouvernement, le Pape ne voyait pas pourquoi les catholiques, préoccupés avant tout de la défense des intérêts de la Cité et de la Religion, n'accepteraient pas de sacrifier leurs préférences dynastiques, voire de régime, sur l'autel du bien commun»..

(Suite page ci-contre)

Depuis leur ralliement à la fin du 19ème siècle, les généraux catholiques vaticanistes français vivent une permanente contradiction entre leur fidélité à l'église et leur fidélité à la République qui persécute et amoindrit sans cesse l'Eglise...

nos officiers catholiques...



L'accommodement, le mot est lâché. Les généraux catholiques, depuis 140 ans, se sont toujours accommodés de la République. Cet accommodement, d'abord politique et moral, est ensuite entré dans tous leurs raisonnements, y compris intimes. Un général catholique français, c'est un type qui s'accommode comme personne ! Sa puissance d'accommodement est énorme ! Alors bien sûr, cela, à chaque fois, lui donne des aigreurs, mais il finit toujours par s'accommoder, rassurez-vous ! Dans les cinquante dernières années, l'officier catholique s'est accommodé à tout. En 1962, quand on décida d'enlever aux militaires la responsabilité de la gestion de leurs finances en créant le Secrétariat Général à l'Administration, le général catholique n'a rien dit...

Quand, en 1981, la gauche supprima les Tribunaux Militaires afin de nier sournoisement la spécificité du métier de militaire, il n'a rien dit non plus alors que les fautes commises par les militaires dans l'exercice de leur fonction les rendent désormais justifiables devant la juridiction civile avec l'effet désastreux d'annihiler «le retour d'expérience», ce qui veut dire qu'un militaire qui revient d'opération et qui a connu un certain nombre de loupés, n'a plus le droit de les décrire pour que la prochaine fois cela ne recommence pas. Aujourd'hui si l'on fait « le retex » honnêtement, on donnera inévitablement un bâton aux juges qui ensuite seront saisis d'une affaire au cours de laquelle le général catholique en oubliera rapidement de couvrir ses hommes, parce qu'un général catholique français, c'est avant tout une famille nombreuse, une réputation, un honneur sans faille, une belle maison, parfois un grand nom de l'histoire de France.

La famille nombreuse et bien élevée, l'épouse fidèle, ni belle ni moche, mais énergique, comme c'est important pour l'officier catholique de l'armée Française !

C'est beaucoup plus important que la France qui n'est malheureusement pour elle qu'une sainte idée, alors qu'une famille, un Renault Espace, une femme qui attend son homme sans broncher, une jolie petite famille qui se rend à l'église, à la bonne messe, ça, c'est du concret ! Cela ne se discute pas sur l'échelle des «valeurs» ! Cela ne se compare pas ! Même à l'honneur des armes, même à la survie d'un vieux pays épuisé rincé par toutes ces vermines sous son paletot !

C'est ici le piège moral tendu à chaque officier catholique auquel on a oublié de dire que s'il était catholique mais célibataire, ce serait mieux pour tout le monde ! Ah la famille de l'officier catholique ! C'est donc par là que la République le tient, évidemment...

Le cas typique Burgaud

En 2006, lorsqu'éclata l'affaire Firmin Mahé, le Colonel Burgaud, chef de corps du 4ème Chasseur Alpin, était fait pour devenir bientôt général catholique de l'armée française. Un peu de patience et l'affaire était entendue.

Alors que l'adjudant-chef Raugel reconnaissait avoir étouffé le «coupeur de routes» pour l'empêcher de nuire davantage, Burgaud tergiversait, accablait son fidèle adjudant, commençait par nier et à laisser Raugel être incarcéré seul à la santé. Le colonel ne s'est pas tiré une balle dans la tête, probablement à cause de sa putain de «famille». Pour elle et sa carrière (mais c'est la même chose), il endura ainsi le déshonneur insigne de se défausser lâchement.

Finalement confondu par le témoignage du médecin militaire Charles Yven auquel il avait fait des confidences et qui s'était naturellement aussitôt couvert en dressant un rapport à sa hiérarchie, Burgaud se traîna pathétiquement jusqu'à son procès où il finit par déballer sa conscience torturée : «*Je n'ai pas toujours fait preuve de dignité dans cette affaire.../... j'assume, je reconnais que j'ai été lâche et je m'efforcerai de ne plus être indigne*».

«*Offensive morale sur le ton de la contrition*», nota un journaliste gauchiste présent... Mais là aussi, Burgaud continuait à minimiser son rôle, notamment en balançant son supérieur le Général (assez peu catholique) Henri Poncet : «*Ce n'est pas moi qui ai donné l'ordre. J'ai transmis l'ordre du général Poncet*». Menteur...

Et quand le président lui demanda s'il n'aurait pas dû s'opposer à l'ordre suggéré par le général, le colonel Burgaud, toujours liquide et touchant de controverses intérieures insolubles, répondit : «*Je n'en sais rien. Ce n'est pas quelqu'un à qui on dit facilement non, il s'emportait. Un "tueur" auquel on ne n'oppose pas facilement comme il l'avait montré au Kossovo en cassant un officier de gendarmerie qui refusait d'y refaire la bataille d'Alger...*»

Bravo Poncet ! Si tu es un médiocre philosophe de café dans la vie civile, au moins dans l'armée, tu assurais en ne t'embarrassant pas de questions morales déplacées....

Quant à Burgaud, son étalement de conscience fut interminable, tout au long de son procès en 2012 : «*J'ai la conscience en paix par rapport à la population ivoirienne que nous devions protéger.../... Mes verrous moraux ont sauté.../... C'était une mission belle, digne, morale et légitime, que j'ai remplie, quitte à mourir ou à me retrouver devant un tribunal*».

Sur le terrain, Burgaud, comme la plupart des officiers catholiques élevés en chefferie scout, était débordé depuis le début de sa prise de fonction par la sauvagerie nègre qui s'était emparée de la «zone de confiance», une zone de barbarie intense en réalité puisque toute forme d'Etat y avait disparu. Burgaud avait donc laissé Raugel seul, se débrouiller avec le réel dans la savane.

Alors quand, apitoyé par toute cette guimauve psychologique indécente quand elle n'est pas fermement retenue entre l' homme et son confesseur, le président demanda au colonel Burgaud, adepte du christianisme social :

- *Vous n'avez pas été capable ou vous n'avez pas eu le courage ?*

Burgaud reconnut : «*Peut-être un peu des deux, monsieur le Président*». Précédemment, Burgaud avait tenté de nous attendrir encore avec sa famille qui avait beaucoup morflé pendant les sept ans d'instruction et de déprime de notre officier catholique brisé dans son élan vers le généralat...

Ah bon ? Et toutes les autres familles françaises abandonnées à la saloperie permanente du marché mondialisé et des oligarchies en folie, elles ne souffrent pas, elles ?

Aujourd'hui, le colonel Burgaud est employé dans un chantier maritime de plaisance, chez *Fora Marine*, à La Rochelle en tant que directeur de la production. C'est mieux pour lui qui est un brave homme torturé.

C'est mieux aussi pour l'armée Française où il y a trop d'officiers catholiques mais aussi beaucoup trop d'officiers francs-maçons qui guettent les fautes des officiers opérationnels par le moyen sournois du Contrôle général et des services annexes, tous à l'abri du feu où les officiers catholiques se sont aménagés un fief dont ils sont malheureusement indignes ; justement parce que leur morale encombre tout !

Dans un autre siècle, dans un siècle royal par exemple, le colonel Burgaud aurait été tout aussi catholique, certes, mais il n'aurait pas eu ce catholicisme social de controverses intérieures incessantes qui le taraude et le hante : il aurait été plutôt soudard et catholique, comme il se doit quand on choisit le métier des armes et non cette sorte de prêtrise armée à laquelle des Burgaud et tant d'autres rêvent en s'inspirant de ces officiers saints qui furent certes un honneur, mais dont on ne peut plus rien espérer pour sauver le pays.

Burgaud, fidèle à La Roque, admire la résistance... Il lit et cite son modèle Hélie Denoix de Saint-Marc qui écrivait «*Quel confort de pouvoir choisir entre le bien et mal !*»...

Eh bien, messieurs les officiers du christianisme social tourmenté, ce confort n'est qu'à vous ! Et pendant ce temps, il y a un vieux pays qui crève et pour lequel vos problèmes de conscience sont absolument saoulant !

Marie-Cécile Crevelle

DOSSIER : L'âme russe est notre amie

Rand Paul, pour une diplomatie américaine moins agressive....

L'élection présidentielle américaine approche et avec elle arrivent d'innombrables campagnes et débats confrontant les divers candidats à l'investiture démocrate, mais surtout – pour l'instant – républicaine. Le très médiatique Donald Trump donne une image de l'Amérique très conforme à ce que l'on s'en fait en Europe. Un troisième Bush tente de se frayer une place au sein des Républicains. Un peu plus loin derrière dans les sondages, le candidat libertarien Rand Paul pourrait créer une surprise à la Corbyn.

Rand Paul a pris la succession de son père – Ron Paul – à la tête du mouvement libertarien, qui souhaite un fort désengagement de l'Etat, y compris – et c'est la différence majeure avec les autres candidats républicains à l'investiture – en termes de géopolitique. En clair, les libertariens souhaitent réduire drastiquement l'interventionnisme américain dans le monde et laisser la planète tranquille. Ron Paul s'est ainsi fermement opposé aux différentes guerres ou interventions militaires que son pays a menées durant les dernières décennies.

Sur le brûlant dossier iranien, la ligne libertarienne allait également à contre-courant de la ligne néo-conservatrice, diabolisant l'Iran, et prétendant que le programme nucléaire était une menace directe pour les Etats-Unis et Israël. Les preuves de cette réalité étant tout aussi existantes que celles prouvant la présence d'armes de destruction massive en Irak, bien évidemment. Ron Paul affirmait ainsi de façon tout à fait décomplexée que l'Iran ne représentait en rien une menace.

Ron Paul a, de ce fait, longtemps fait figure d'homme seul dans la vie politique américaine. Officiellement classé chez les Républicains, mais rassemblant sous son nom bon nombre de déçus de Barack Obama en 2012 (notamment des jeunes), souhaitant entre autres une géopolitique moins agressive. Au sein des Républicains, il fait bien évidemment tâche, avec ses propositions insolites en matière de stratégie internationale. Ainsi en était-il du moins pour le père.

Le fils – Rand Paul – a quant à lui reçu un certain nombre de critiques de la part des puristes du mouvement libertarien. En cause ? La position de Rand Paul sur le dossier du nucléaire iranien. Tandis que son père a toujours considéré que l'Iran ne représentait pas une quelconque menace nucléaire, Rand Paul s'est lui étonnement opposé à l'accord récent conclu entre les membres du conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, l'Allemagne, et l'Iran, et desserrant l'étau dont est victime la République islamique. Rand Paul a ainsi affirmé que l'accord était inacceptable dans la mesure où l'allégement des sanctions contre l'Iran précéderait la preuve de la bonne volonté iranienne sur le dossier, dans la mesure également que l'Iran aurait toujours une grande capacité nucléaire, et enfin que l'accord lèverait l'interdiction de livrer des armes importantes à l'Iran.

Par cette déclaration, faite sur son compte facebook, Rand Paul s'est attiré les foudres des libertariens canal historique. Il faut dire, que ce commentaire ressemblait davantage à une prise de position néo-conservatrice bêtement anti-Iranienne qu'à une courageuse et lucide réflexion que pouvait avoir Ron Paul.

Derrière cet apparent revers se cacheraient de sombres raisons électoralistes, Rand Paul souhaitant rogner sur l'électorat potentiel des autres candidats républicains à l'investiture, en modérant ses positions par trop isolationnistes et anti-interventionnisme. Des raisons politiciennes assez mauvaises, car pour les électeurs républicains proches des idées néo-conservatrices, Rand Paul restera toujours un dangereux libertarien qui veut vider le monde de la présence américaine. En outre, Rand Paul risque de démobiliser sa base libertarienne, en tenant de tels discours. Il risque ainsi de perdre ses électeurs traditionnels, pour n'en gagner aucun parmi les néo-conservateurs, perdant perdant.

A l'inverse, la position traditionnelle des libertariens semblait tout à fait à même de réaliser un consensus : la défense de certaines valeurs traditionnelles, tout en maintenant un Etat distant, laissant les individus tranquilles, notamment d'un point de vue fiscal. La position géopolitique des libertariens peut, de cepoint de vue, être argumentée uniquement pour des raisons financières, comme le faisait notamment Ron Paul, en pointant du doigt le coût véritablement exorbitant de la politique américaine à l'international. Rand Paul serait plus inspiré de rester sur cette ligne qui a fait ses preuves durant les précédentes campagnes à l'investiture de son père.

Rand Paul demeure cependant, malgré ce petit couac neocon, un candidat hors du commun outre-Atlantique. Comme le relève Sputnik news, s'il était élu Rand Paul affirme que son premier voyage serait en Russie ou bien en Chine. A la faveur de son élection (assez peu probable pour l'heure), la géopolitique américaine serait littéralement bouleversée, les bases américaines étant délaissées, et les interventions à l'étranger pour de fallacieux motifs humanitaires délaissées, etc. Le monde pourrait enfin respirer à l'air libre.

François, pape libertaire anti-libéral....

Le pape François ne cesse de surprendre ses ouailles et le monde entier. S'il sème le doute chez certains, parmi les plus conservateurs, des catholiques, il réjouit les fidèles davantage progressistes. Il bénéficie, en outre, d'une considérable popularité parmi les non-croyants. Pourtant, son discours pourrait ne pas passer dans le monde moderne. Il reste, en effet, attaché au refus de l'avortement, et du mariage gay, qui normalement disqualifient celui qui tient un tel discours. Il faut dire qu'il s'agit du pape, héritier d'une institution rétrograde… et il fait beaucoup d'efforts pour la faire évoluer cette vieille institution : le monde lui pardonne donc ses rigidités (« le pape voudrait volontiers en faire plus – autoriser la communion des divorcés-remariés par exemple – mais voyez-vous la curie ne le laisse pas faire »).

Le pape François plaît donc beaucoup au monde (incroyant). Il le flatte, il l'excuse. Le péché omniprésent dans le monde est relativisé. Le remariage après un divorce (qui dans l'Evangile n'est rien moins qu'un adultère), ce n'est pas si terrible. L'Eglise est trop dure, c'est Elle la coupable dans l'histoire. C'est Elle qui exclut, qui discrimine, qui est trop exigeante. Le pape est là résolument moderne., en plein dans la société compassionnelle.

Par ailleurs, le pape ne cache pas un certain mépris envers les catholiques traditionalistes pleinement intégrés à la structure officielle (les traditionalistes dissidents étant en odeur de sainteté, car étant une « périphérie » qu'il faut toujours chérir… on méprise le tradi obéissant, mais on a de la compassion pour le tradi dissident). Le pape n'a ainsi pas hésité à mettre à sac un ordre italien florissant, qui avait le malheur d'être sur une ligne traditionnelle (les Franciscains de l'Immaculée). De même, dans les discussions autour du Synode sur la famille (dont l'un des points centraux est justement l'accès ou non des divorcés remariés à l'eucharistie), le pape s'est-il emporté contre les cardinaux opposés à la postmodernité ecclésiastique du changement et du progrès et qui avaient eu le malheur de publier un livre commun contre les propositions du cardinal progressiste Kasper, ouvertement soutenu par le pape, allant jusqu'à renvoyer le n°3 du Vatican, le cardinal Burke, à un poste subalterne.

Dans le même temps, ce même pape ne manque pas de critiquer férocement les dérives de la modernité économique et les ravages de l'idée de progrès, sur les hommes ou sur l'écologie. A coups de voyages médiatiques, le pape ne cesse de condamner les effets du libéralisme économique et de demander plus d'humanité dans cette jungle mondiale qui rend les pauvres miséreux.

Plus fort encore, le pape est allé jusqu'à prôner une certaine décroissance dans « certaines parties du monde » dans sa dernière encyclique consacrée à l'écologie. Pas de pitié donc pour la modernité économique. Ce monde de robots prophétisé par Bernanos, qui broye les hommes, est la cible préférée du pape François.

Le chef visible des catholiques apparaît donc schizophrène : l'Eglise doit toujours être en mouvement concernant la morale, toujours proche de ses brebis (qui sont en fait, dans l'esprit du pape les brebis égarées…), ce qui constitue une parfaite illustration d'idéologie progressiste. En revanche, économiquement, le pape condamne fort justement les dérives du soi-disant progrès.

Si l'on peut s'étonner de concert avec Alain de Benoist, que les catholiques qui louent le pape pour ses prises de position encore vaguement conservatrices sur la morale, ne l'écoutent pas quand il parle d'économie, on regrettera en revanche la différence de sincérité et d'engagement du pape entre ces deux discours. Le pape est très fort, très sincère quand il parle d'économie, on le ressent beaucoup plus compatissant et moins clivant avec le monde moderne quand il s'agit des mœurs humaines de la société postmoderne.

Nous nous réjouissons d'avoir un pape anti-libéral… si seulement il était aussi anti-libertaire…

Jean-Pierre Parent

Et si la Hongrie oubliait enfin sa révolte de 1956 ?



L'Union européenne est en guerre contre la Russie. En prétendant défendre ses valeurs des droits de l'homme, l'UE sert en réalité les intérêts américains, en tentant d'affaiblir les positions de la Russie. Les principales mesures de cette guerre contre la Russie sont de façon fort évidente désavantageuses pour l'Europe : ainsi l'embargo économique est-il plus ruineux pour les pays d'Europe qu'il ne l'est pour la Russie (outre le fait, on l'aura noté, que l'Europe n'a aucun intérêt à ruiner la Russie).

Face aux dirigeants européens (ceux de la Commission européenne, ou bien les dirigeants des « grandes puissances » européennes), la Russie est empêchée d'agir, et le rapprochement souhaitable – au moins économiquement – n'a pas lieu. Des raisons soi-disant idéologiques (les droits de l'homme) ou politiques (la crise en Ukraine) s'opposent à des partenariats entre l'Union européenne et la Russie.

Néanmoins, si un partenariat avec l'Union européenne est à l'heure actuelle inenvisageable pour la Fédération de Russie, cette dernière sait manœuvrer habilement pour faire progresser de bonnes relations avec certains Etats membres de l'UE. De plus, avec un certain cynisme, les dirigeants russes s'amusent à narguer les dirigeants européens en favorisant les relations avec les Etats mis au ban de l'UE.

Ainsi, alors que la Grèce était pointée du doigt, contrainte et forcée d'adopter un plan d'austérité sans précédent, la Russie a-t-elle promu un partenariat économique renouvelé avec le gouvernement d'Alexis Tsipras. La rencontre cordiale et même chaleureuse entre le chef du gouvernement grec et le Président russe Vladimir Poutine symbolisant cette géostratégie russe souverainiste : s'adresser aux Etats souverains plutôt qu'à l'entité supranationale, dont l'objectif en l'occurrence est tout à fait contraire aux intérêts du peuple grec.

Plus tard, après l'acceptation par Tsipras du plan d'austérité, inévitable, car souhaitant demeurer dans la zone euro, le 6 août dernier, les deux chefs de gouvernement – Tsipras et Dmitri Medvedev – ont de nouveau évoqué la coopération économique renouvelée entre les deux pays. Les deux homologues ont ainsi annoncé souhaiter intensifier les « contacts au niveau technique », marquant la continuité du soutien russe à ce pays prisonnier (volontaire) de l'Union européenne, et indiquant également la Realpolitik russe, s'adaptant aux réalités pratiques pour arriver à ses fins. La Russie montre également son anti-impérialisme, en favorisant un partenariat, tout en laissant la Grèce totalement libre de ses choix politiques.

Plus récemment, c'est vers un autre Etat membre pestiféré que la Russie s'est tournée pour réaffirmer l'importance des partenariats avec les Etats européens : la Hongrie de Viktor Orban. Le Premier ministre Dmitri Medvedev a ainsi déclaré que malgré la situation tendue actuelle avec l'Union européenne, la relation de la Fédération de Russie avec la Hongrie demeure forte et amicale. En réponse, Viktor Orban affirma que « nous vivons certes des temps difficiles, mais notre position demeure celle-ci : malgré les difficultés, la Hongrie conservera au maximum tout ce qu'il y a de bon dans les relations » bilatérales russo-hongroises, ajoutant par la suite que la Hongrie demeurerait dans les questions internationales ou autres, « un bon partenaire de la Russie ».

Là encore, c'est un pied de nez opéré à l'Union européenne. A la fois de la part de la Russie et de la part de la Hongrie, dont les deux régimes sont honnis par la Commission, parce que ces deux pays ont le malheur de résister au plan idéologique libéral-libertaire prévu dans les hautes sphères technocratiques de Bruxelles.

Lentement et prudemment, la Russie avance donc ses pions en Europe, prête à soutenir tous les Etats qui souhaitent d'une façon ou d'une autre (économiquement pour la Grèce, idéologiquement pour la Hongrie) se libérer de la tutelle européenne.

V.L

L'âme russe est notre amie !

Celui qui se plonge dans la littérature russe classique en ressort avec une terrible impression. L'impression d'un peuple condamné et résigné à son destin. L'impression tenace d'une nation qui accepte la fatalité, aussi terrible soit-elle, et qui parfois cherche cette fatalité, tente de la provoquer. Le Russe apparaît si différent du Français révolutionnaire, vif et combatif, même si parfois philosophe sur les événements qui se présentent. Le Russe (dans la généralisation qui ressort d'une première impression issue d'une lecture – partielle et donc forcément superficielle – de la littérature russe) semble être incapable psychologiquement et physiquement de prendre son destin en mains. Lorsqu'il prend son destin en mains, c'est uniquement pour aggraver sa situation antérieure bien souvent déjà largement calamiteuse.

Ainsi, dans l'un de ses chefs-d'œuvre, Anton Tchekhov nous présente un médecin dans une ville de province russe, responsable d'un asile psychiatrique, particulièrement glauque de la fin du XIXème siècle. Dans cette salle des fous, la Salle n° 6 (Палата № 6, qui donne son nom à la nouvelle), le médecin rencontre Gromov, un malade issu d'assez bonne famille, mais qui est victime d'un délire de persécution et a fui le monde et a fait le choix de vivre dans d'horribles conditions, fréquemment frappé par les médecins et les infirmières. Le médecin, à force de discussions sympathise avec ce patient, alors qu'il ne se préoccupe guère des autres aliénés, et finit même par tomber d'accord sur de nombreux points avec Gromov. Le milieu médical et le monde extérieur jugent sévèrement cette nouvelle amitié, et le médecin finit par se laisser convaincre de lui aussi intégrer la Salle n° 6... pour son bien. Il y est très vite frappé, il souffre des mauvaises conditions de vie, et meurt. Cette nouvelle tragique pointe très cyniquement une forme de déterminisme russe, une résignation devant un destin des plus terribles, voire même une soumission volontaire à ce destin. Tchekhov relevait d'ailleurs lui-même que cette nouvelle, cette Salle n° 6, c'était la Russie incarnée. Et cela correspond tout à fait à l'âme russe, telle qu'elle est décrite académiquement.

Pourtant, comment ne pas remarquer que de nos jours, la situation semble s'être radicalement inversée ? La Salle n° 6 est partout, elle est partout surtout chez nous. Elle est cette servitude volontaire à une société néfaste, mais quelque peu sécurisante, elle est aliénante et finalement inévitable. Dans sa nouvelle, et par une ironie cynique, Tchekhov réserve la pire destinée à ceux qui, justement, souhaitent fuir ce monde de fous... ils sont officiellement catégorisés comme aliénés. C'est un paradoxe, mais surtout la conclusion la plus noire possible. La Salle n° 6 est dehors, c'est un monde de persécution, un monde incompréhensible, un monde invivable. Mais pour ceux qui veulent fuir ce monde, la Salle n° 6 – la vraie – les attend, avec son lot d'horreurs et de mort.

Cette Salle n° 6 aliénante rappelle le monde moderne dans lequel nous vivons. L'individu doit se plier aux règles de cet hôpital, qui est censé lui vouloir du bien, mais à la moindre protestation, il est maté, frappé, condamné. Aucune *fuga mundi* n'est véritablement permise, en tout cas, elle est rendue difficile. Cette Salle n° 6, c'est ce monde de la technique, ce monde des robots, constaté et prophétisé par Georges Bernanos.

Et nous nous complaisons dans cette société technique aliénante, nous acceptons les coups qu'elle porte à notre dignité, à notre histoire, à notre honneur, à nos traditions. Nous l'acceptons, nous, les Européens, les Français. Ce destin tragique de la Salle n° 6, si caractéristique de l'âme russe, semble correspondre aujourd'hui essentiellement à l'âme occidentale. Pis encore, l'âme occidentale, si anesthésiée par la société moderne ne semble même pas se rendre compte de son aliénation, toute préoccupée qu'elle est à détecter chez les autres les atteintes à la liberté (réflexe le plus pharisien qui soit...). L'âme occidentale est-elle encore une âme ? N'est-elle pas devenue un simple support matériel récepteur de publicité, connecté en permanence via les réseaux sociaux, et surtout coupé de tout ce qui faisait son originalité, c'est-à-dire son histoire et ses traditions ?

L'âme occidentale moderne n'est donc certainement pas la vieille âme russe, qui, consciente de sa situation l'acceptait. L'occidental ne se rend pas compte du monde dans lequel il vit, c'est un fou, un fou inconscient, tel Randall Patrick MacMurphy après ses électrochocs. Il semble condamné à aller vers toujours plus de pseudo-progrès (toujours plus d'électrochocs!), ce progrès censé lui faciliter la vie, mais qui, en réalité, est l'origine de son aliénation.

À l'inverse, le Russe d'aujourd'hui paraît moins enfoncé dans cette société moderne, moins captif de la Salle n° 6 moderne. Si l'on considère cette société technique, la Russie avance certes à grande vitesse sur le chemin de la modernité. Les Russes « profitent » tout autant que les Occidentaux des prothèses multiples ultra-connectées, ils regardent dans une large mesure les mêmes séries américaines mal doublées, écoutent la même musique globalisée, consomment les mêmes produits dans les mêmes enseignes de supermarché. Tout cela est vrai. Les Russes ne sont pas des Amish face à la modernité, ils acceptent la modernité, avec tout ce qu'elle peut comporter d'aliénation.

Mais en Russie, comme nulle part ailleurs en Occident, des valeurs traditionnelles et morales viennent tempérer cette modernité galopante. Il faut bien préciser : « comme nulle part ailleurs en Occident », car même si certains pays occidentaux conservent parfois d'imposants vestiges de leur société traditionnelle pré-moderne, ce ne sont là que vestiges qui semblent condamnés à disparaître. La citadelle intellectuelle et morale de l'Europe est en ruines, et au mieux, certains remparts tiennent mieux que d'autres face aux assauts modernes.

En Russie, depuis la chute de l'Union soviétique en 1991, l'on peut observer, notamment au travers du retour en force de l'Orthodoxie, une véritable restauration de l'édifice traditionnel de la vieille Russie. Cette nouvelle vigueur intellectuelle et morale russe affronte fièrement la décadence de l'Occident, et le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine n'hésite pas à revendiquer cet héritage chrétien et à accuser l'Occident de tourner le dos à son passé pour se jeter dans les bras modernes du diable.

Cette attitude russe semble assez inédite dans l'histoire récente russe. On semblait comprendre à la lecture de la littérature classique russe et à l'observation de l'histoire du peuple russe depuis au moins 150 ans que le peuple russe était toujours résigné face à son destin, aussi tragique soit-il. Et voici qu'aujourd'hui, une nouvelle fierté russe est apparue.

Cela est sans doute en partie dû à l'ouverture au monde violente qu'a subi la Russie et qui a fait perdre au peuple russe une forme de complexe. La vision face à face de la modernité pleinement réalisée en Occident (avec son lot d'anormalités qui ne passent pas du tout dans la société russe : mariage gay en tête) a semble-t-il donné une raison au peuple russe de s'enorgueillir, et donc de ne plus se résigner, puisque leur destin est certainement moins tragique que celui des pays d'Occident qui, eux, sombrent toujours plus moralement et intellectuellement.

L'âme russe que l'on voyait défaitiste a toutes raisons de cesser d'exister sous cette forme, et c'est fort heureux. La résignation russe semblait correspondre à une jalousie sans cesse déçue de l'Occident. La littérature russe du XIXème siècle paraît maudire les rigidités de la vieille société russe, et « l'homme russe » semblait accepter son dur sort historique dans les difficultés du régime tsariste puis dans les bien plus dures conditions apportées par le régime bolchévik. Après avoir attendu sans les espérer les changements qui libéreraient la Russie, l'âme russe, confrontée à ce que ces bouleversements avaient provoqués en Europe occidentale, est aujourd'hui bien plus proche d'un Alexandre Nievsky, s'apprêtant à mener bataille pour défendre leur ordre traditionnel contre les assauts de la modernité libérale. À moins que les Russes ne se résignent à voir l'Occident – et la France ! – sombrer dans un abyme spirituel et moral. Ce serait là une tragédie.

V.L

Gérard Depardieu, retrouve la campagne des hommes anciens



C'était le 22 juillet dernier. Le Président « controversé » de Biélorussie Alexandre Loukachenko avait invité l'acteur français Gérard Depardieu, tout aussi « controversé » à découvrir son pays et sa douce frugalité. Le Président du Belarus, qui est connu pour ses prises de position non-conformes à la pensée unique occidentale (il avait ainsi avoué préférer être plutôt « dictateur que pédé », ce qui ne manque pas d'agacer à double titre les tenants de l'ordre immoral européo-atlantiste) a initié Gérard Depardieu, récemment naturalisé citoyen de la Fédération de Russie, aux joies de l'agriculture à l'ancienne : l'acteur a ainsi pu s'essayer à faucher un champ à la main, à nourrir des chevaux de trait.

S'en est suivie une informelle discussion sur l'agriculture et le développement de la culture verte, comme le rapporte l'excellent site Sputnik news. La journée bucolique, qui rappelle romantiquement la France des années 1950, a apparemment fortement plu à l'acteur français, qui n'a pas manqué de louer le pays qui l'accueillait et son Président, s'attirant (encore une fois) les railleries de la presse française, qui considère la Biélorussie comme la dernière dictature d'Europe (la première étant probablement l'Union européenne) : «*Là où je suis allé, c'est merveilleux on dirait la Suisse. Les routes sont impeccables, il y a de très jolis étangs, de belles maisons*», a déclaré l'acteur français. «*Je vois que les gens sont heureux, calmes, et que ce pays doit être très agréable à vivre*», a-t-il ajouté.

Selon le bureau du président biélorusse, les deux hommes ont en outre «*discuté de façon informelle du soutien à l'agriculture dans le monde et du développement de la technologie en faveur de l'agriculture biologique*».

Depardieu n'en est pas à son coup d'essai. Il est ainsi devenu l'un des symboles des personnalités françaises pro-russes. Ces prises de position agacent la presse unanimement hostile à la Russie, et à son allié biélorusse. Elles agacent également le gouvernement eurobéat de Kiev, qui a décidé, rien de moins, que de bannir l'acteur français de son territoire pour cinq ans, sans que cela n'émeuve nos médias occidentaux. Qu'auraient-ils dit si un acteur pro-américain était interdit d'entrée sur le territoire russe ?

Poutine gagne la guerre froide !

Cela faisait dix ans que le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine n'était pas venu s'exprimer publiquement dans l'enceinte de l'ONU à New York. Depuis dix ans, la situation géopolitique mondiale a considérablement changé… au profit de la Russie. Alors qu'en 2005, les Etats-Unis semblaient encore les maîtres du monde, la débandade afghano-irakienne n'étant qu'à ses pâles débuts, l'échec de la politique internationale américaine est désormais latent. Sur l'enjeu syrien, le Président Poutine a su remporter une partie d'échec, qui rebat les cartes de la géopolitique mondiale.

Les Etats-Unis, définitivement décridibilisés au Moyen-Orient, sont contraints et forcés de négocier avec le Président russe, pourtant présenté comme un dangereux personnage, qui a, en outre l'outrecuidance de s'allier avec les ennemis de l'Amérique dans la région : la Syrie et l'Iran. Le discours de Poutine à l'ONU est celui d'un triomphateur humble. Pas d'orgueil démesuré chez celui qui a réussi à tenir face aux assauts de la géopolitique américaine agressive et à la tentative de le renverser lors des manifestations de l'élection présidentielle, menées comme chacun sait par des officines étatsuniennes. Pas de triomphalisme non plus. Le Président Poutine sait la fragilité de sa position et n'ambitionne pas d'énerver une Amérique qui aurait tôt fait de se vexer d'une attitude par trop flamboyante.

Il n'en reste pas moins que la victoire est totale. Depuis que Poutine a proposé la destruction des armes chimiques en Syrie, celui-ci a acquis le rôle de pacificateur de la région, alors que les Etats-Unis gardent collés au corps l'image d'un fossoyeur de guerre.

Le président russe Vladimir Poutine a clairement laissé entendre qu'il ne laissera jamais tomber son allié syrien. C'était une ligne bleue depuis qu'une rumeur moscovite avait évoqué en 2012 que les dirigeants militaires russes étaient prêts à se battre jusque dans les rues de Moscou afin d'empêcher une chute de la Syrie aux mains de ce qu'ils identifient comme le loup. Cet animal occupe une place à part et primordial dans l'imaginaire russe.

Les russes ont été les premiers à voir venir le coup de très loin. Une chute de Damas entraînera inévitablement celle de Téhéran et une éventuelle chute de ce dernier ouvrira les portes de l'enfer sur toute la Russie méridionale et l'Asie centrale. L'objectif du Printemps Arabe est clair, net et précis: Moscou et Pékin ainsi que les pays relativement affranchis de la tutelle invisible de l'empire.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Washington vient de se tirer non pas une balle mais une roquette dans le pied en ruinant tous ses efforts au Moyen-Orient et en Europe depuis 1945. A quoi ont servi des trillions de dollars investis dans des guerres hyper-coûteuses comme en Irak en 1991 et en 2003 pour qu'en fin de compte, Moscou s'installe au vu et au su de tout le monde à Baghdad et à Damas? A ce rythme, et il est à cadence élevée puisque des informations concordantes font état de l'arrivée quotidienne de dizaines d'avions cargo militaires russes sur les aérodromes syriens et iraniens, la fameuse Guerre Froide (1947-1991) vient d'être perdue à posteriori par les Etats-Unis.

La guerre en Syrie continuera jusqu'au second semestre de l'année 2016. Et peut-être bien au delà. La coûteuse opération orchestrée par certains services de renseignement de pays de l'Otan visant à inonder l'Europe orientale et centrale de réfugiés Moyen-Orientaux n'aura servi à rien. La partie ayant commandité la guerre en Syrie doit certainement être novice en matière de géostratégie. A trop forcer sur la corde, elle a fini par ruiner ses propres gains.

Les annonces de frappes aériennes par certains pays sur le mini-Etat crée par Daech (une farce pour certains observateurs avertis) ne sont pas plus efficace qu'un effet d'annonce publicitaire pour un dentifrice au milieu d'un village frappé par la sécheresse et où les robinets sont vides. On gère comme on peut le sauve-qui-peut. Encore une fois et c'est probablement la fois de trop, Moscou vient de prouver qu'elle dispose de véritables stratèges. En face, mis à part beaucoup de propagande et de manipulations, le néant.

Dans la France des cafés, on ne parle pas que de Marine Le Pen mais aussi de Vladimir Poutine... Bref, les «couillus» ont la cote...

Pourquoi Po dans la

Inhibée par le social-libéralisme, une certaine «vieille gauche» française que nous aimons n'ose plus défendre la Russie... Quant à la droite, elle-même taraudée par ses libéraux sarkoziens, elle n'ose pas non plus se départir de son anti russisme datant du temps de la guerre froide... Pourtant, la France populaire sent bien qu'un Poutine vaut au moins dix ou douze François Hollande, du seul point de vue de la franchise et de la virilité politique et personnelle...

Et puis, pour tous ceux qui placent la résistance anti-américaine au dessus de toute autre considération, Poutine est évidemment un homme que l'on regarde avec sympathie... comme le font d'ailleurs 80% des Russes.

Si en Russie, Vladimir Poutine est plus populaire que jamais : 87% de taux de satisfaction en août, le plus haut niveau relevé depuis six ans, selon un sondage du centre indépendant *Levada*, il en va de même dans les cafés français où chacun est manifestement lassé des airs benêts et des poignées d'amour de notre «président de la République hypocrite»....

En France, où les sondages sont davantage «ajustés» qu'à Novossibirsk, les Français seraient au moins 35% à nourrir une bonne opinion pour le président russe. Mais selon la tendance politique, les avis divergent. Ceux qui soutiennent le PS sont 78% à en avoir un avis défavorable, contre seulement 67% chez les Républicains. En revanche, Poutine est très majoritairement apprécié chez les électeurs FN, à hauteur de 83% d'opinions favorables.

Manifestement, Poutine est célébré dans nos restaurants routiers, dans nos cafés périurbains, dans les bars de campagne, dans les vestiaires de rugby, dans les grillades entre ouvriers, chez votre beau-frère, chez les supporters de l'Equipe de France, sur les chantiers, dans les camionnettes utilitaires...

Les Français sont en tout cas davantage pro-russes que les Européens dont le taux moyen d'opinion favorable ne dépasse pas les 15% sous la pression des chaines d'information en boucle véhiculant la doxa américaine.

Dans un sondage BVA du 18 janvier 2014, , Poutine est jugé à 72 % comme «*énergique*» et à 56% comme «*défendant bien les intérêts de son pays*». Ce qui semblerait indiquer que, malgré la peur du personnage entretenue par la campagne de bourrage de crânes, l'image de Poutine est devenue très positive en France ; au point de confirmer les déclarations de Gérard Depardieu sur le plateau du JT de Pujadas : «*Je pense qu'ici, ils sont plus malheureux les gens. On décrie énormément Poutine, mais beaucoup de gens voudraient avoir Poutine comme président.../... C'est pas facile de faire le boulot de ces présidents...*»

Pour Pierre-Henri D'Argenson, professeur à Sciences-po, interrogé en mars 2014 par notre confrère Le Figaro : «*Une partie de cette réaction s'explique par la sympathie pro-russe que l'on retrouve surtout en France au sein des mouvements gaullistes et souverainistes. Ce courant est pétri de la tradition géopolitique française de «l'alliance de revers» entre la France et la Russie, et exprime une vision des relations internationales structurée par la puissance et l'indépendance des nations, contre le projet fédéraliste et atlantiste. Mais c'est une explication bien commode pour ceux qui veulent caricaturer le sentiment «pro-russe». En réalité, ce qui est frappant dans les réactions à la crise ukrainienne, ce n'est pas tellement le nombre de témoignages «pro-russes», mais plutôt le refus implicite de beaucoup de gens de se plier à l'injonction médiatique désignant la Russie de Poutine comme le camp du Mal. Il s'agit d'une révolte intellectuelle, qui relève d'une lame de fond de rejet de l'ordre idéologique régnant. Internet facilite cette révolte en libérant l'expression, et nous assisterons dans les années qui viennent à un soupçon de plus en plus systématique, par principe, à ce qui sera présenté comme la pensée obligatoire sur tel ou tel sujet.*

Et Pierre-Henri D'Argenson : «*il y a évidemment une fascination pour la 'virilité' du personnage, avec son mélange de sang-froid et d'audace guerrière, mais là aussi la raison profonde est ailleurs. Dans l'inconscient collectif, Vladimir Poutine évoque un peu Louis XIV: c'est un monarque absolu, autoritaire, mais capable de protéger le peuple russe contre les puissants. Les médias «mainstream» ne comprennent pas cela. Quand Vladimir Poutine fait emprisonner l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski, il rappelle Louis XIV faisant arrêter Fouquet. C'est arbitraire, mais le peuple y trouve son compte: si le roi peut renverser les puissants, c'est qu'il peut défendre les intérêts du peuple… même si ce n'est pas toujours le cas. Or, que disent les critiques de notre système politique? Qu'il a donné le pouvoir à l'oligarchie, aux baronnies, aux multinationales, aux lobbies, qui font et défont les règlements européens sans le moindre contrôle populaire, face à une classe politique toujours prompte à parler de «démocratie» et de «droits de l'homme» mais en réalité impuissante ou consentante. L'engouement pour Poutine révèle ainsi en creux un besoin profond, ancré au sein du peuple et pas des élites, de retrouver des dirigeants qui soient leurs défenseurs, et qui pour cela aient encore en main les instruments de la maîtrise du destin de la nation, aujourd'hui dilués dans de multiples instances insaisissables*».

Deux positionnements récents du président russe ont particulièrement contribué à renforcer et diffuser cette représentation, déjà présente chez les plus avertis : le durcissement de la législation à l'encontre des homosexuels et l'opposition à une intervention militaire en Syrie. Le premier point est perçu comme le symbole d'un pouvoir qui assume son conservatisme sociétal, en symbiose avec une Église orthodoxe historiquement structurante. Face à une Europe jugée intégralement dépravée et une Amérique mi-bigote mi-libertaire, la Russie apparaît comme gardienne de l'âge d'or, soit le temps d'avant la "victoire LGBT"..

Le second point renvoie à l'idée d'un dirigeant lucide quant à la supposée menace islamiste mondiale et ferme dans la réponse à y apporter. Là où l'Occident laisserait prospérer l'islam à l'intérieur de ses frontières et serait prêt à soutenir les islamistes contre leurs dictateurs, Poutine assume un christianisme confiant et apparaît comme l'Homme providentiel contre les rebelles islamistes dans le jeu international.

(Suite page ci contre)

En voyant le président russe, les Français voient ce dont ils sont privés. S'il n'inspire pas forcément la sympathie, Poutine suscite au moins l'envie pour un président qui ne soit pas en chiffon hollandais.

outine est-il si apprécié France populaire ?

La figure de Poutine est d'autant plus appréciée que le déficit démocratique et la limitation des libertés individuelles en Russie ne lui sont guère reprochés puisque c'est pire en Europe ! Poutine est d'ailleurs généralement vu comme l'homme ayant ramené l'ordre en Russie, après le relatif chaos des années Eltsine.

Mais ce qui frappe le public populaire Français, c'est le sentimentalisme de Poutine; oui son sentimentalisme perçu par ceux qui ne lui contestent pas le droit d'aimer son pays. Un jour, Vladimir Poutine avait dit : «*Celui qui veut restaurer l'Union soviétique n'a pas de tête. Celui qui ne la regrette pas n'a pas de cœur.*»

A ce sujet, Irina de Chikov écrivait en mars 2014 : «*Il est possible que le président russe se trompe comme il est probable qu'il voit plus loin qu'une taupe. De toute façon, il serait plus intéressant d'en débattre plutôt que tendre les micros à Kiev ou en Crimée au premier manifestant venu. Sur les écrans de la télévision, ce qui frappe d'emblée c'est leur ressemblance. Sous le drapeau russe ou le drapeau ukrainien, on retrouve les mêmes têtes de pioches qui débitent les mêmes slogans. Mais à l'envers.*»;

Poutine est également populaire dans la classe politique hostile à l'Union Européenne. Sans insister davantage sur la position clairement poutinienne de Philippe de Villiers et même de Dupont-Aignan, il est à noter qu'une certaine «vieille gauche» résiste encore un peu mieux qu'au Parti communiste où le soutien à Poutine est à la fois ultra-majoritaire mais tabou.

Ainsi, Jean-Pierre Chevènement, invité par l'université populaire de Belfort le 14 mai 2015, osait déclarer : «*Entre l'Europe et la Chine, il y a la Russie, et on n'a rien trouvé de mieux ! ../... La politique qui consiste à rejeter la Russie vers la Chine n'est pas intelligente. Les Américains ont intérêt à empêcher un rapprochement avec l'Union européenne. L'intégrité territoriale est un droit incontestable mais les peuples ont aussi celui de disposer d'eux-mêmes, comme les Criméens qui veulent être russes. Nos rapports avec la Russie sont fondés sur l'ignorance et le conditionnement de l'opinion. Poutine n'est pas un enfant de chœur mais la seule voie possible, ce sont les accords de Minsk qui prévoient une décentralisation. Or, Kiev n'en veut pas.* »

La poutinomania va jusqu'à l'armée américaine et jusqu'à des unités de propagande US. En avril de l'année dernière, Ralph Peters, lieutenant-colonel de l'armée américaine à la retraite et conseiller stratégique de Fox News, déclarait à son tour : «*Le président russe Vladimir Poutine est à l'heure actuelle l'homme politique le plus fort, le plus efficace et le plus vif de la scène politique internationale* ».

Tout cela, naturellement, la France populaire l'entend, le devine où le réinvente pour elle-même à la faveur de chaque apparition du président russe, ou de chaque crise qui met en lumière sa détermination, une détermination que les Français réclament vainement de leurs dirigeants actuels sans jamais rien voir de ce côté-ci.

Mais surtout, au moment où Daech devient la principale anxiété des Français qui peuvent voir autant d'égorgeurs potentiels chez les migrants syriens, Vladimir Poutine apparait comme un «cador» antiterroriste salvateur. N'est-ce pas le président russe qui avait promis aux terroristes tchétchènes, un lendemain d'attentat ignoble, d'aller les chercher «*jusqu'au fond du trou des chiottes*»?

On imagine évidemment mal notre François Hollande perpétuellement mal assuré parler ainsi, et se montrer crédible si seulement l'idée lui en venait quand même.

Poutine ne tardera pas, par l'affaire syrienne et son offensive quasi personnelle contre Daech, à prendre une place encore plus grande dans le coeur des Français... Rêvons alors qu'il le fera exprès et que notre pays est encore, pour le président russe, un véritable objectif de séduction !

Marie-Cécile Crevelle



Directrice de la publication : **Marie-Cécile Crevelle**
Directeur de la rédaction : **Vincent Lefebvre**
Membres du Comité de rédaction :
Joseph Joly
Guillaume de Gail
Vissarion Ségré
Jean-Yves Dufour
Jean-Pierre Parent


Qui sommes-nous ?

Le M6M est une organisation anti-libérale, décroissante et autarcique, et une formation réserviste de survie destinée à participer dans le futur à la réorganisation des pouvoirs publics qui se trouveraient déstabilisés ou anéantis lors d'une catastrophe majeure, d'attentats massifs nucléaro-chimiques, d'une agression de l'OTAN contre la souveraineté française, d'une suspension oligarchique de la démocratie, d'une submersion démographique commanditée par les pétro-monarchies fondamentalistes, ou d'une offensive généralisée des islamo-fascistes sur le sol français.

Le M6M, mouvement du 6 mai, fait référence au faux choix organisé entre François Hollande et Nicolas Sarkozy un sinistre dimanche de mai 2012.

A partir de ce jour crucial, le M6M, rejetant droite et gauche de gouvernement, date symboliquement sa résistance contre le renoncement des élites, contre le triomphe insolent d'un capitalisme barbare, l'intolérable virtualisation du pouvoir, la soumission définitive aux directives de l'OTAN, l'abandon général aux hystériques systèmes d'émotionnement collectif, la vitrification des services publics, la négation brutale des droits du peuple, et la mise en danger ultime de notre cohésion sociale et de nos défenses.

M6M

Fabius n'est pas le premier ministre déplorable des affaires étrangères. C'est une longue tradition française d'adopter une diplomatie contraire à ses intérêts.

La France, le pays qui passe toujours à côté de ses vrais amis



En politique, savoir reconnaître ses vrais amis est d'une importance capitale. Cela permet notamment de garantir certains appuis et d'éviter les pires trahisons. De même en géopolitique, savoir reconnaître ses amis peut éviter des coups de jarnac à l'anglaise. Mais on ne change pas d'amis facilement en politique. D'ailleurs qui est un ami, qui est un allié ? Quelle est la différence ?

La Russie n'est certainement pas un allié actuel de la république française, et pourtant il s'agit sans aucun doute d'un pays ami, d'un pays frère même. Quant à nous, nous nous réjouissons car la Russie est bien évidemment notre amie, mais elle est aussi notre alliée. Et en politique, ou en géopolitique, réunir en un seul pays à la fois un allié et un ami, est une grande force.

Mieux encore, le fait que le gouvernement actuel ait des alliés qui ne sont pas des amis fragilise grandement le pouvoir en place. Certes, certains alliés sont des amis du gouvernement (Israël par exemple), mais les États-Unis, notre plus grand allié n'est même pas l'ami du gouvernement français, les américains se contentent de mépriser (justement par ailleurs) notre gouvernement. Mais, et plus certainement, les alliés du gouvernement actuel (USA, Israël, Union européenne) ne sont pas les amis du peuple français.

Essayer de rendre les américains sympathiques aux Français, par exemple, n'a jamais pris, malgré le mythe de la libération heureuse de la France par les troupes américaines. Les Français restent fermement anti-américains, car rien ne rapproche Français et américains, à part quelques hasards de l'histoire qui nous ont ponctuellement rapproché. Qu'a donc de commun un Français, lisant Victor Hugo à l'école, buvant du vin rouge, et surtout héritier d'une culture millénaire avec ce vulgaire mangeur de malbouffe puritain et tout de même complètement idiot ?

Fondamentalement... rien.

En outre, si la société française s'américanise, tout le monde s'accorde pour reconnaître que c'est un drame pour notre culture, et que se rapprocher des États-Unis, cela revient irrémédiablement à descendre les marches de l'escalier du rayonnement culturel mondial (et à l'inverse, lorsque des américains cultivés essaient de nous imiter, ils essaient en vain d'élever leur niveau intellectuel).

Le gouvernement français actuel marche sur des œufs, car une saine prise de conscience populaire sur la réalité que représente notre ami russe pourrait bien faire basculer le régime. Car oui, aussi étonnant que cela puisse paraître ces histoires d'amitiés étrangères ont une influence importante sur la politique intérieure, et peuvent provoquer des révolutions. D'après l'historien royaliste d'Action française, Jacques Bainville, le renversement des alliances qui eut lieu au XVIIIème siècle fut l'une des raisons de la perte de la monarchie.

En effet, en 1756, l'alliance traditionnelle des Rois de France avec la Prusse et la Grande-Bretagne fut modifiée, bouleversée, et l'ennemi d'hier – l'Autriche – devint soudainement l'allié. Stratégiquement, les Rois de France s'étaient montrés hostiles aux Habsbourg depuis des siècles, ceux-ci représentant un danger évident pour le Royaume, alors en partie encerclé par la famille impériale. La sage politique des Rois commandait alors de s'allier aux ennemis des Habsbourg pour affaiblir ces derniers, et ainsi garantir la sécurité du Royaume de France.

Mais au cours du XVIIème puis du XVIIIème siècle, l'équilibre des forces en Europe s'inversa. La petite Prusse gagna en puissance, et commença à prendre une importance tout à fait dangereuse. Dans le même temps, l'empire et les possessions des Habsbourg s'étaient amoindries et la force sur la scène européenne de la famille autrichienne avait baissé. Fort sagement donc, les Rois de France prirent la décision d'inverser leurs alliances, et de s'allier à l'ennemi d'hier.

Au surplus, ce nouvel allié autrichien s'avérait plus proche culturellement de la France que la Prusse et la Grande-Bretagne, deux pays qui firent le choix de l'hérésie luthérienne et décidèrent de quitter le giron de la saine Chrétienté féodale, bien évidemment catholique. L'Autriche n'était pas seulement un allié de circonstance, en termes géopolitiques, mais aussi un véritable ami, ou en tout cas un pays proche « idéologiquement ».

Tout aurait donc dû aller pour le mieux dans le Royaume de France. Mais, hélas, il n'en fût pas ainsi. Et pour cause, le soi-disant siècle des lumières, qui avait infiltré de façon très gramsciste le substrat culturel européen, et notamment français était devenu un courant, semble-t-il impossible à arrêter.

La Prusse avait, en effet, accueilli Voltaire, et était devenue la nation protestante allemande dominatrice et arrogante que l'on reconnaît fort bien de nos jours. Elle souhaitait exporter ses idées de progrès, de liberté et d'égalité de par le monde. Et à côté de cela, la pieuse et fidèle Autriche qui avait combattu avec tant de courage les assauts des musulmans tout au long de son histoire (pas très tolérant tout ça) et avait gardé le dépôt de la foi, faisait figure bien pâle en terme de respectabilité moderniste, malgré quelques efforts progressistes des empereurs au cours du XVIIIème siècle pour apparaître comme compatibles avec ce nouvel ordre européen.

Ainsi, selon Jacques Bainville, ce renversement des alliances ne passa jamais auprès de la population éclairée française, et a fortiori auprès de la population française en général. Cela peut se vérifier, par exemple, par les sobriquets donnés à la dernière Reine de France, la qualifiant, pour ne pas dire l'insultant, d'Autrichienne. Et durant la révolution française, Bainville note qu'il y eut un grand mouvement pro-prussien parmi les révolutionnaires, qui reprochait principalement à la Monarchie française cette alliance contre-nature avec l'Autriche catholique traditionnelle et parallèlement cette inimitié avec la Prusse éclairée, protestante, gagnée aux nouveaux principes délétères du siècles des lumières, dont se revendiquait la révolution.

Mauvais « timing » donc pour ce renversement des alliances, qui objectivement était excellent, et qui montre également à quel point la politique des Rois de France pouvait être brillante. Mais, à l'heure où la démocratie montrait le bout de son gros nez, ces considérations pures ne comptaient pas, et la Prusse fut privilégiée.

Toujours est-il que la règle empirique demeure. Une alliance avec un pays étranger que le peuple n'aime pas est ferment de révolution. Un peuple romantique comme le peuple de France peut facilement se laisser entraîner dans une révolution, et cette dernière peut être facilement encouragée par un pays étranger ami, que le gouvernement méprise à injuste titre. Ce fût – hélas – la Prusse, au cours de la révolution française, il pourrait désormais s'agir – fort heureusement – de la Russie.

Vinccent Lefebvre

"Parmi les «spécialistes» et faux universitaires dont les télévisions en boucle regorgent, il y a un certain Alexandre Melnik employé par les propagandistes atlantistes chaque fois qu'il est nécessaire pour accréditer un ragot anti-russe.

Alexandre Melnik un espion américain en France

Parmi les pires opposants à l'alliance franco-russe figurent beaucoup de nomadistes européistes, technocrates de Bruxelles ou fonctionnaires de l'OTAN. Mais ces derniers aiment également à dénicher des Russes, pour se faire les porte-parole de leur discours anti-Vladimir Poutine. Ils font ainsi figure de « connaisseur » automatique des dossiers, et disposent pour l'individu lambda, nourri de l'information pré-mâchée des médias, d'une légitimité mécanique. En critiquant la politique de Vladimir Poutine, ils militent également, directement ou indirectement, pour une géopolitique hostile à la Russie actuelle, et atlantiste, puisqu'elle devrait se baser, selon eux, sur un bouleversement de valeurs en Russie, passant par une « démocratisation » du pays, sa libéralisation, comprenez son ouverture au marché globalisé et l'ouverture à tous les flux moraux les plus indécents en provenance des sombres lobbies occidentaux.

L'archétype de ce pseudo-spécialiste de la Russie est sans contestation possible Alexandre Melnik, qui parce que né à Moscou et ayant vaguement travaillé à l'ambassade de l'Union soviétique, se prétend ancien diplomate, et tente de devenir conférencier en géopolitique. Ses qualités ne le lui permettent hélas pas. Il est, en effet, « professeur » de géopolitique et responsable académique dans la très médiocre école de commerce ICN Business School de Nancy, l'une de ces écoles où des parents paient un diplôme pour des enfants incapables de réussir un vrai concours... autant dire que professeur de géopolitique dans une telle école nécessite moins de connaissances que celles requises pour un professeur d'histoire-géographie en classe de 6ème.

Mais l'incompétence d'Alexandre Melnik n'est pas aussi grave que sa trahison et ses services rendus à l'empire libéral-libertaire américain. Pour s'en convaincre, on remarquera que Melnik met ses services « de spécialiste » à la disposition de beaucoup de pays, notamment les Etats-Unis, Canada, République Tchèque, Luxembourg... autant dire des bastions de l'OTAN. Il faut dire que Alexandre Melnik ne doit pas retourner souvent en Russie, lui qui déteste son propre pays, et tout ce qu'il représente. Il voyage beaucoup, s'en vante, et renie toute forme d'enracinement.

Melnik se place dans la droite lignée des « Occidentalistes » russes, c'est-à-dire ces Russes qui au cours du XIXème siècle notamment, estimèrent que la Russie avait un grand retard économique, culturel, spirituel et moral, par rapport à l'Occident. Ces Occidentalistes prônèrent donc le reniement de l'héritage traditionnel russe pour mieux adopter les modes déjà délétères de cet Occident qui avait fait le choix du reniement de ses valeurs traditionnelles.

Melnik ne prend pas de gants quand il s'agit d'affirmer ce type d'opinion. Il affirme ainsi sans sourciller que son rêve d'enfant était de devenir Président des Etats-Unis d'Amérique. Pour lui, la globalisation (Melnik a écrit une somme intellectuelle sur le sujet… de 30 pages !) est l'horizon indépassable, et par globalisation, il entend alignement sur les valeurs libérales-libertaires américaines.

Alexandre Melnik est donc un Russe à l'âme dérussifiée. Il a rejoint sans aucun remords le camp d'en face. Son opposition à sa patrie est consommée depuis longtemps, lui qui rejette toutes les valeurs portées par la Russie d'aujourd'hui. Son nouveau combat est en France. Il a, en effet, perdu tout espoir, à court ou moyen terme, de voir la terre qui l'a vu naître rejoindre le clan mondialiste. Alors Melnik s'inquiète, car il voit bien que la France comporte un fort mouvement pro-Russe. Nous voilà donc avec un «vigilant» de plus, le genre à dîner sur un strapontin chez Bernard-Henri Levy.

Quand il n'est pas en train de donner des leçons de morale à la France, qui serait «rance», «recroquevillée sur elle-même», «imperméable aux changements» magnifiques qui ont cours dans le monde, Melnik met en garde contre la tentation de l'alliance russe. Ainsi, dans une lettre ouverte, publiée par le *Cercle des libéraux*, Melnik accuse la France pro-Russe de tous les maux.

Les Français qui soutiennent la politique de Vladimir Poutine et les valeurs que la Russie incarne seraient révisionnistes, puisqu'ils cautionneraient la violation du droit international par Poutine au sujet du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie. Lui qui n'a que le changement à la bouche s'offusque soudain d'un tel changement. Lui qui n'a que faire des souverainetés nationales est choqué par l'atteinte aux frontières de l'Ukraine. Il ose même invoquer le droit des peuples à disposer d'eux-même pour nier la légitimité du rattachement de la Crimée à la Russie, alors que c'est par referendum que le peuple de Crimée a démocratiquement choisi de rejoindre la Fédération de Russie. A l'inverse, Melnik ne voit pas les atteintes effectuées à cet ordre mondial par son mentor américain, au Kossovo en Europe, ou dans le Moyen-Orient déstabilisé par les ingérences américaines. L'on reconnait bien là le discours d'un agent américain, qui se prétend universitaire mais est en réalité un militant stipendié.

Alexandre Melnik, dans son délire pro-américain, va plus loin. Il poursuit, dans cette lettre ouverte : «*ensuite, la France pro-Poutine est intrinsèquement raciste* » ! Le Français du café, qui trouve la politique de Poutine autrement plus admirable que celle de François Hollande, considérerait, en effet, le peuple Ukrainien comme un peuple inférieur, incapable de rejoindre le camp occidental et ses belles valeurs. « *Réflexe colonialiste* » selon Melnik. Il condamne cette « *France raciste* » qui nierait à l'Ukraine sa liberté de rejoindre la voie occidentale, quand – en réalité – cette France tout simplement traditionnelle loue le choix de la Russie de rester libre dans un monde que les Etats-Unis tentent de dominer. L'accusation de racisme est des plus stupides donc. Melnik est, lui, en revanche, radicalement ethno-masochiste, dans la mesure où il considère que son peuple est resté à l'âge de pierre, loin de la globalisation, et qu'il faudrait donc lui apporter la Lumière…



La France pro-Poutine serait également passéiste. Cela est sans doute, ce qu'il y a de plus juste dans la pseudo-analyse d'Alexandre Melnik. Oui, la France proche de la Russie refuse tout ce que l'on nous prépare de pire pour le futur. Oui, la France pro-Russe admire le respect des traditions qui a cours en Russie, et souhaiterait volontiers en avoir une part dans son propre pays, qui est confronté à un assaut de réformes sociétales qui vont en s'empirant d'année en année. Le jugement de valeur apporté par Melnik sur cette France fière de ses valeurs traditionnelles et opposée aux réformes sociétales voulues par quelques lobbies malfaisants, fait sourire tant il est caricatural et moralisateur : « *C'est une France qui manque de confiance en elle-même. Une France qui ne s'aime pas, inhibée par la peur du changement. Une France paumée dans le XXIème siècle. Car en s'identifiant à une Russie qui s'isole dans une folie suicidaire, elle s'enfonce, elle aussi, dans le déni du monde contemporain. Qui est global, interconnecté, instantané, aplati par un clic, interdépendant. Ou tout est lié, et le malheur des uns ne fera jamais le bonheur des autres. C'est une évidence pour mes étudiants à travers la planète, mais cela échappe à cette France, toujours prompte à donner des leçons aux autres. Conceptuellement stérile et myope, elle se trompe de siècle, à l'instar de ceux qui prophétisaient un avenir radieux pour les scribes à l'époque de la généralisation de l'imprimerie.* »

Enfin, Melnik nous inquiète sérieusement pour sa santé mentale, quand il accuse la France pro-Poutine de soutenir l'islamisme ! Sans aucune justification, il accuse la France pro-Poutine de défendre le terrorisme islamiste ! Quand on connait le rôle des Etats-Unis dans la déstabilisation des Etats arabes, qui ont conduit à l'émergence de l'Etat islamique, et notamment en Syrie, une telle accusation apparaît tout bonnement ahurissante. Ce sont les Etats-Unis qui ont permis l'expansion de Daesh en voulant affaiblir le régime libre de Bachar Al-Assad. Ce sont les Etats occidentaux qui laissent une cinquième colonne islamiste se répandre chez eux. Ce sont les Etats occidentaux qui s'allient avec les pétro-monarchies islamiques du Golfe, qui financent allégrement les islamistes. Poutine, lui, poursuit les terroristes islamistes, « *jusque dans les chiottes* ».

Lyriquement, l'agent américain traître à sa patrie, tente de nous convaincre que les Français pro-Poutine sont anti-Russes : « *la France pro-Poutine est anti-russe, car elle verrouille l'horizon aux nouvelles générations russes, avides d'ouverture, de communication, de voyages. Avide de France et de sa culture. Mais cela, cette France-là, idiote, ne peut pas comprendre !*». Melnik souffre là d'une maladie trop connue. Il n'accepte la liberté que si celle-ci va dans son sens. Impensable pour lui, que les Russes (et y compris les jeunes, chez qui le renforcement identitaire est évident) refusent la modernité ultra-libérale et ultra-libertaire, défendue par l'empire américain.

Le pseudo-professeur Melnik est démasqué, il roule pour les Etats-Unis, pour le marché globalisé, pour la promotion des anti-valeurs occidentales, il hait le pays où il est né, il hait le pays qui l'accueille, et il sert les intérêts étrangers américains, et rêve d'un monde uniformisé, où la France serait réduite à un pays quelconque dans le marché mondial et où la Russie perdrait la place qui est la sienne aujourd'hui. Cette haine et ce rejet de ces deux pays est néanmoins encourageant. Pour Melnik, la France résiste à la globalisation, et le pays réel souhaite un rapprochement avec la Russie. Combattre ces tendances est son objectif primordial. Mais au vu de la qualité du personnage, rien à craindre.

Laissons, en guise de conclusion, à Alexandre Melnik le soin de se décrédibiliser lui-même, en citant la lumineuse conclusion de sa Lettre à une France pro-Poutine : « *En substance, soutenir Poutine équivaut à une plaidoirie en faveur du terrorisme islamiste. Une barbarie moderne à l'assaut de l'Occident.* »

Vincent Lefebvre

Réélu, Alexis Tsipras regarde forcément vers la Russie...

C'est avec satisfaction que tous les résistants européens à l'impérialisme américain, ont pu assister à la réélection d'Alexis Tsipras à la tête du gouvernement grec, avec un score à peine réduit de 36% des voix, et cela malgré une dissidence favorable à une franche sortie de l'UE.

Alexis Tsipras, dont personne ne nie l'hostilité sincère à l'oligarchie européenne, est apparemment sur une ligne mélenchonienne de «changement de l'Europe de l'intérieur». Mais cela pourrait n'être qu'une apparence ! Que Tsipras ait refusé le combat frontal avec l'UE ne veut pas dire qu'il n'a pas envie néanmoins de lui échapper par des moyens détournés, des moyens plus vicieux qu'une franche rupture, des moyens plus à la mesure d'un petit pays fragile qui ne tient malheureusement pas à s'offrir le secours d'une dictature.

En réalité, si on en juge par ses fréquentes relations directes ou indirectes avec Vladimir Poutine, Tsipras est déjà en train de jouer la montre, il parie manifestement sur la dislocation de l'Europe et sur le recours grec possible à la Russie à laquelle il faudra bien que l'Europe occidentale reconnaisse un jour qu'elle est destinée, par nature slave et orthodoxe, à prendre le leadership des balkans majoritairement slaves et presque totalement orthodoxe.

Pour s'assurer pendant sa manoeuvre subtile consistant à éviter les coups directs de l'oligarchie UE, Alexis Tsipras a renouvelé sa coalition «fusionniste» avec le parti souverainiste ANEL, les grecs indépendants, que la presse européenne s'empresse toujours de qualifier systématiquement de «*parti d'extrême droite*», afin de bien montrer sa vigilance.

Quant à la position grecque pendant la crise des réfugiés syriens mélangés aux migrants subsahariens, il semble que personne n'ait pensé à relever l'étrange passivité du gouvernement Tsipras qui aura pourtant trouver dans «la crise» une sorte de vengeance, une vengeance de cette sorte que l'on ne prend toutefois jamais le risque de revendiquer... mais tout de même !

Une chose est sûre : la belle et féroce unité de ceux qui lui ont imposé un coup de force financier aura finalement volé en éclats, lorque Tsipras, un mois plus tard, laissa cyniquement passer tous les convois, tous les passeurs, toutes les foules... Dans ces conditions, difficile d'imaginer que Tspiras n'ait pas souri en lisant les journaux titrant sur la «crise migratoire» et la panique d'Angela Merkel elle-même...

Il ne lui reste donc plus qu'à préparer sa sortie de l'UE - dont son opinion publique ne veut absolument pas- en invitant la Russie à prendre progressivement la première place dans l'économie grecque, ce qui constitue une ambition rationnelle puisque les Russes avaient probablement besoin de temps pour manoeuvrer silencieusement dans le même sens.

Tsipras se sait jeune. Il sait qu'il a donc droit à une stratégie longue et attentive. Tsipras finira par rejoindre la grande communauté russo-balkanique que l'histoire appelle avec force.

Celui qui en doute est un homme trop pressé.

Jean-Pierre Parent

Entretien avec Pierre Gentillet

Un pro-russe chez «LesRépublicains»

Le voyage a fait grand bruit dans les médias. Dix parlementaires français – huit appartenant au parti Les Républicains, un centriste et un député proche des radicaux de gauche – menés par le député Thierry Mariani se sont rendus fin juillet dernier en Russie, et notamment en Crimée, territoire rattaché après referundum à la Russie, mais dont le statut d'appartenance à la Russie est contesté par l'Union européenne, les Etats-Unis et la diplomatie française. Le voyage a ainsi été considéré comme une provocation à la fois par Kiev et par le gouvernement français, et les autorités françaises se sont même permises de déconseiller fortement, avant le départ, ce voyage, puis de le condamner fermement une fois accompli. Malgré ces avertissements, le voyage eut lieu, avec pour objectif de briser la rupture du dialogue entre la France et la Russie. Nous avons pu nous entretenir avec Pierre Gentillet, Président des Jeunes de la Droite Populaire (mouvement interne aux Républicains et conduit notamment par Thierry Mariani), qui a participé à ce voyage en Russie, et qui nous livre ses impressions sur ce voyage ainsi que sa vision de la relation entre la France et la Russie.

GéoArsenal : Tu reviens de Russie, où tu étais pour des raisons professionnelles, et où tu as pu accompagner le voyage des parlementaires français en Russie, et notamment en Crimée. Tu es par ailleurs le Président des Jeunes de la Droite populaire. Concernant ton voyage en Russie, quelles sont tes impressions générales de ce voyage (en Russie en général, et en Crimée en particulier) ?

Pierre Gentillet : En ce qui concerne la Russie en général, j'ai ressenti une grande énergie à Moscou (c'était la première fois que j'allais en Russie). C'est vraiment une ville qui bouge beaucoup.

Et quand on parle aux Moscovites, contrairement à ce que dit la propagande véhiculée par nos médias, les gens n'ont pas du tout l'impression de vivre en dictature. Ce dont ils sont conscients, en revanche, c'est de leur identité. C'est ce que j'ai ressenti clairement : c'est une fierté de leur identité. Et le Président Vladimir Poutine soutient cette tendance de son peuple à être fier de son identité. On remarque là une véritable différence avec nos dirigeants qui, eux, stigmatisent notre identité. À l'inverse, on ressent en Russie que l'affirmation de l'identité est une véritable force vive du pays.

En Crimée, également à l'inverse de ce que peut laisser entendre la presse occidentale, le peuple ne se sent absolument pas envahi. Bien au contraire, la population considère l' « annexion » comme un véritable retour à la mère-patrie. Ce sentiment est plus fort encore à Sebastopol, ville que les Russes n'avaient jamais véritablement quitté. De façon générale en Crimée, la population est ultra-majoritairement russophone, et se considère Russe, le retour officiel à la Russie a donc été très bien vécu. Quant aux minorités, celles-ci sont représentées, que ce soient la minorité tatare ou la minorité ukrainienne. Nous avons d'ailleurs pu rencontrer les représentants de ces minorités lors de notre voyage.

Mais reconnaissons-le, le statut de la minorité ukrainienne est à part. Historiquement, l'Ukraine est le berceau de la Russie. Si l'on voulait faire une comparaison avec la France, d'un point de vue linguistique, je dirais que l'Ukraine est à la Russie ce que le Québec est à la France. Le territoire ne fait plus partie intégrante du territoire national, mais la langue est restée préservée, et il s'y garde un certain pan de la culture nationale.

D'un point de vue économique, en revanche, la Crimée se trouve affaiblie. Le tourisme notamment, très fort dans cette région – véritable côte d'azur russe – a fortement baissé depuis le rattachement à la Russie. En cause, l'isolement géographique de la Crimée qui n'a pas de lien terrestre avec le reste de la Russie (un point de 18km est en construction pour relier la Crimée au reste du pays, et devrait être opérationnel d'ici trois ans, ce qui montre au passage les investissements de la Fédération de Russie en Crimée), la Crimée n'est pour l'instant accessible que par avion, la frontière terrestre avec l'Ukraine étant très largement imperméable.

GéoArsenal : Concernant la préparation de ce voyage, qui fut à l'initiative ? Était-ce une idée française ou une idée russe ?

Pierre Gentillet : L'idée initiale du voyage vient du député Thierry Mariani (Les Républicains), mais les préparatifs du voyage ont été une œuvre conjointe entre la France et la Russie. C'est également Mariani qui souhaitait se rendre plus spécifiquement en Crimée. Bien évidemment, les Russes ont été très sensibles à cette idée, et ont approuvé avec beaucoup d'enthousiasme. Nous avons d'ailleurs été accueilli avec tous les honneurs, que ce soit par le Président de la République de Crimée, le Président du Parlement, ou le représentant de la Fédération de Russie en Crimée, et notre accueil sur place fut très bienveillant que ce soit au siège de la Présidence, au Parlement, ou encore au mémorial de la Guerre de Crimée (1853-1856).

Ce cimetière – le plus grand cimetière militaire français hors du territoire national – est hélas largement abandonné par les autorités françaises, et cela m'a profondément choqué, en repensant à tous ces soldats morts sous nos drapeaux, que l'on oublie aujourd'hui, et que la France renie.

L'accueil de la population était lui aussi excellent. Un soir, nous nous promenions aux abords du port, et l'on nous a reconnus («les parlementaires français»), des caméras sont arrivées, puis une foule s'est amassée, nous acclamant, aux cris de « Rossïa... Francia ! », c'était véritablement très impressionnant.

GéoArsenal : Votre accueil fût donc très chaleureux. De façon plus générale, quelle est l'image de la France en Russie ?

Pierre Gentillet : Je distinguerai assez nettement l'image de la France que j'ai ressentie en Crimée et dans le reste de la Russie. En Crimée, l'image de la France demeure formidable : l'on nous a parlé sans cesse de De Gaulle, d'une France resplendissante par sa diplomatie, d'une France arbitre sur la scène internationale, cherchant toujours une solution pacifique aux conflits. C'est d'ailleurs assez paradoxal, lorsque l'on sait à quel point la Crimée a souffert des guerres dans l'histoire et a été dévastée (lors de la Guerre de Crimée, ou lors de la Seconde Guerre mondiale notamment).

À Moscou, la France dispose certes d'une plutôt belle image, mais lorsque l'on discute un peu avec les Moscovites, l'on est questionné : « est-ce que le peuple est en phase avec ses élites ? Est-ce que la population suit ? ». On ressent un sentiment quelque peu désabusé par rapport à la France. Si rien ne change, l'image de la France pourrait bien s'inverser et devenir négative.

GéoArsenal : De ton point de vue, qu'est-ce qui justifie un rapprochement de la France avec la Russie ?

Pierre Gentillet : Le rapprochement avec la Russie est à la fois nécessaire et vital. Dans le Figaro, Renaud Girard a récemment écrit « La France doit cesser d'être le caniche des États-Unis ». C'est très fort et très vrai, nous sommes les suiveurs de l'impérialisme américain. Nous sommes aujourd'hui membres à part entière de l'OTAN, depuis que Nicolas Sarkozy nous a fait réintégrer le commandement intégré.

Or, à l'inverse des États-Unis, la Russie n'a pas de visée impériale, contrairement à ce que disent nos médias. Il suffit pour s'en convaincre d'observer objectivement ce qu'il s'est produit en Ukraine. La révolution de Maïdan a été une totale ingérence américaine. Il y a même parmi les membres du gouvernement ukrainien des anciens Américains naturalisés Ukrainiens. Si j'étais Ukrainien, j'aurais l'impression d'avoir un gouvernement d'occupation.

Cette ingérence américaine est néfaste, et le rôle de la France n'est pas là. La France, de par sa position géographique centrale, se trouve au milieu de deux grands ensembles : l'ensemble anglo-saxon américain, et l'ensemble eurasiatique. La France doit jouer un rôle d'arbitre entre ces deux ensembles. Elle doit donc se détacher d'un tropisme américain, non pas pour devenir un satellite russe, mais pour rééquilibrer la situation. D'ailleurs, devenir un satellite russe n'a aucun sens, dans la mesure où la Russie n'a pas de visée impériale (si elle en avait, nous nous en protégerions), il suffit de regarder sur un planisphère le nombre de bases militaires américains, et le nombre de bases militaires russes, et l'on voit tout de suite qui est l'agresseur et qui est l'agressé.

Non, aujourd'hui, deux impérialismes existent. L'impérialisme américain libéral-libertaire, et l'impérialisme sunnite. Il faut combattre ces deux impérialismes, qui nous sont radicalement hostiles.

(Suite page ci-contre)



Pierre Gentillet se bat pour détacher la droite de son tropisme américain, et pour une diplomatie française qui défendrait les intérêts nationaux plutôt que des intérêts étrangers..

GéoArsenal : A contre-courant de cet impérialisme libéral-libertaire, on constate en Russie un retour des valeurs traditionnelles. Mais à l'inverse des États-Unis, la Russie ne cherche pas à exporter ce modèle « traditionnel »...

Pierre Gentillet : La Russie étant très souverainiste, tenter d'exporter son modèle va à l'encontre de ses principes, ce serait contradictoire.

Ceci étant dit, il y a, de fait aujourd'hui une lutte au plan mondial sur les valeurs. La candidate démocrate Hillary Clinton en est – selon moi – un symbole, elle représente totalement ce monde libéral-libertaire, dont je parlais. Dans ce système de valeurs, l'homme est la mesure de lui-même, ce qui est au reste une notion très protestante. C'est le modèle des droits de l'homme.

La Russie, à l'inverse, grâce à son enracinement symbolise les devoirs de l'homme : les obligations envers son pays, envers ses ancêtres. Cela me fait penser, à rebours, à la phrase de Glucksmann : « *l'homme n'a pas de racines, il a des pieds* ». L'homme serait un nomade, sans racines... La Russie incarne l'exact opposé de cette vision de l'homme déraciné.

Quant à la lutte menée contre ce modèle par l'impérialisme américain, je pense qu'elle est en perte de vitesse. La révolution de Maïdan a été une catastrophe pour l'Ukraine : le pays est au bord du défaut de paiement, il est en pleine guerre civile... tant et si bien que les autres pays avoisinants n'ont aucune envie de subir le même sort. Par son arrogance et ses maladresses, les États-Unis ont perdu du terrain au cours de la crise ukrainienne.

Même en Occident, les États-Unis perdent du terrain. Je remarque que la population française par exemple a été bien mieux informée durant la révolution de Maïdan qu'au moment de la révolution orange. La prise de conscience a été beaucoup plus importante.

GéoArsenal : En France, quelle marge de manœuvre ont les « pro-russes » ?

Pierre Gentillet : D'un point de vue politique, la marge de manœuvre me semble limitée. À droite, pour 2017, Alain Juppé n'est pas sur une ligne sympathisante avec la Russie du tout. François Fillon et Nicolas Sarkozy, sont, quant à eux, très inconstants sur le sujet. Il est donc difficile de prédire quelle serait leur position s'ils étaient au pouvoir.

En revanche, du point de vue de la société civile, je suis plutôt optimiste. Des penseurs comme Eric Zemmour ont eu – à mon avis – beaucoup plus d'impact que Marine Le Pen, ou Nicolas Dupont-Aignan. Eric Zemmour a réussi à vulgariser certaines idées patriotes et traditionnelles, et partant plutôt pro-russes.

Lorsque l'on parle à la jeunesse de droite, l'on remarque qu'elle est beaucoup moins pro-américaine qu'avant. Auparavant, elle était très bling-bling, une droite Franz-Olivier Giesbert (droite libérale que je déteste sans doute plus encore que la gauche). Aujourd'hui, probablement en raison de la mobilisation contre le mariage gay, la jeunesse de droite est beaucoup plus traditionnelle, et portée sur les valeurs, et cela la rapproche évidemment de la Russie, et de son modèle traditionalisant.

À mon avis, c'est sur ce terrain de la société civile que le combat se jouera. Et à la faveur du lent déclin américain, la pression impérialiste américaine se relâchera peut-être, permettant à la société civile d'influencer à terme nos politiques.

Entretien réalisé par Vincent Lefebvre

Parfois, le parlement sauve l'honneur

Le voyage des dix parlementaires français en Russie, en plus de ne pas plaire au gouvernement français hostile à la Russie de Vladimir Poutine, n'a pas non plus été apprécié en Ukraine. En effet, le gouvernement très tolérant et pro-droits de l'homme de Kiev a annoncé le 30 juillet avoir interdit d'entrée sur son territoire les dix parlementaires ayant participé au voyage, et ce pour une durée de trois ans. En outre, une enquête a été ouverte à leur encontre pour « franchissement illégal de frontière », rien que cela !

Cette réaction parfaitement disproportionnée et mal venue prouve –si cela était encore nécessaire – la duplicité de l'application des principes par le gouvernement de Kiev soutenu par les Occidentaux. L'on s'offusque aisément des soi-disant violations des droits de l'homme en Russie, mais l'on accepte sans broncher les mesures liberticides et dignes d'une véritable police politique édictées par Petro Porochenko.

En France, néanmoins, l'impact de ce voyage courageux (comme celui réalisé ily a quelques mois par Jacques Myard en Syrie) sera certainement déterminant pour la constitution d'une diplomatie alternative à celle voulue par nos gouvernements, et qui s'avère être systématiquement au service de la puissance américaine. Par ce voyage, une lueur de liberté et de bon sens renaît, qui permettra peut-être un jour de renouer avec notre allié russe.

Guy Méttan : Enquête sur la russophobie

Homme politique et journaliste suisse – détenteur également de la nationalité russe-, Guy Mettan vient de publier aux éditions des Syrtes *Russie-Occident, une guerre de mille ans*. Une enquête sur la russophobie occidentale qui trouve sa source, selon l'auteur, dans l'action de Charlemagne et le schisme qui a suivi, deux siècles plus tard. Depuis, rien n'a changé et la Russie est toujours regardée par les Occidentaux d'un œil méfiant et suspectée des pires crimes, même lorsqu'elle est innocente.

Dans quel contexte avez-vous écrit ce livre ?

Je dispose de la double nationalité suisse et russe depuis quelques années, ce qui m'a rendu plus attentif à la manière dont la presse occidentale parlait de ce pays. Et comme mon domaine d'activité est précisément le journalisme, j'ai voulu écrire sur ce sujet. A savoir que mes confrères tordent la réalité russe ou la présentent systématiquement de manière biaisée. Cette façon de procéder n'est pas conforme aux standards journalistiques. Mon livre a vocation à rétablir certaines vérités.

Cette manière de traiter la Russie est-elle équivalente en Suisse et en France ?

En France, c'est pire ! La presse française ne remplit pas sa mission d'information. Elle cite toujours les mêmes sources, ne confronte jamais les opinions et, dans le cas de la Russie, ne donne jamais la parole à ceux qui défendent la position russe. Cela m'avait particulièrement marqué lors des JO de Sotchi. C'était un russian-bashing terrible alors que la Russie, qui avait payé de sa poche tous les investissements nécessaires à l'organisation de ces JO, n'avait rien à se reprocher ! Cela n'a pas empêché les Occidentaux de l'accuser de tous les maux de la terre : soi-disant déplacements de populations, soi-disant répression de militants LGBT. Puis la couverture médiatique occidentale et particulièrement française des récents événements en Ukraine m'ont tellement agacé que cela a fini par me convaincre de la nécessité d'écrire ce livre.

L'objet de votre livre est de dénoncer cette russophobie ?

Je suis parti de la situation actuelle et j'ai pris quatre exemples contemporains où, bien que la Russie ne soit absolument pas en cause, elle a été jugée coupable. D'abord, l'affaire du crash d'Uberlingen en 2002 où un avion russe Tupolev et un Boeing de la compagnie DHL sont entrés en collision. On a accusé tout de suite le pilote russe d'être responsable de l'accident, arguant qu'il avait trop bu ou qu'il ne parlait pas anglais etc. Des accusations sans aucune analyse ! 48 heures après, l'enquête a démontré qu'il s'agissait d'une erreur des aiguilleurs du ciel suisse de Zurich. Même chose, en 2004, avec la tragédie de Beslan. 1 000 enfants sont alors pris en otage par des Tchétchènes. Qui est accusé ? Les Russes ! Imaginez si l'on avait accusé les Américains d'être responsables du 11 septembre… Autre illustration : la Géorgie en 2008. Toutes les enquêtes, même celles du Conseil de l'Europe, pourtant pas pro-russe, ont montré que ce sont les Géorgiens qui ont attaqué les premiers. Ce qui n'empêche pas les grands journaux nationaux, aujourd'hui encore, sous la plume de journalistes en principe qualifiés, d'expliquer que c'est un coup des Russes ! Un mensonge éhonté, une nouvelle fois.

Comment expliquer cette mise en accusation permanente des Russes ?

Une grande partie du livre est, justement, une enquête historique. Mon objectif était de chercher les causes de la russophobie dans l'histoire. Je suis remonté jusqu'à Charlemagne. C'est la première rivalité géopolitique entre l'Occident et le monde greco-oriental. Ensuite, la rupture s'est poursuivie sur le plan religieux avec le schisme de 1054 et la naissance du Saint Empire Romain Germanique. Après la chute de Constantinople, quand la Russie a repris à son compte l'héritage byzantin, les préjugés anti-grecs se sont transférés sur la Russie. Il faut attendre le XVIIIe siècle, sous Pierre Le Grand, pour entrevoir des moments de russophilie, avec notamment Voltaire ou Diderot… Mais dès la fin du siècle, une nouvelle forme de russophobie se développe en France avec Montesquieu… Elle s'est caractérisée par la rédaction d'un faux testament de Pierre Le Grand, que Napoléon a refait imprimer juste avant la campagne de Russie pour légitimer son intervention militaire. Il y était écrit que les Russes projetaient une invasion et une annexion de l'Europe.

La Russie n'est-elle donc qu'un bouc-émissaire ?

On reproche à la Russie son manque de démocratie… Pourtant, aujourd'hui comme hier, les Anglais ou les Américains ne se sont jamais interdits de s'allier avec les pires despotes de la planète ! Que l'on pense aux sultans de l'empire ottoman ou aux émirs d'Arabie Saoudite de nos jours. Faut-il rappeler qu'il y a eu cent décapitations chez les Saoudites au premier semestre 2015 ? Combien en Russie ? A-t-on entendu Obama s'indigner ? On a ainsi affaire à un double langage des Occidentaux, qui utilisent la démocratie comme un prétexte.

Derrière ce double langage, faut-il y voir une peur du réveil russe ?

Du point de vue géopolitique, les Russes sont les concurrents directs des Anglo-saxons pour la maîtrise du monde. D'où l'interventionnisme des Américains au sein de l'Union européenne pour déstabiliser la Russie. C'est écrit noir sur blanc chez Zbigniew Brzeziński, l'un des plus influents géopoliticiens américains : la Russie est un obstacle pour les ambitions américaines. Dès lors, les événements d'Ukraine apparaissent sous un jour différent ! Les stratèges américains n'ont pas beaucoup de scrupules.

Et en France, pourquoi ce sentiment anti-russe ?

C'est une énorme déception que de voir l'attitude des intellectuels français. De Gaulle avait compris que la force de la France reposait sur le maintien des équilibres entre l'Europe et les États-Unis en s'appuyant, si nécessaire, sur la Russie. En entrant dans l'Otan, elle a abdiqué toute autonomie et indépendance de pensée. Je suis frappé de voir à quel point ce pays, qui est le seul en Europe à pouvoir faire contrepoids à l'Allemagne, n'existe presque plus sur la scène internationale. Elle pourrait pourtant retrouver son influence en tendant intelligemment la main à la Russie.

Russie-Occident, une guerre de mille ans*, *de Guy Mettan, éditions des Syrtes, 472p., 20 euros.

Le militant communiste Bruno Drweski défend de plus en plus seul une ligne farouchement anti-américaine au sein d'un communisme mondialisant et atlantiste qui le récuse de plus en plus souvent pour cette raison là !

Heureusement, il y a des Bruno Drweski



L'on aurait presque tendance à oublier de nos jours le courant de gauche de l'anti-impérialisme. Grave erreur. Il est vrai que le gouvernement dit socialiste s'est intégralement donné à la cause atlantiste. Dans l'affaire des Mistral, par exemple, le parti *Les Républicains* aura habilement su récupérer la maladresse socialiste, en critiquant le coût de l'opération, et faisant passer la gauche institutionnelle pour plus atlantiste que la droite, alors que la droite républicaine a souvent été plus proche, pour des raisons idéologiques des Etats-Unis que la gauche. Il est vrai également, que le plus grand opposant à l'impérialisme américain aujourd'hui – la Russie – n'a pas bonne réputation au sein des organismes de la gauche bien pensante. Vladimir Poutine viole les droits de l'homme, s'attaque aux homosexuels militants, or ces nouveaux mouvements sociaux ont été largement repris à gauche, et même à l'extrême gauche en France. C'est d'ailleurs ainsi, que suivant une logique qui a mené les trotskistes au néoconservatisme américain, la gauche communiste anti-américaine, au nom de certaines valeurs (les droits de l'homme notamment) se retrouve dans le camp américain, et rompt avec son anti-impérialisme.

Heureusement pour la gauche, certains maintiennent le cap cohérent de la lutte contre l'impérialisme, qui passe forcément par une alliance avec la Russie : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Cette solidarité anti-impérialiste est d'ailleurs présente à plusieurs égards : le régime de Vladimir Poutine est ainsi l'un des grands alliés du régime chaviste au Venezuela, de plus, la politique menée en Russie a rompu avec l'ultra-libéralisme importé des Etats-Unis durant les années Eltsine, on peut aussi noter que dans les combats ayant lieu à l'Est de l'Ukraine se trouvent avec les pro-Russes de nombreux militants communistes, etc… En France, certains intellectuels de gauche continuent à tenir cette position radicalement anti-impérialiste, ce qui n'est pas au goût des anciens anti-impérialistes socialo-communistes ayant trahi leur camp, pour défendre de chœur avec les Américains le nouvel ordre mondial.

Bruno Drweski, l'un de ces intellectuels résistants, a ainsi récemment été victime des chiens de garde de la lutte antifasciste… autrement dit de la part d'individus cachés derrière leur ordinateur et qui n'ont jamais milité pour leur cause, mais qui se permettent de faire la police sur internet et voient des fascistes partout, comme d'autres voient des juifs, ou des franc-maçons. Pourtant, tout le parcours de Bruno Drweski sent bon la cohérence doctrinale et l'engagement réel – et non pas purement virtuel comme celui de ses détracteurs – au service de la cause anti-impérialiste.

Drweski est un historique du Parti Communiste Français (PCF), dont il est toujours adhérent, il participe régulièrement à la revue Ruptures (anciennement Bastille République Nations) et est bien évidemment de tous les combats contre l'impérialisme américain. Bruno Drweski a ainsi activement milité au début des années 2000 contre l'intervention américaine en Irak. Il s'est également engagé pour l'Appel franco-arabe, qui promeut la souveraineté des Etats arabes et rejette donc toute ingérence américaine ou européenne dans leurs affaires intérieures. Il a également pris part au Cuba Solidarity Project, un groupe de soutien au régime castriste. Son engagement sur la scène géopolitique est donc exceptionnel, puisqu'il n'hésite pas à aller manifester dans toutes les causes qui en valent la peine, c'est-à-dire pour soutenir les opposants à l'empire américain dans le monde, tels que la Syrie de Bachar Al-Assad par exemple.

Néanmoins, on aurait tort d'imaginer que ce foisonnement militant corresponde à de l'activisme sans colonne vertébrale doctrinale. Bien au contraire, il résulte d'une logique géopolitique et militante, fidèle aux convictions qui sont celles de Bruno Drweski. En outre, ce positionnement militant, Drweski l'explicite clairement, on ne pourra donc jamais lui reprocher d'avancer masqué. Selon lui, face à la puissance de l'impérialisme américain, une union sacrée comparable au Conseil National de la Résistance (CNR) est nécessaire. Comme le CNR, une convergence des ennemis de l'impérialisme américain est vitale pour pouvoir espérer une victoire.

On peut également penser que cette solidarité mondiale contre l'anti-impérialisme (« anti-impérialistes de tous les pays, unissez-vous ! ») résulte, dans le cas de la Russie, d'une saine considération historique. Il ne faut ainsi pas oublier le rôle symbolique de Moscou au temps de l'Union soviétique pour les communistes occientaux (et notamment en France). Déjà une internationale géopolitiquement parlant anti-américaine s'était mise en place. En outre, cette internationale soviétique, passée les premières années de la Révolution, avait renoncé – avec Staline – à une doctrine impérialiste, dans la mesure où la Révolution devait être consolidée en URSS au lieu d'être trop rapidement exportée à l'ensemble du monde, ce qui risquait de faire s'effondrer tout l'édifice soviétique. A cette époque, communisme, anti-impérialisme et soutien à la Russie (soviétique) pouvaient aller parfaitement de pair.

Si aujourd'hui le communisme en Russie n'est plus, l'anti-impérialisme y demeure, et une certaine nostalgie soviétique, qui peut romantiquement séduire certains vieux communistes est encore présente (notamment à l'est de l'Ukraine). Drweski est ce que l'on peut communément appeler un « *bon vieux communiste* », encore patriote, et farouchement anti-américain.

Mais là encore, les pseudos anti-fascistes, qui se contentent de travailler contre tous les opposants à l'ordre mondial actuel, font à Bruno Drweski un procès en sorcellerie, pour de supposées accointances avec l' « extrême droite ». Ce qui lui est reproché ? Par exemple : avoir été invité par le Cercle Aristote, un centre de réflexion politique plutôt de tendance nationale-républicaine, d'avoir accordé un entretien (rien que ça !) à des revues comme Krisis (Nouvelle droite) ou Rébellion, dont on ignorait qu'elle était d'extrême droite…

Ce qui est plus substantiellement reproché à Bruno Drweski, c'est de ne pas collaborer au système mondialiste (mené par les Américains, ce qui est donc un comble pour un argument venant de militants d'extrême gauche). Drweski ne donne certes pas dans le sentimentalisme moderne, n'adhère pas (à notre connaissance) à l'ensemble des nouveaux mouvements sociaux, qui dans la gauche de la gauche actuelle ont conduit à ce que le prolétariat – ce beauf raciste – soit remplacé par la gay pride et le féminisme (des combats sociologiquement très « bourgeois »).

Cependant, Drweski maintient le cap. Pour défendre le peuple et ses idées, il demeure convaincu que l'influence américaine rend impossible un programme politique favorable au peuple, qui est selon lui, un programme communiste. Politique d'abord donc ! Plutôt que de faire le sale boulot au profit de l'ennemi américain (comme le font les soi-disant anti-fascistes), Drweski combat directement l'ennemi, pour la plus grande gloire de ce qu'il reste de la gauche anti-impérialiste en France.

Vincent Lefebvre

Avec cet article inspiré, l'alsacien Guillaume de Hazel fait son retour dans les colonnes d'Arsenal

Ô Sainte Russie !

L'avantage historique de la Russie qui semble s'être relevée de façon spectaculaire sous la lieutenance de Vladimir Poutine, tient en Syrie une occasion historique d'asseoir une prospérité de plus d'un siècle. Remarquablement corrélés à sa mission spirituelle, les intérêts géopolitiques de la Russie sont actuellement en capacité d'être atteints de façon tout à fait inédite. Nous voulons dire qu'en intervenant massivement contre l'Etat islamique, la Russie de Vladimir Poutine tient l'occasion de devenir le héraut de la chrétienté.

A condition toutefois, d'être capables de réécrire l'histoire, c'est-à-dire de vaincre stratégiquement, pour le prochain siècle. Et elle ne vaincra qu'au nom de la Chrétienté. Et réécrire l'histoire signifie certes, d'être en mesure d'imposer à la coalition mondialiste une opération humanitaire de grande ampleur qui rendra militairement impossible, et du moins trop ouvertement inique, toute action excessive des membres de l'OTAN.

De ce point de vue, en effet, la Russie conserve un avantage passager, d'autant plus qu'il est fort probable que le golem « Daesh » ne s'évapore prochainement dans les couloirs de l'immigration massive encadrées par les ONG américaines, frayant leur chemin par la Grèce exangue jusqu'à la Hongrie éberluée, pour finir, passées les Alpes, dans la plaine allemande où, selon toute vraisemblance, l'on devrait néanmoins, nous craignons de devoir dire que la Russie n'a que trop tardé. Ou plus exactement, plusieurs événements marquants de ces dernières années ont détourné la Russie de toute intervention décisive en Syrie, puisqu'en vérité, une consolidation préalable de l'Orient syrien aurait du être entreprise dès les années 2000 de façon plus active, si la Russie n'avait pas connu les tribulations qui furent les siennes dans les années précédentes. Les mécontentements nationalistes nazis et libéraux en Ukraine, habilement manipulés par les oligarchies américaines et ukraino-israéliennes ayant rendu possibles la révolution de Maidan et la guerre civile qui s'en est suivie, la Russie s'est trouvée contrainte d'observer une vigilance plus qu'extraordinaire sur le front même de ses dominions historiques. Son engagement en Ukraine ne peut être comparable à celui qui prévaut en Syrie, assurément. Mais de fait et sans doute significativement, c'est bien le pays de Cham qui semble être la clef de l'élévation spirituelle -et par conséquent géopolitique- de la Russie du XXIe siècle. De la capacité de la Russie de gérer la sortie de crise syrienne dépendra largement son rayonnement, sa puissance, la valeur de sa mission.

Pour l'heure, il est vrai que le jeu diplomatique de Vladimir Poutine et de son ministre Serguei Lavrov en Syrie a été plus que patient, et fut parfois jugé trop lent pour certains. Il est vrai que les drames qu'ont connu les chrétiens de Syrie et d'Irak ont immédiatement fait ressurgir les souvenirs douloureux des grands massacres du début du XXème siècle, perpétrés par l'empire ottoman décadent, puis par la république révolutionnaire kémaliste. D'aucuns analystes se méprennent certainement et se trompent sur la prétendue réticence des russes à s'engager dans un conflit au Levant, comme si les échecs de l'armée rouge en Afghanistan devaient naturellement se réitérer. Nous sommes passés à une tout autre dimension de ce paradigme historique. Ils se trompent au moins autant que ceux qui s'imaginent que la Russie actuelle suivrait naturellement les jalons laissés par l'impérialisme soviétique.

En vérité, l'enjeu syrien constitue un cas relativement neuf pour la Russie, même en remontant aux derniers Tsars. Et c'est précisément en cela qu'il revêt pour cette nation une importance capitale pour ses objectifs futurs, et peut être plus simplement pour son Salut. Nous observions depuis longtemps la lourde patience des russes, mais avant tout l'héroïque combat de l'Armée syrienne et des nombreuses milices communautaires, bataillons chrétiens et troupes du Hezbollah libanais : c'est grâce à la discipline, à l'abnégation, à la foi fantastique de ces syriens, à la formation pour le coup véritablement citoyenne que leur a procuré leur république, et grâce au soutien logistique fidèle des russes que le golem révolutionnaire de l'époque, l'Etat islamique, a été si bien contenu jusqu'ici, empêchant une infestation dans le sud de la Turquie laïco-islamique néo-conservatrice d'Erdogan, personnage qui semble porter sur ses épaules le sort ingrat de cet état turc moderne, dont on oublie trop souvent qu'il est d'essence révolutionnaire, directement inspiré par la révolution française, ses cadres donmeh ayant tous fait université dans les grandes écoles de la IIIe République.



Ainsi, Erdogan n'est guère l'islamiste fondamentaliste que certains faibles esprits s'imaginent en Occident : son profil correspond davantage à une position démocrate-chrétienne, c'est-à-dire une sorte de fondamentalisme de l'hypocrisie et de l'opportunisme. Rattrapé par l'inadéquation de son modèle, la Turquie, malgré son puissant dynamisme économique, trouvera à faire face, d'ici moins de douze ans, à l'éclatement de sa cohérence sociétale. Déjà, les kurdes ont gagné beaucoup d'estime auprès des publics occidentaux, notamment anglo-saxons, en raison de la médiatisation positive de leur lutte contre l'Etat islamique en Irak. Et cette expérience héroïque des Kurdes ne fait que renforcer leurs partis qui semblent prendre un essor certain avant les prochaines élections.

En outre, les « alliés » occidentaux de la Turquie auraient tout intérêt dans les quinze années à venir, à favoriser un éclatement partiel de l'actuelle Turquie ou du moins de sa constitution présente, afin d'y susciter un mouvement démocratique, pourquoi pas sous forme de printemps kurde, propre à convaincre les masses occidentales d'accepter la Turquie et/ou une forme de Kurdistan dans l'Union Européenne. Ce scénario est très plausible, et la question de l'Etat latin d'Antioche, indûment volé à la Syrie et donné illégitimement à la Turquie post-révolutionnaire par le Front populaire de 1936 tout fraîchement parvenu aux affaires.

> ***Il est certain que la Russie se trouve bien plus proche de son accomplissement dans les temps présents, que la France, qui semble être quasi définitivement absorbée par la notion toujours plus incertaine et dévoyée de « république »,***
>
> **G. de Hazel**

L'avantage diplomatique russe est particulièrement apparu lors de la réception, par Vladimir Poutine, de représentants de l'opposition syrienne dite modérée en Août dernier. Mais ce jeu diplomatique prenait déjà fin à ce stade du conflit. Les pressions des vassaux de Washington s'étaient largement tues depuis quelques mois, même Laurent Fabius s'était lui même « modéré » dans ses menaces abjectes et indignes.

A l'heure actuelle et en dépit de l'immense vague migratoire dont nous savons qu'elle est avant tout une conséquence mécanique de notre surconsommation occidentale mais aussi une divine surprise pour l'Islam qui l'encourage, l'alliance mondialiste -maîtres et vassaux confondus- semble exceptionnellement lente, rongeant son frein, au risque de paraître effectivement faible et incertaine, comme si l'allaince poursuivait cette politique folle sans autre conviction que de commettre une terrible méprise.

En réalité, et comme l'ont fort bien compris des spécialistes des relations internationales comme Jean-Michel Vernochet, la guerre mondiale actuelle se signale par la variété extrême de ses acteurs et par l'usage de nouveaux types d'armes, y compris humaines, tout à fait inédites. Bien qu'en effet, les vagues migratoires ne sont pas nouvelles en tant que stratégies géopolitiques. Nous y reviendrons à propos du rôle joué par l'entité sioniste dans ce conflit. Quoiqu'il en soit, c'est un tournant pour la Russie et le seul conseil qu'il faudrait encore donner à ses dirigeants serait de se presser de faire consacrer leur nation à la Très Sainte Vierge Marie, comme la glorieuse révélation de notre Notre-Dame nous l'a indiqué, voici bientôt un siècle de cela.

L'apogée de la Russie seule sera cependant toujours de maigre portée pour les espérances terrestres du règne du Christ-Roi, certes, garantissant temporairement l'Orient ; mais l'équilibre de la Chrétienté ne sera pas retrouvé sans que l'Occident chrétien, c'est à dire l'Église et une France royalisée, ne se seront pas relevés, eux aussi, de façon «providentielle». Il est certain que la Russie se trouve bien plus proche de son accomplissement dans les temps présents, que la France, qui semble être quasi définitivement absorbée par la notion toujours plus incertaine et dévoyée de « république », inversion de l'ordre naturel auquel ce pays, presque disparu aujourd'hui, avait jadis prêté un serment de la plus haute importance, serment qui n'a nullement été révoqué malgré châtiments de guerres et révolutions.

Semblables dans leur décadence, différant dans leur position sociale, plèbes et fonctionnaires du mondialisme ont construit ensemble cette société d'abjection, comme deux êtres interdits l'un à l'autre produisent des situations monstrueuses.

Cette communion se fit sous nos yeux, glacés de froid mépris, à la vue des cohortes d'excréments sociaux qui défilèrent à leur propre arrêt de mort, portant fièrement sur leur torse, l'épithète de leur misère, la somme de leur médiocrité : « Je suis Charlie ». Voici comment cette masse s'imagina très sincèrement combattre le fléau de l'intégrisme : par l'intégrisme de la nullité, par l'intégrisme du vide le plus absolu. Cette masse, au matin du 11 Janvier, se pressait à l'abattoir de l'histoire, comme le porc s'avance au devant de la lame du boucher. François Hollande, président ectoplasmique de l'ex - République française, a déclaré en septembre 2015 vouloir procéder à des frappes aériennes en Syrie, naturellement sans le moindre mandat international valide, si tant est qu'un tel mandat puisse avoir la moindre valeur. Dans le corps diplomatique, personne n'ignore à quel point plus rien ne préside réellement à la république, sinon les jeux d'ombres de ces acteurs de droite ou de gauche, sinon les décisions résultant toujours de directives supérieures et étrangères à la prétendue souveraineté républicaine. Et par ailleurs, il ne s'est évidemment rien passé. Il faut signaler cette situation particulière, car au délitement insensible de la Ve République correspond le délitement certain de la puissance et de la projection militaire dont la piteuse affaire de la non-livraison des Mistral à la Russie a été l'illustration tragi-comique.

Il est bon d'observer ce délitement, à vrai dire, même si nous craignons naturellement dans les quinze à vingt ans, la possibilité d'une France méconnaissable, où d'importantes parties du territoire auront échappé au contrôle de l'état républicain, qui se sera lui-même définitivement dilué dans les appareils de l'impérialisme de la super-machine eurocratique. L'achèvement, d'ici quelques années, des politiques dites « d'harmonisation » régionales et structurelles, sera le temps d'une vaste république oligarchique et supranationale où les espaces sociaux et économiques auront été laissés dans la plus stricte subsistance pour combler uniquement des statistiques officielles et des efficiences de rendement. Mais il s'agira alors uniquement des zones utiles à la persistance de cette supermachine globaliste européenne, à la pérennité de ses élites, au renouvellement des mandats de sa ploutocratie.

C'est pourquoi il apparaît aujourd'hui et depuis longtemps à beaucoup d'entre nous qu'il faut mépriser en tout point le champ politique parlementariste et politicien, et n'en n'user qu'à notre faveur, c'est à dire en toute défaveur du régime en place.

Guillaume de Hazel

DOSSIER : L'ennemi intérieur

Dans un entretien accordé à la rédaction d'Arsenal et d'abord publié dans l'hebdomadaire Le Petit Journal, le général Antoine Martinez dévoile sa proposition assumée à propos de l'élimination ciblée de tous les terroristes de Daech présents sur le sol français.

Martinez désigne l'ennemi intérieur

De tous les généraux français qui écrivent ces temps-ci avec démangeaison, le genéral d'aviation Antoine Martinez est celui qui va le plus loin. Lui au moins désigne clairement l'ennemi intérieur, ce musulman suspect de radicalité terroriste «Musrat» comme le désigne notre revue soeur Le Lys Noir.

«Si certains de nos compatriotes d'origine musulmane ont réussi à s'intégrer c'est qu'ils ont compris au fond d'eux-mêmes que c'est leur culture qui maintient un milliard et demi de musulmans dans le monde dans la misère et l'obscurantisme. Alors il y a les uns, intégrés, voire assimilés, certains pratiquant leur foi discrètement, d'autres pas du tout, d'autres étant athées, quelques-uns s'étant même convertis au christianisme, ayant décidé d'adhérer à nos valeurs. Et puis, il y a nos frères Harkis que notre mère patrie a abandonnés et maltraités alors qu'ils s'étaient battus pour elle. Ils ont également droit à notre respect, à notre reconnaissance et à notre protection. Les uns et les autres qui sont nos frères ont choisi la France et ses valeurs. C'est pour cela qu'ils réussissent. Mais le choix, ou le non-choix, c'est à dire le laisser-faire en matière de flux migratoires extra-européens associé au regroupement familial décidé il y a quarante ans, les régularisations massives (en 1981 et 1997) et régulières (au moins 30 000 chaque année) de clandestins (ce qui implique le regroupement familial dans la foulée), l'acceptation de la double nationalité pour les non-européens, l'acceptation sur notre territoire de la polygamie (50 000 familles concernées, ce qui représente au moins 500 000 personnes), l'acquisition automatique de la nationalité française à 18 ans (85 000 chaque année), l'instauration de prestations sociales comme l'Aide Médicalisée d'État (AME) véritable pompe aspirante, la non-expulsion des clandestins (aucun chiffre disponible mais on peut les estimer sans risque d'erreurs à plus de 500 000 présents sur notre territoire) ou des déboutés de demande d'asile (65 000 chaque année), c'est à dire la non-application de la loi républicaine, conduisent notre pays à la catastrophe que ce soit sur le plan économique ou sur le plan identitaire et donc menacent sérieusement son unité.»;

Bon, c'est un peu réac, mais le général Martinez a le mérite d'aller droit au but. Il aborde même la question du nombre. Combien sont les musulmans suspects de radicalité terroriste. A peine quelques centaines de fous hystérisés par Internet, ou bien un ou deux millions, c'est à dire la presque totalité de la jeunesse musulmane de France ? Martinez tranche : *«Tout expert sérieux ne peut que constater que, compte tenu de ce qui précède, c'est l'équivalent de 8 à 9 millions de musulmans (français ou étrangers) qui sont présents sur notre territoire qui n'en comptait que 400 000 en 1962 (!).*

Bien sûr, le général Martinez récuse l'idée saugrenue de lslam, religion de paix et de lumière: *«Mais, diront certains, les trois-quarts des musulmans sont pacifiques. On voudrait bien le croire. Mais cela fait tout de même un quart soit au moins 2 millions qui ne le sont pas. On le constate d'ailleurs tous les jours et la meilleure preuve en est, alors que notre pays vient d'être frappé par les fanatiques, la réaction des jeunes, de tous âges, issus de l'immigration qui ont refusé de s'associer à la minute de silence en hommage aux victimes. Comment expliquer que des jeunes de 9 ou 10 ans (!) aient une telle attitude ? Comment peut-on faire l'apologie de ces actes barbares ? C'est bien que leur "éducation", celle qu'ils "reçoivent" de leurs parents les maintient dans la haine et les forment au rejet de nos valeurs et de nos principes de vie. Mais c'est aussi la faute de l'Éducation nationale, et donc de l'État, qui par la politique insensée suivie a fabriqué des freins puissants à leur intégration. Cette politique suicidaire pour la cohésion nationale a pourtant été dénoncée par deux rapports du Haut Conseil à l'Intégration (en 1990 et 2010) sans que cela n'émeuve aucun de nos ministres de l'Éducation nationale pendant toutes ces années. De plus, on ne peut que condamner le rôle critiquable de nos élites politiques déterminant avec les lois mémorielles sélectives et l'instrumentalisation de l'histoire avec des conséquences extrêmement néfastes».*



Naturellement, puisqu'il s'est lancé sur la pente glissante des vérités qui s'enchainent, le général Martinez récuse l'idée saugrenue de «l'Islam, religion de paix et de lumière».

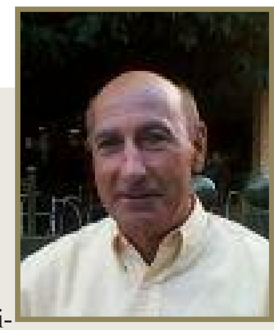
Ce qu'écrit ici, le général Martinez peut se reptrouver avec un peu plus d'originalité sur beaucoup de blogs *«lanceurs d'alerte anti-bougnoule»*, comme *Riposte Laïque* ou *Boulevard Voltaire.*

Le fait que ce soit un général qui l'écrive publiquement est une nouveauté effrayante : cela veut dire que depuis trente ans au moins, aucun général n'a eu le courage, avant Marttinez, de dénoncer certaines évidences, d'enfoncer certaines portes ouvertes...

Ainsi, les propos libérés et libérateurs du général Martinez démontrent à eux seuls, combien les généraux ont été jusqu'ici soumis, dociles à la pensée unique et à la discrétion imposée par la République sur l'essentiel, à savoir que nous abritons désormais des millions de combattants potentiels au seul service de l'Ouma.

Yves Noyon

Entretien avec le général Antoine Martinez



Mon général, combien y a-t-il de terroristes potentiels en France aujourd'hui ?
Général Martinez : D'après tous les recoupements que je peux faire et qui partent parfois d'une simple recension de la présence vérifiée lors d'un enterrement d'un djihadiste tué par nos forces, ils sont 10.000. A quoi, il faut ajouter quelques dizaines de milliers d'agents logistiques dormants.

Mon général, quels sont les objectifs des terroristes que l'on peut prévoir ? Certains de nos compatriotes ont peur désormais qu'ils s'en prennent à des centrales nucléaires ?
Général Martinez : Je ne suis pas si inquiet pour les centrales nucléaires qui sont relativement bien défendues par la gendarmerie qui serait en tout cas capable de les reprendre très vite... Pour moi, comme le démontre le dernier attentat du Thalys, les terroristes n'ont qu'une seule cible, c'est notre peuple et l'économie. Insécuriser les transports, ruiner la SNCF, faire fuir les touristes, comme en Tunisie, c'est déjà nous affaiblir considérablement.

Mon général, notre population paniquée se demande ce qu'il faut faire pour faire cesser son cauchemar ?
Général Martinez : Il faut faire du renseignement et de l'action. Et puis, parce ce que le président a fait savoir récemment (dans *Les tueurs de la République* de Vincent Nouzille, Hollande serait "*celui qui assume le plus, en secret, des opérations clandestines qui peuvent être de plusieurs natures. Il n'y a pas que des assassinats ciblés, il y a des opérations spéciales. Leur principal motif est la lutte contre le terrorisme.*" - ndlr), eh bien qu'il commande au plus vite à des éliminations ciblées contre les terroristes sur le sol français.

Mon général, comment reconnaître ces cibles ? Les français ne cessent d'entendre que les terroristes étaient justement indétectables avant de passer à l'action.
Général Martinez : C'est la véritable question. Je ne crois pas à l'actuelle stratégie hyper technologique qui consisterait dans l'idéal, pendant que rien ne changerait dans notre quotidien, à entrer dans le cerveau du djihadiste et à l'empêcher de passer à l'acte. D'ailleurs, tous ne sont pas sur Internet, comme c'est le cas pour le dernier attentat du Thalys.

Mon général, certains comme Nicolas Dupont Aignan évoquent une préventive assignation à résidence outremer, en Guyane, par exemple...
Général Martinez : Nicolas Dupont Aignan est un homme politique sérieux. Un des rares. Je dois dire qu'il est le seul qui ait répondu à mon livre, en souscrivant de surcroît à tous les termes. Pour ce qui est de la Guyane, je ne suis pas contre... Il y a en tout cas de l'espace pour les y mettre..

Mon général, existe-t-il un lien entre la vague terroriste islamique et la crise actuelle des migrants...?
Général Martinez : Incontestablement. Il faut prendre Daech au sérieux. Ce mouvement a l'avantage de dire ce qu'il va faire et quand il dit qu'il glisse des agents terroristes au milieu des migrants, il faut le croire. Les migrants doivent être secourus quand on ne peut plus faire autrement. Sinon, pour les empêcher de se noyer, il faut d'abord les empêcher de partir..

Voyez-vous des solutions politiques en amont ?
Général Martinez : Certainement, il faut par exemple interdire les mariages polygames, que Sonia Imloul évalue déjà à 50.000 en France et 500.000 enfants vivant dans de telles familles profondément destructrices comme le démontre Sonia Imloul. Le refus de la polygamie est un des axes de résistance, comme l'a démontré ce fait divers où l'on a vu un Malien doté de 46 enfants et plusieurs épouses, percevoir 6.000 euros par mois d'allocations et 17.000 euros d'allocation de rentrée scolaire. En amont, nous devons bien comprendre que la vague terroriste actuelle ne vient que parachever un désastre démographique.

Mon général, faut-il s'orienter vers une garde nationale ?
Général Martinez : Il est sûr que nous manquons aujourd'hui du nombre... Mais je ne crois pas que le gouvernement socialiste ait la garde nationale dans sa culture politique moderne.

Et si les citoyens abandonnés par un gouvernement totalement incapable de maîtriser la situation se mettaient à la constituer eux-mêmes, cette garde nationale ?
Général Martinez : Cela poserait alors la question des moyens financiers. Je sais bien qu'en Provence, l'Union nationale des officiers de réserve (L'UNOR) à laquelle j'appartiens procède à quelques expériences de ce côté-là, mais je le répète, c'est au gouvernement de prendre enfin conscience de l'ampleur du problème même si cela apporte un démenti cinglant à sa vision du monde.. C'est pourquoi je m'astreint à écrire sans relâche et que personne ne me fera taire.

Mon général, pouvez-vous faire autre chose ?
Général Martinez : Je reçois naturellement des dizaines d'appel à faire un coup d'Etat en France mais les français qui nourrissent ce rêve-là feraient mieux de se renseigner avant sur ce que peut faire un petit général de seconde section, comme moi !

Mon général, songez-vous alors, après vos écrits prémonitoires, à entrer en politique ?
Général Martinez : Pas du tout. Je tiens trop à ma liberté de parole. Je n'ai jamais appartenu à aucun parti politique, je ne crois pas que ce serait judicieux de commencer maintenant !

Propos Recueillis par Rodolphe et Yves

Avant le courageux général Martinez, un autre général d'aviation; Jean du Verdier, avait théorisé à l'école de guerre le péril intérieur, la menace du «pérégrin» appelé ici par un effondrement démographique inquiétant.

Le général du Verdier désigne l'ennemi : c'est le pérégrin..

Le général Jean du Verdier, ancien professeur à l'Ecole supérieure de guerre aérienne, révélait récemment l'existence d'une résistance polie lors de l'intégration de la France à l'Otan en affirmant : «*Moi, personnellement j'ai été tout à fait contre ce retour au sein de l'OTAN ! A partir du moment de la chute du mur de Berlin, on n'avait plus aucun besoin de l'OTAN. Elle avait perdu sa raison d'être. Cela a été une organisation défensive pour les pays de l'Europe de l'Ouest et à partir du moment où les Soviétiques avaient dissous le pacte de Varsovie, la Russie a cessé de constituer une menace pour les peuples occidentaux. Moi et mes camarades, nous sommes devenus complètement anti-OTAN. Parce que cette organisation était devenue offensivement dirigée contre la Russie !* »

Seulement Du Verdier voit plus loin, il aborde la question de l'entre-soi à propos du défi démographique posé à la France. Il ne se contente donc pas de contester ouvertement la diplomatie anti-russe de l'Union Européenne et de la France. Le vieux général renverse la table et affirme : «*nous sommes sacrifiés sur l'autel des idéologies universalistes*» et il ajoute : «*notre défaite démographique sera mesquine, méprisable*» et enfin il affirme que «*notre attitude si passive, si lâche devant l'ennemi n'intéressera pas l'Histoire*».

En publiant en 2012 *Le Défi démographique*, le général avançait la thèse que l'excès d'êtres humains jeunes à un moment donné de l'histoire de certains pays explique les guerres et les conquêtes comme celles de Gengis Khan ou de Tamerlan. Mais c'est le nombre qui permet l'installation durable et la domination définitive qui écrase les autochtones sous le poids démographique. Ce fut le cas des Anglo-Saxons en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande ou des Noirs en Afrique du Sud. Au passage, le général évoque la célèbre déclaration de Boumedienne à l'ONU en 1974 : « *Un jour, des millions d'hommes quitteront les parties méridionales et pauvres du monde pour faire irruption dans les espaces accessibles de l'hémisphère nord, à la recherche de leur propre survie.* ».

La puissance est-elle totalement dans la démographie ? L'est-elle encore ? Du Verdier pense que oui, même si des historiens comme Duroselle ou Renouvin ont refusé d'établir une corrélation entre démographie et puissance.

Du Verdier ne fait manifestement pas confiance au différentiel technologique immense qui nous sépare (de plus en plus) des porteurs de kalachnikov à l'époque des drones, des satellites, des missiles nucléaires et des frappes chirurgicales. Mais sa thèse, si elle pourrait être infirmée dans le champ des luttes entre Etats, prend toute son originalité dans le contexte de guerre civile ethnique qu'il envisage ouvertement à l'intérieur des sociétés européennes minées par l'immigration et la «religion compassionnelle sans Dieu» qui balise moralement leur progression protégée.

Du Verdier, suivant Taine qui évoquait des époques de santé et des périodes de maladie pour les sociétés comme pour les êtres humains et pensait que celles-ci étaient, le plus souvent, victimes d'elles-mêmes, et rejoignant également Bergson qui estimait que l'élan vital, énergie accumulée et tendue, était la condition du développement d'une société, croit à l'instinct vital d'un peuple ou d'un pays.

Pour Du Verdier qui ne conçoit évidemment aucun rôle salvateur laissé à une minorité éclairée et agissante (qui pourrait être une armée, par exemple), l'instinct sexuel et de reproduction se manifeste pleinement lorsqu'une société a confiance en elle-même et dans son avenir.

Aussi, chez Du Verdier, les vieilles grilles de lecture continuent à s'appliquer : le dépeuplement et l'épuisement des cités de la Grèce antique, le déclin de Rome et de son empire fut avant tout démographique, l'aventure des quelques «bandes» Vikings fut un feu de paille, et l'histoire de la natalité française de 1789 à nos jours pourra être placée en parralèle à notre déclin.

Pour Du Verdier qui pense en bon réactionnaire, l'Eglise catholique demeure un point de résistance à la chute démographique et mesure les conséquences graves de la dénatalité : et, surtout, la famille, facteur fondamental de la vitalité démographique et de la continuité des nations et des civilisations, connaît une crise profonde depuis Mai-68 qui l'empêche de remplir pleinement son rôle démographique.

Du Verdier entrevoit précisément le péril racaille dont la stratégie inconsciente (ou presque), par le bruit, les menaces, le vandalisme, les vols, et la «guerre des yeux (dont parle Christophe Guilly) viserait au fond à éliminer les Français autochtones de cités françaises entières. Ainsi, se créent en pleine France et autour de la capitale des enclaves civilisationnelles. Au sein de ces enclaves les « pérégrins », dénomination que Jean du Verdier préfère à celle d'immigrés, créent une économie parallèle aux dépens de l'économie officielle : recels, reventes, trafics illicites. Demain, selon Du Verdier, ces enclaves voudront devenir des entités juridiques et politiques.

> **«*Un jour, des millions d'hommes quitteront les parties méridionales et pauvres du monde pour faire irruption dans les espaces accessibles de l'hémisphère nord, à la recherche de leur propre survie.* ».**
> Ouari Boumédienne, en 1974.

Du Verdier regrette donc la politique nataliste qui eut des résultats efficaces pour une France épuisée biologiquement après 1945. Jean du Verdier cite des exemples identiques : la Sarre de 1945 à 1956, l'Allemagne de l'Est à partir de 1974. «*Or cette politique a été systématiquement démolie par tous les gouvernements depuis la fin des années 1960. Ce fut la pilule contraceptive prônée par Lucien Neuwirth et acceptée par le général De Gaulle. Ce fut surtout la loi Veil sur l'avortement, préparée par Pierre Simon, franc-maçon de grand calibre. Ces mesures législatives ne prévoyaient pas de dispositions d'accompagnement destinées à pallier les pertes démographiques qui en résulteraient et à limiter le nombre d'avortements estimé à environ 200.000. Sur près de 40 ans, 200.000 avortements pourraient représenter 8 millions de jeunes Français, aujourd'hui absents*», écrivait dans Polémia, André Posokhow à la sortie du livre du vieux général «réac».

Cependant, la politique nataliste ne profiterait-elle pas, aujourd'hui, aux seules communautés musulmanes ? Le général ne le dit pas...



Dans son ouvrage, Jean du Verdier estime que la guerre démographique se traduit par une action psychologique inspirée par les méthodes de l'*Agitprop* marxiste-léniniste et menée par les réseaux qui préparent la submersion des populations européennes. Il y aurait donc un complot nataliste des bougnoules, un complot comparable à la «revanche des berceaux» conduite par les prêtres catholiques québecois après leur intégration forcée au Canada Britannique.

Du Verdier prolonge des lignes de force réelles et s'empresse d'y inscrire naturellement le destin de la France. Pourtant, l'auteur lui-même rappelle l'abîme, notamment démographique, dans lequel, du fait de la guerre et de la peste, l'Europe et la France avaient plongé au XIVe siècle. «*Cependant, quelle renaissance et quelles conquêtes au cours des deux siècles qui suivirent !*», lui répond André Posokhow avec pertinence.

Certes, l'avenir n'est pas une page blanche. Mais tout est-il écrit ? Nul n'en sait rien. Il existe sans doute une part de hasard et peut-être de liberté. Ce qui est sûr, c'est que l'avenir nous reste en grande partie inconnu. Ce n'est pas un être et il nous échappe en grande partie. C'est ce qui explique qu'il soit source d'angoisses et que tant de peuples l'aient refusé (mythe de l'éternel retour) ou aient tenté de l'exorciser (mythe du progrès). Cela explique aussi le succès des devins, voyants et autres astrologues. Nous aimerions savoir de quoi demain sera fait mais nous sommes ici forcés de suspendre notre jugement et de reconnaître les limites de notre connaissance.

Il nous reste alors le présent.

Peut-on sauver un pays un peu malgré lui, en dépit des nuages noirs, là, tout de suite, maintenant ?

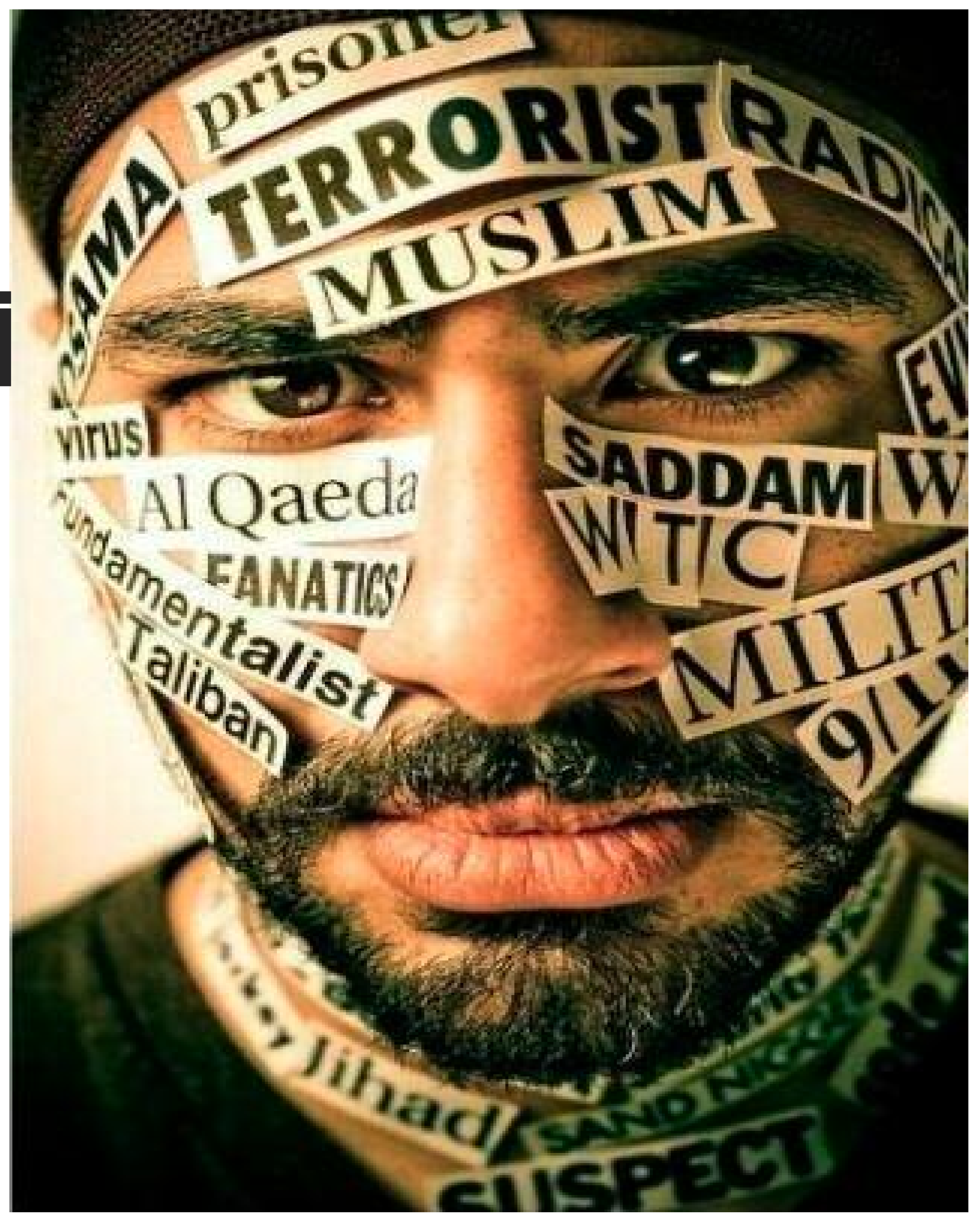
Alors cela s'appelle le coup de force ! Et c'est une idée à laquelle, le vieux général Du Verdier n'a manifestement jamais pensé, ce qui est un comble, non ?

Jean de Verdier, Le Défi démographique, Muller Editions, 2012,



Au temps de la lutte contre la subversion du FLN algérien, on ne parlait que du colonel Trinquier et de ses théories anti-subversives... Celles-ci sont revenues au goût du jour !

Trinquier et l'ennemi intérieur nous sont revenus !





Aujourd'hui la désignation de l'immigration, de la délinquance ou des violences urbaines comme menaces intéressant la défense nationale ont remplacé la doctrine de défense globale. Ainsi, nous sommes revenus soixante ans en arrière. Depuis l'attentat des frères Kouachi, une nouvelle guerre d'Algérie a manifestement commencé sous le regard ahuri des Français. Pour cette raison, les technologies contre-subversives issues de l'expérience coloniale peuvent à nouveau s'appliquer à la lutte contre l'immigration et le «communautarisme musulman». Le colonel Trinquier est revenu parmi nous !

En France, il faut donc relire Trinquier comme le suggérait l'universitaire **Mathieu Rigouste** dans son article « *L'ennemi intérieur, de la guerre coloniale au contrôle sécuritaire* » publié en 2007 dans Cultures & Conflits (pages 157-174). Rigouste est un penseur libertaire, un zadiste dans l'université, mais il a clairement analysé la permanence de la pensée militaire contre-subversive.

Doctrinalement, les pensées contre-subversives se sont alimentées d'une série d'allers et retours entre théâtres d'opérations et amphithéâtres, entre terrain et bureaux. Elles furent d'abord véhiculées par des officiers en opération en Indochine, puis en Algérie, et des cadres politico-militaires chargés de la réflexion et de l'enseignement sur la guérilla et la Guerre froide en métropole. Elles sont conçues par de jeunes officiers comme Charles Lacheroy et Roger Trinquier, dont le parcours retrace celui de la doctrine de la guerre révolutionnaire, depuis les maquis indochinois jusqu'aux amphithéâtres politico-militaires des pays de l'OTAN, physiquement ou à travers leurs ouvrages. Comme d'autres, restés anonymes, ces officiers furent tenus en échec puis vaincus par la guérilla Viet-Minh. Ils promeuvent à leur retour en métropole une analyse largement racialiste et anticommuniste du phénomène, teintée de rhétoriques émanant des travaux sur la foule issus de la psychologie sociale de l'entre-deux-guerres. Ils proposent de renverser au profit des intérêts occidentaux les techniques d'emploi de la « terreur » observées en Indochine. Après avoir séduit la majorité des réseaux dominant la réflexion politico-militaire sur le « problème colonial » et orienté les activités des principales institutions chargées de diffuser la pensée militaire (CHEM, ESG, IHEDN, CEAA, etc.), ceux-ci sont propulsés par de plus vieux énonciateurs, dominant par ailleurs les courants principaux de la pensée politico-militaire et largement anticommunistes, tels que les généraux Ely, Beaufre, Allard, Boucherie, Le Hingrat, Nemo ou Hogard. Ces énoncés vont ainsi être dotés d'un statut doctrinal, officiel, légitime et orienter l'ensemble des pratiques de la violence militaro-policière jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie et ce, à travers la mise en place de nombreux bureaux sur le terrain (5e bureau d'action psychologique, CIPCG d'Arzew, SAS, DOP, etc.). La bataille d'Alger et le dispositif de protection urbain mis en place par le général Massu et le colonel Trinquier constituent, à ce titre, les expérimentations les plus approfondies et les plus médiatisées de la pratique de la guerre révolutionnaire.

La réflexion sur la subversion intérieure réapparaît au début des années 1970, parallèlement à l'émergence du « problème de l'immigration » et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, il s'agit pour la pensée politico-militaire de comprendre les transformations majeures que subit la géopolitique, notamment l'essor diplomatique du tiers-monde et les vastes crises énergétiques, économiques et stratégiques consécutives à la guerre de Kippour. Pour interpréter ces bouleversements, l'ordre du discours politico-militaire autorise certains courants de pensée relégués à promouvoir des modèles marginalisés. Dès la présidence de Georges Pompidou et le lessivage du SDECE, une coopération poussée, notamment en termes de partage de connaissances avec les Britanniques pour l'expérimentation de la contre-subversion face aux républicains irlandais, avait autorisé les tenants de la subversion à réapparaître dans l'ombre de Frank Kitson, l'un des théoriciens principaux de la version anglo-saxonne de la contre-subversion. L'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing et de Michel Poniatowski inaugure le dépassement de cette pensée d'Etat incarnée par Jacques Foccart et Charles De Gaulle qui avait restreint l'emploi de l'arme contre-subversive à certains domaines (l'influence extérieure et la protection du président et de son parti notamment). Autour du nouveau président et de son ministre de l'Intérieur, passés tous deux par l'ENORSEM lorsqu'elle était dirigée par le colonel Lacheroy, les réseaux de la subversion voient leur ségrégation restreinte. Au gré des amnisties successives en direction des putschistes de la fin de la guerre d'Algérie, les réseaux dominant la production de la pensée militaire vont se réorganiser et redistribuer une légitimité relative aux promoteurs des théories contre-subversives. La grande majorité d'entre eux a vécu les événements de 1968 comme une menace de destruction de la France par la « chienlit ». Le parcours de Valéry Giscard d'Estaing représente assez bien l'accession aux sphères de commandement d'une génération marginalisée sous Charles de Gaulle et décidée à redresser une France assaillie par une série de subversions intérieures, comme le gauchisme, la drogue ou la délinquance. Les théories contre-subversives font leur premier retour en force dans la pensée militaire officielle du contrôle intérieur à cette occasion. Le général de Favitski, pour son discours de clôture de la 86ème promotion de l'ESG, le 26 septembre 1974, y fera une grande place.

Il faut comprendre que le retour de la subversion s'articule aussi à l'intégration de réseaux de pensée de gauche dans les courants dominant la pensée politico-militaire. C'est ce que reconnaît Pierre Dabezies, ancien adjoint de Roger Trinquier en Algérie et entré en politique comme gaulliste de gauche. Il l'explique dans une conférence de 1976 sur « l'esprit de défense », prononcée à l'Ecole militaire. Cette gauche militariste n'est effectivement pas entravée par l'héritage gaulliste, elle reconduit la figure de la menace globale soviétique et une partie adhère largement au paradigme contre-subversif. Au cœur de ces penseurs de gauche du contrôle du territoire et de la lutte contre-subversive, on trouve notamment Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement et François Mitterrand. Le migrant postcolonial apparaît ainsi dans ce contexte de bouillonnement de la pensée politico-militaire comme une figure de concorde et de synthèse entre discours de la dissuasion et discours de la subversion. Il permet de trouver un point de consensus entre une nouvelle pensée politico-militaire de gauche et les courants héritiers d'une position hégémonique sur le champ.

L'arrivée de la gauche au gouvernement en 1981 et la réintégration par Mitterrand des derniers putschistes et partisans OAS de l'Algérie vont accentuer ce phénomène. Ainsi, après les réhabilitations précédentes, après avoir déposé une proposition de loi prévoyant « *la réintégration de plein droit dans les fonctions, emplois publics, offices publics ou ministériels ainsi que les divers droits à pension des anciens de l'OAS en 1966* », en novembre 1982, François Mitterrand fait réintégrer dans leurs droits les huit derniers généraux putschistes, comme cela avait été prévu pendant la campagne en direction des milieux pieds-noirs et de l'armée représentée, dans ce courant, par le général Jeannou Lacaze, un ancien du service action du SDECE et des structures de « contre-terrorisme » issues de la guerre d'Algérie.

L'ouvrage du général Jean Delaunay, un ancien d'Indochine et d'Algérie, paru en 1985 et intitulé *La Foudre et le Cancer*, constitue ainsi l'acte fondateur du retour officiel des théories contre-subversives dans le champ de la pensée politico-militaire légitime. Celui-ci y promeut, tout en conservant la doctrine de la dissuasion face au péril nucléaire (« la foudre »), la restauration des techniques psychologiques visant à amener la population à se protéger des nouvelles subversions (« le cancer ») que représente le péril identitaire et les risques de submersion véhiculés par l'immigration postcoloniale, que l'on qualifie assez généralement, depuis la fin des années 1970, d' «invasion » ou de « colonisation inversée». Le sous-titre est assez explicite : « *Pour le réveil des valeurs fondamentales face à l'atome et à la subversion. La guerre se gagne en temps de paix* ». Malgré sa démission de l'armée en 1983, le général reçoit, pour cet ouvrage, le prix Vauban 1986 de l'IHEDN, ce qui indique encore la présence de plus en plus importante des visionnaires de la lutte anti-subversion dans les hautes études de défense.

(Suite page 20)



Régénérer la lute anti-subversion après la disparition de la menace soviétique

La disparition de l'URSS, en privant l'institution médiatico-sécuritaire et les institutions politiques de l'ennemi global sur lequel elles s'étaient appuyées, va autoriser de nouveaux réseaux, au début des années 1990, à travers la légitimation de la catégorie de « nouvelles menaces », à promouvoir une conception globale rénovée. S'ouvre ainsi une sorte de far-west sécuritaire à conquérir pour les réseaux coopérant à la restauration de la subversion. Durant la décennie 1990, les réseaux médiatico-sécuritaires d'où proviennent ces spécialistes de l'insécurité, des violences urbaines, du terrorisme international, du péril identitaire, etc. se stabilisent et renforcent leurs solidarités, évoluant pour certains depuis des positions périphériques vers des positions centrales et surélevées, dans de multiples secteurs du champ. Depuis ce multi-positionnement s'opère la construction d'une figure de l'ennemi intérieur global et transversal susceptible de légitimer la mise en œuvre de nouveaux dispositifs sécuritaires. Pour cause, ces dispositifs remobilisent un grand nombre d'éléments de la technologie contre-subversive. La notion de zone grise y est décisive. Elle permet d'intégrer ces territoires intérieurs considérés comme milieux de production de la menace postcoloniale que sont les quartiers populaires, à la théorie des territoires transnationaux de non-droit. Suivant le même processus que la doctrine de la guerre révolutionnaire, le modèle sécuritaire tend à l'importation pour le contrôle intérieur et sur l'ensemble de la population, des outils de la guerre coloniale. Il comporte une dynamique d'indistinction et de fusion des domaines militaires et policiers. Cette métamorphose de la structure du contrôle social s'observe à travers l'alliance de plus en plus poussée entre des réseaux médiatico-sécuritaires (chargés de la diffusion des imaginaires sur l'ennemi et les moyens de le soumettre), des réseaux politico-militaires (chargés de les constituer, de les autoriser et de les traduire en marchés d'Etat) et, finalement, des réseaux industriels et financiers désireux de conquérir le marché sécuritaire découvert par une privatisation encore relative du contrôle intérieur. Comme le montre un article du lieutenant-colonel **Grégoire de Saint-Quentin** dans la principale revue de la communauté politico-militaire en 1997, il est désormais largement légitime de convoquer le répertoire de la doctrine de la guerre révolutionnaire pour envisager le contrôle sécuritaire local (« les cités ») ou global (les « zones grises »).

Pour comprendre le rôle de la menace migratoire dans la relégitimation du répertoire contre-subversif, il faut revenir sur la doctrine de la défense globale. Cette structure discursive détient une fonction centrale dans le processus d'ethnicisation des menaces.

La construction de l'immigration comme menace dans la pensée militaire est liée parallèlement à l'institution préalable de la doctrine de la défense globale. L'ordonnance du 7 janvier 1959 qui la régit à partir de la Constitution de la Ve République est forgée dans le même contexte sociohistorique, imaginaire et discursif que la doctrine de la guerre révolutionnaire. Croisant les problématiques de la Guerre froide, celles de la guerre totale et celles du terrain colonial, faisant fusionner les corps de l'ennemi fellagha, civil, intérieur, infériorisé, racialisé, et celui de l'ennemi communiste, civil ou militaire, intérieur et extérieur, global, encerclant, il s'agit d'y justifier comme nécessité de ne plus distinguer l'intérieur de l'extérieur, le civil du militaire, le temps de paix du temps de guerre. La logique intrinsèque de cette pensée institue une forme de mise en état de guerre permanent, autorisant l'intervention du militaire dans la société, une fusion du contrôle policier de la population et des techniques militaires de l'encadrement et du commandement en territoire et en période d'exception. Au début des années 1970, au moment où apparaît la menace migratoire dans la pensée politico-militaire, la défense globale est encore largement légitimée par les métaphores corporelles et chirurgicales qui associent la menace à une agression virale du corps national. Un article de P. Lefebvre, universitaire en fonction au SGDN, paru dans Défense nationale en 1978 fait la synthèse de ce qu'il est alors convenu d'appeler la « défense globale ». La rédaction de *Défense nationale* explique qu'elle emprunte « *cette assimilation de la défense à un organisme vivant à l'allocution du président Georges Pompidou, le 3 novembre 1969 à l'IHEDN* » : « *Toute défense nationale dépend du ressort moral, de la résolution, de la volonté de vivre qui animent un peuple. Comme un malade dont on dit qu'il a mauvais moral, une nation qui s'abandonne est condamnée* ». Elle explicite cette persistance d'une sémiologie contre-subversive dans le concept de défense globale comme « *propre à éclairer la notion de menace globale qui recouvre l'ensemble des agressions de tous ordres, économiques, culturelles, mais aussi morales qui, si nous n'y prenons garde, peuvent ruiner la nation* ». Ce qui diffère principalement de la « menace globale » envisagée auparavant dans le courant des guerres coloniales, c'est que le vecteur principal, le monde communiste, tend désormais à être remplacé par une nébuleuse de menaces plus ou moins formelles, au sein desquelles figure le monde communiste, à côté du terrorisme, de l'individualisme, du matérialisme, de l'islam, de la démographie… Cette diversification ne bouleverse pas les conceptions dominantes de la défense globale, bien au contraire, elle permet de reconduire les principes de l'indistinction du civil et du militaire, de la paix et de la guerre et la stigmatisation d'une menace intérieure mue depuis l'extérieur, à travers un nouveau discours sur la population en général : la sécurité. La construction de l'immigration comme menace va constituer, de ce point de vue, l'un des axes de cette reconduction de la défense globale face au déclin de la menace soviétique. Elle va répondre à un désir de globalité dans la figuration de l'ennemi, qui simplifie et synthétise les menaces particulières autour d'un concept clair et pragmatique : l'ennemi est partout, caché dans la population, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire, il se confond avec elle ; pour le réduire, il faut amener la population à s'auto-contrôler, à opérer elle-même son immunisation, en lui faisant prendre conscience du danger qu'elle court. C'est sur ce principe – considérer la population comme le milieu de prolifération de la subversion et, en même temps, comme le corps à protéger – que la guerre coloniale-révolutionnaire a constitué l'un des laboratoires principaux de conception de la pensée sécuritaire.

La construction du « problème de l'immigration »

Apparaissant au début des années 1970 comme une menace démographique avec l'émergence du tiers-monde en tant qu'acteur transnational, puis comme une menace économique à mesure que la crise économique est conçue comme telle, le migrant originaire du monde arabe devient l'idéal-type d'une menace géopolitique, religieuse et identitaire à partir de l'intensification des antagonismes internationaux au Proche-Orient puis de la révolution khomeyniste en Iran.

C'est sous l'autorité de Jacques Chaban-Delmas et de Michel Poniatowski que sont mises en place les premières lois visant à suspendre l'immigration et qu'est traduite en termes politiques, puis en dispositifs de contrôle, la notion de sécurité. Un texte de Paul Dijoud, le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, constitue l'énoncé fondateur du « problème de l'immigration » dans la pensée de la défense globale. Il est publié en 1976 dans Défense nationale sous le titre « La France et les immigrés ». Premier article de la revue, il synthétise un très grand nombre des dispositifs visant à stigmatiser une menace globale issue du corps immigré, décrié jusque-là comme le support d'enjeux qui le dépassaient et désormais comme une menace en soi. Il frappe ce modèle du sceau de l'autorité officielle de la pensée d'Etat. Ce texte était censé légitimer auprès du monde politico-militaire les lois de 1973-1974 visant à restreindre, puis à stopper l'entrée de travailleurs immigrés en provenance des anciennes colonies.

Au cours des années 1980 et suite à l'invention des « secondes générations » qui permettent de situer, parmi les Français, une sorte de cinquième colonne orientale au cœur de l'Occident, le migrant se pare des stigmates de l'ennemi pauvre, puis de ceux visant à qualifier une menace politique et sociale (« le jeune désœuvré », « le délinquant », « le casseur », etc.). Dans le même temps, la figure du « terroriste rouge » qui avait recouvert celle du « terroriste musulman » depuis la fin de la guerre d'Algérie, est ré-ethnicisée, pour désigner un potentiel de conversion au terrorisme international islamiste dans la population arabo-musulmane en France, catégorie permettant elle-même de réinstituer une fracture socio-raciale dans la conception de la nation, dispositif essentiel qui caractérisait la structure coloniale et les schèmes de pensée contre-subversifs.

L'ethnicisation des menaces

La menace terroriste prend, dans le courant de la décennie 1980, des dimensions très importantes au sein de la pensée politico-militaire, et l'enjeu de la lutte entre les différents courants de pensée vise moins à savoir s'il s'agit d'une menace globale – ce qui est largement partagé –, qu'à connaître son rapport en qualité et en quantité à la menace soviétique. Ce sont de nouveaux réseaux, les spécialistes de la sécurité internationale qui imposent leurs conceptions lorsque la menace soviétique disparaît. Ils s'imposent ainsi eux-mêmes dans le champ de production du contrôle. Les attentats de 1986 sur le territoire français semblent avoir joué un rôle décisif dans le cadre de l'ethnicisation de la figure du « terroriste international », avant même la chute de l'URSS. Ils leurs servent de marchepied. En les attribuant à une obscure nébuleuse islamiste, ces nouveaux réseaux de « spécialistes de la sécurité internationale », qui sont, pour certains de leurs acteurs, des anciens de la lutte contre-subversive en Algérie, et qui en connaissent les axes théoriques pour l'immense majorité, vont pouvoir se légitimer progressivement puis conquérir des positions d'autorité dans le champ. Cette problématique commence alors à s'articuler aux réflexions sur le contrôle du territoire, des frontières notamment, ainsi que sur l'encadrement des étrangers et de leur circulation. La décennie 1980 voit s'instituer la conjugaison des figures du « terroriste » et de l'étranger, par le partage d'un stigmate de suspicion vis-à-vis de l'allégeance nationale. La question de l'allégeance des binationaux, des clandestins, des étrangers en général, d'un point de vue culturel, religieux, politique ou dans le cadre du maintien de l'ordre va déterminer l'évolution du débat sur la réforme du Code de la nationalité. Il s'agit, pour ce débat, de redéfinir le statut du national et du sol, ainsi que des modalités d'acquisition de la nationalité française en fonction de la reconnaissance de ces menaces transversales que sont le terrorisme, le «péril identitaire, la délinquance ou l'islam ; ou comment s'assurer de ne pas naturaliser des subversifs.

A travers la question de la binationalité on reconstruit, à mi-chemin entre « le clandestin » et le « Français d'origine immigrée », une figure du « faux-Français », du Français suspect de défaut d'allégeance dont les frères Kouachi, Coubaly et tous les autres djihadistes sont aujourd'hui l'incarnation manifeste.

(Suite page ci contre)

La promotion de la « menace islamiste » désigne le groupe des « musulmans en France » comme un milieu susceptible d'abriter les germes d'une subversion globale. Son articulation à la menace terroriste amène ces réseaux d'auteurs à réfléchir sur les états d'exception et les manières de mettre en œuvre une défense globale requérant, en période de paix, des méthodes de guerre contre des populations civiles, nationales ou non. Elle va ainsi pouvoir piocher dans le répertoire technique colonial dont la particularité avait été de réfléchir à l'encadrement d'une menace globale incrustée dans la population musulmane, d'une technique d'exception pour une population d'exception. On assiste ainsi à la constitution d'une pensée politique et militaire, d'Etat et privée, centrée sur la reconnaissance d'une menace transnationale prenant appui sur une cinquième colonne socio-ethnicisée, cachée dans la population musulmane, où que celle-ci se trouve dans le monde.

L'immigration comme menace transversale

La construction de l'immigration comme menace s'inscrit parallèlement dans un processus de construction internationale d'un ennemi commun et transversal. Celui-ci s'opère à travers l'institution de l'antiterrorisme comme stratégie globale et du migrant comme suspect par nature.

Avec la disparition de l'ennemi soviétique, le corps immigré apparaîtra comme le support de reconstruction d'un ennemi intérieur, socio-ethnique, furtif, global. A la différence de l'indigène-partisan des guerres d'Indochine et d'Algérie, cet ennemi intérieur est désormais conçu comme transversal, et sa désignation permet de justifier la coopération de réseaux médiatiques, économiques, politiques et sécuritaires autour de la production de contrôle. La première guerre d'Irak, puis les attentats de 1995 sur le territoire français vont ainsi constituer le socle sur lequel instituer une prospective de la guerre civile postcoloniale, permettant aux entrepreneurs du contrôle de transformer le marché de la menace intérieure en économie de guerre permanente. Des théories de la guerre civile mondiale apparues au cours des années 1950 vont ainsi être remobilisées de manière à articuler à la notion de zone grise, celles de chaos mondial et de nouvelles menaces transversales. Si l'étude des courants dominant la pensée militaire française permet d'observer, avec le 11 septembre 2001, une intensification de la coopération internationale autour du contrôle des frontières, il ne semble pas qu'elle se transforme réellement. La base du modèle sécuritaire de réduction de l'ennemi intérieur global est en effet mise en œuvre depuis les premières réactivations du plan Vigipirate en 1993-1994. Le 11 septembre ne semble, lui, fonctionner que comme le stimulateur d'une dynamique déjà expérimentée depuis plus d'une décennie selon une gradation du temps de la crise permanente, les innovations en termes de contrôle et de restriction des libertés publiques s'empilant par effet de cliquet. Il semble que la figure de l'ennemi socio-ethnique et transversal se stabilise autour de 1995, après la médiatisation des attentats attribués au FIS. La figure de Khaled Kelkal synthétise, de ce point de vue très précisément, la représentation dominante de l'ennemi intérieur dans la pensée politico-militaire française de l'après-Guerre froide : un jeune mâle musulman et d'origine étrangère, issu des quartiers populaires dont la foi et/ou la délinquance constituent le terreau du terrorisme islamiste et des violences urbaines. La répression des révoltes de l'automne 2005 a déterminé de la même manière l'intensification et la diversification de mécanismes amorcés et expérimentés depuis déjà une décennie.

Vigipirate, sécuriser le territoire

Dès 1974, les rapports de comité IHEDN et la revue Défense invitent à considérer l'évolution de la notion de défense vers celle de sécurité, pour insister sur la permanence et la globalité du contrôle à mettre en place. La notion de sécurité, posant la population et le territoire à la fois comme des objets à protéger et comme les milieux de production d'une menace intérieure, vise d'une certaine manière à généraliser dans le temps, l'espace et les catégories, des techniques de contrôle conçues comme exceptionnelles. C'est ainsi, sous le président Giscard d'Estaing, selon la même dynamique visant à fermer les frontières et inciter les migrants nord-africains à quitter le territoire, qu'est instituée l'idée selon laquelle « la sécurité est la première des libertés », que sont votées les lois anti-gang et qu'est créé le plan Vigipirate en 1978. Cette première idée va diriger l'ensemble du paradigme visant à légitimer le modèle sécuritaire dans les décennies suivantes. Les lois anti-gang constituent, elles, le tout premier retour en France et pour l'intérieur d'un répertoire désormais « occidental » de la contre-subversion. Elles renvoient très précisément aux dispositifs anti-gang conçus par Frank Kitson pour l'Irlande du Nord à partir d'une rénovation des dispositifs algériens de Roger Trinquier. La translation s'opère en prenant appui sur la désignation d'un ennemi intérieur furtif, traversant l'ensemble du corps social, le délinquant, le casseur, le gauchiste... Il s'agirait selon les concepteurs de l'anti-gang à la française d'appliquer au maintien de l'ordre les méthodes de l'anti-terrorisme, à l'époque encore considérées comme appartenant au domaine de la guerre. Ainsi s'amorce une conception du quadrillage urbain métropolitain à partir de l'apport technologique de l'antiterrorisme en guerre coloniale. Le plan Vigipirate est conçu en 1978 pour faire face à une menace globale véhiculée par une internationale terroriste incarnée par des « faux réfugiés politiques » et des « clandestins ». Il signale l'institution, dès la fin des années 1970, de l'amalgame du migrant et du « terroriste ». De surcroît, comme tout ce qui a trait au fait militaire, nucléaire ou africain dans la conception de la défense globale et selon la constitution de la Ve République, le plan Vigipirate relève du domaine présidentiel. Avisé par des « services spécialisés », qu'il juge légitimes dans leur appréciation de la menace, le président décide de l'activation du plan, comme d'un état d'exception supplémentaire, complétant le répertoire des leviers à disposition du souverain pour suspendre le contrôle juridique et législatif. Classé confidentiel défense, celui-ci n'est pas publié et ne doit sa légitimité juridique qu'à l'ordonnance du 7 janvier 1959, qui organise la défense nationale sur la base de la défense globale, c'est-à-dire au bon vouloir du chef des armées. Le plan a été actualisé à trois reprises, en juillet 1995, juin 2002 et mars 2003. Il est régi par le nouveau code de la défense depuis sa publication, en avril 2007. Son évolution est indissociable de l'instauration du terrorisme comme menace globale, puis l'intensification et la généralisation de la lutte contre l'immigration, d'abord par le contrôle des frontières, puis par le quadrillage du territoire. Il a été déployé pour la première fois en 1991, dans le cadre de la guerre du Golfe et est devenu, depuis 1996, une sorte de disposition d'urgence permanente, fondée sur l'idée que la vie de l'Etat et de la population est désormais constamment en jeu. Le plan Vigipirate n'a pas été



levé depuis, et est régulièrement réactivé en position « renforcée », dont l'effet principal est l'intensification de la militarisation du quadrillage urbain et de l'emploi de l'armée dans une fonction policière. L'indistinction relative entre temps de paix et temps de guerre avait nourri la notion de crise ; il semble que l'on passe, à partir de l'activation permanente de Vigipirate, à une temporalité de la crise permanente mais nivelée et graduée. Le code couleur utilisé pour signifier le degré de la menace et la puissance de contrôle à mettre en jeu, (jaune, orange, rouge, écarlate) réactive la métaphore nosologique de l'infection virale et du traitement chirurgical. La plupart des auteurs politico-militaires le conçoivent comme un instrument de dissuasion face au terrorisme et surtout de réduction du sentiment d'insécurité, cependant, une partie très minoritaire mais non négligeable admet qu'il a essentiellement pour fonction une sorte de pacification permanente du territoire.

Le plan prévoit également le partage et la diffusion d'une culture de sécurité. Il repose en effet sur un principe de responsabilité partagée de la sécurité : chacun devant prendre en compte les risques, du simple citoyen aux services chargés d'intervenir contre le terrorisme. Conçu puis promu par de nombreux tenants de la contre-subversion, il hérite d'un nombre important d'autres dispositifs issus des pensées contre-subversives. Le plan définit ainsi l'emploi du militaire dans le contrôle intérieur pour encadrer la population comme milieu de propagation d'une menace terroriste. Il incite à promouvoir une action psychologique sur la population pour l'amener à isoler les subversifs et à s'auto-surveiller. Il institue des structures de renseignement permanentes dans la population. L'élaboration du plan Vigipirate a constitué le lieu principal de transmutation de la pensée contre-subversive en pensée sécuritaire.

Construire la sécurité internationale face à un adversaire en commun

Le migrant semble bien constituer une figure transversale permettant d'activer une coopération internationale pour le contrôle des frontières, un projet de renforcement de la souveraineté des Etats d'accueil sur le territoire, et donc un levier politico-économique sur les Etats de provenance qui appartiennent, pour la plupart, au monde colonisé. Articulé à la figure de l'étranger et du clandestin au début des années 1970, le migrant permet ainsi de convoquer des discours sur la sécurité intérieure, en termes identitaires, juridiques ou économiques.

En dehors du cas français, des travaux comme ceux d'Ayse Ceyhan ou de Philippe Bonditti permettent d'observer des phénomènes identiques aux Etats-Unis. L'articulation des figures du migrant et de celles du « terroriste clandestin » va déterminer la mise en œuvre des premières structures antiterroristes transnationales à la fin des années 1970 et des premiers accords entre pays d'accueil pour une coopération dans la production de contrôle sur un territoire commun. On peut, à la lecture de travaux sur la genèse de l'antiterrorisme international, concevoir l'idée que ces plans de défense ont constitué pour l'ensemble des puissances engagées dans la lutte contre le terrorisme, un même type de laboratoire commun. En France comme aux Etats-Unis, toute l'histoire de l'anti-terrorisme est liée à celle du contrôle des frontières et à la surveillance de la population comme milieu de prolifération d'une subversion exogène.

En France, le « problème de l'immigration » apparaît dans les travaux de l'IHEDN au contact de documents visant à expliquer la nécessité de fermer les frontières, d'en faire la base d'une coopération européenne, c'est-à-dire le support de construction de la Communauté. On y observe une attention constante des courants français pour le « problème noir » américain comme prospective de la guerre civile en France. La problématique est liée à celle de la « sur-délinquance nord-africaine » à un moment où l'incivilité et la délinquance sont posées comme de nouveaux enjeux de société, de nouveaux domaines intéressant la défense globale. Entre 1986 et 1989, c'est la même dynamique qui organise ainsi, dans les discours de Charles Pasqua devant l'IHEDN, la représentation d'une menace terroriste et celle d'une menace migratoire. Cette articulation lui permettra de justifier un nouveau plan de défense intérieure du territoire ainsi que l'urgence de réformer le code de la nationalité : l'immigration postcoloniale incarne un milieu de prolifération pour l'ennemi intérieur, et les cinquièmes colonnes d'une nouvelle menace globale.

La construction de la menace migratoire est coextensive à l'élaboration d'un discours sur l'ordre international et la coopération dans la production de contrôle. Avec les années 1990, on voit s'imposer dans les travaux des auditeurs de l'IHEDN comme dans la presse de défense, autour de la problématique du contrôle intérieur et des frontières, des séries d'analyses visant à faire des retours d'expérience (RETEX) collectifs sur la pacification de Bagdad, de Srebrenica, d'Abdidjan ou de Clichy-sous-bois. Tous concluent sur la nécessité de lier la lutte contre les ennemis intérieurs sur le plan national au contrôle international de l'immigration. Le contrôle global des frontières et la fusion du militaire et du policier dans le domaine du maintien de l'ordre trouvent un terrain commun en la figure de l'ennemi transversal socio-ethnique. A la fin des émeutes de 2005, qu'il avait su attribuer à l'immigration, à l'islamisme et même à la polygamie, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy invitait, sur ce principe, en décembre 2005 à Paris, les chefs de la police israélienne Gideon Ezra et Moshe Karadi pour partager les savoir-faire français et israéliens en matière de contrôle des foules et de maintien de l'ordre en milieu urbain.

Ici, comme n'osa le signaler Rigouste, la boucle était bouclée. L'Etat Français reconnaissait enfin les similitudes évidentes entre La France et Israël, si on veut bien considérer que les territoires palestiniens sont un espace intérieur pour les Israéliens.

Si la Seine-Saint-Denis est bien devenue notre Gaza, on comprend mieux l'ampleur du «réveil doctrinal» sonné par les frères Kouachi. Depuis trente ans, depuis le général Delaunay, l'IHEDN s'approchait certes du sujet brûlant, mais les politiciens lui interdisaient de l'aborder à ciel ouvert...

Aujourd'hui, c'est terminé. Le nouveau réalisme prôné finalement par le gouvernement Valls en la matière, autorise enfin de désigner l'ennemi intérieur : c'est le musulman suspect de radicalité terroriste, le «Musrat» du Lys Noir.

Mais combien sont-ils ?

Quelques centaines de barbares à moitié fous, comme tentent encore de minimaliser les milieux politiques de la religion compassionnelle... Ou bien sont-ils carrément des millions, comme le pensent ceux pour qui le «vivre ensemble» est devenu une blague dangereuse, une utopie socialiste criminelle dans la mesure où elle empêche de se préparer au réel qui vient ?

Toute l'affaire est là.

Makine, c'est l'écrivain russe qui incarne aujourd'hui encore la traditionnelle alliance de nos deux littératures, une alliance scellée à la fin du dix-huitième siècle.

La France selon Makine

Il y eut l'exégèse de Dostoïevski par Gide, il y a Limonov d'après Carrère ; il y eut des histoires d'amour fou comme celle de Tourgueniev et de mademoiselle Pauline Viardot-Garcia ou celle d'Aragon et d'Elsa ; des histoires d'inimitié : ainsi *La Russie en 1839*, ouvrage auquel la guerre froide fut cure de jouvence ou *Guerre et Paix* paru trente ans plus tard. Tourgueniev aima la France blessée et tourmentée d'après 1871 : convive des dîners Magny, il connut Maupassant, Zola, les Goncourt et Daudet sans aimer la nouvelle école française. Elu en 1878 vice-président du Congrès littéraire international de Paris à côté de Hugo, il mourut cinq ans plus tard à Bougival. Aragon traduisit la *Djamila* de Tchinguiz Aitmatov, fut l'auteur d'une *Histoire de l'URSS* et en 1956 d'une *Introduction aux littératures soviétiques*.

L'histoire d'Andréi Makine est autre encore, histoire d'une solitude qui lui fait envisager France et Russie ensemble sans illusions, ni enthousiasme ni frayeur, ni fièvre romantique ni rationnalisme doctrinaire : au fond il ne compte qu'un seul devancier, la comtesse de Ségur née Rostopchine ; car Makine prononce de livre en livre l'oraison des innocences poignardées. A ses yeux, le style est vision d'un passé, le mode romanesque est nostalgique.

Né orphelin aux confins de la Sibérie, élevé en français par son aïeule, il commence à penser auprès de Baudelaire, Nerval, Proust et Hugo : "(...) explosion de lumière / Dans ma noire Sibérie !" Devenu docteur en littérature française (université de Moscou), il obtient l'asile politique à trente ans et entre dans Paris non comme Rastignac ou Rubempré mais plutôt Jean Valjean : après huit ans d'anonymat précaire, deux prix - Médicis et Goncourt - lui tombent dessus pour *Le Testament français*, récit de sa jeunesse pathétique et pleine d'espérance. La gloire entraîne sa naturalisation, mesure qui lui avait été refusée précédemment. Notre presse lui refuse pourtant la notoriété, elle qui se repaît des Français venus d'ailleurs : c'est que Makine refuse de jouer le jeu moderne à droite ou à gauche. Soljenitsyne affirmait préférer le régime qui brise les corps à celui qui dessèche les âmes, ce pourquoi l'effondrement de l'empire bolchevique lui valut sa mise en quarantaine mondialiste, entrée dans le Goulag mou, celui de la terreur sans vertu, des purges invisibles et de la censure la plus efficace qui - comme disait Dantec - au lieu d'interdire les écrivains noient leurs livres sous la production de milliers de non-écrivains.

Ce monde où le calcul binaire tient lieu de pensée aux journalistes rend insaisissable pour le public l'intelligence politique de Makine, lui qui considère le temps long de Catherine II à Poutine, attend vingt ans pour parler d'une époque et, parce qu'il connaît sa patrie d'adoption aussi bien que sa patrie naturelle, fait valoir leurs différences dans le temps et les moeurs quand on lui demande pourquoi Moscou refuse de se conformer au modèle étincelant de l'union europésite. Devant ces déracinés de l'intérieur, employés de *Mediapart* ou du *Nouvel Obs*, il fait semblant d'admettre que c'est la Russie qui se trouverait en retard sur la France et non l'inverse. La Russie a certes connu son 1789 en 1917, mais l'Histoire marche plus vite chez elle où la démocratie libérale avancée, le social-libéralisme, la repentance, l'étasunophilie et la normalitude se sont toutes produites en même temps, sous Eltsine. A nos gouverneurs incultes, par l'entremise de ces gratte-papiers qui dînent et couchent avec, Makine rappelle que la bibliothèque de Louis XVI comptait quinze mille volumes, que ce gros et grand dadais se déguisait pour visiter les hôpitaux. Il arrive à Makine de citer ce vers de Pouchkine évoquant Diderot qui ôte sa perruque pour prophétiser l'amitié entre les peuples et les pâquerettes, lumières qui ont jeté les ténèbres sur le soleil de Versailles, obscure clarté qui ne songeait qu'à éteindre les étoiles dans le ciel. Alexandre Herzen eut des mots lumineux sur cette grave question.



En 2006 parut *Cette France qu'on oublie d'aimer* : l'année précédente, après avoir refusé de commémorer Austerlitz, le gouvernement Chirac-Villepin envoyait des navires de la flotte participer aux reconstitutions de Trafalgar dans le sillage de la Royal Navy ; à l'automne s'était déclenchée la flambée des banlieues. Makine voyait un peuple se renier et en tant que métèque se fit un devoir de publier ce petit bijou de manifeste qui ne connut aucune recension (tout juste un clin d'oeil d'Eric Zemmour dans *Mélancolie française*) où il exhortait les Français à la fierté : eux qui avaient enseigné le monde se replieraient pour jamais dans la honte, abandonnant la tradition pour battre leur coulpe sur le dos des ancêtres ? Barbare descendu des bords de la Volga pour parler non devant le Sénat mais au sein du forum, plutôt que vanter le retour aux origines, Makine plaidait à l'adresse d'une société incrédule en faveur du maintien des institutions, des coutumes, d'un art de vivre patiemment élaborés, tribut des siècles qui avait plongé l'univers dans l'admiration, trésor dilapidé par une charité mal ordonnée au mieux, au pis par une prodigalité coupable.

La sobriété, la limpidité de Makine est un atout dans l'avenir, persévérance dans l'être russe et révolution conservatrice en France comme l'est la geste d'un Depardieu. En ces temps d'ignominie, il faut compter sur les promesses de l'art qui sont entretien d'un patrimoine mutuel comme il faut admirer en d'autres temps l'énergie d'un homme d'Etat aux prises avec les difficultés. S'il n'avait point gouverné Odessa pour faire surgir la civilisation dans le désert, le duc de Richelieu n'aurait jamais su libérer la France. Lisons Andréï Makine comme on lisait un samizdat : dans *La Fille d'un héros de l'union soviétique*, *La Musique d'une vie*, *La Femme qui attendait* ou *La Vie d'un homme inconnu*, chronique de destinées nobles et malheureuses, l'on pressent le tocsin de notre libération. Il faut beaucoup de souffrance pour conjurer le néant, leçon tragique maintes fois donnée dans notre passé plus ou moins lointain et dans le plus ou moins proche passé russe.

Vissarion Segré

Tribune libre

S'épargner les migrants, c'est d'abord tuer la surconsommation !

Sous la pression des chrétiens de gauche de la Cimade et de tous les autres mouvements immigrationnistes qui ne supportent plus aucun «entre-soi» et veulent un genre humain urgemment mélangé, le droit d'asile est devenu un redoutable cheval de troie. Devant la puissance de sa propagande émotionnelle, il est presque devenu vain de préciser que le droit d'asile n'a jamais voulu dire le droit d'installation. Que ce dernier découle naturellement de quelques cas particuliers lorsque des réfugiés ne peuvent plus revenir chez eux, personne ne peut le nier. Mais la régle est bien le droit d'asile provisoire et l'ambition d'un retour après quelques mois ou années de résidence chez nous, à l'abri des persécutions.

C'est pourquoi, à l'heure où les réfugiés vont se présenter par millions ou tenter de se faire prendre pour tels par dizaines de millions, il serait bon de redéfinir le droit d'asile en France et d'en finir au plus vite avec l'ambiguité installée par le Parti Socialiste, pour lequel être réfugié veut déjà dire «avoir le droit de s'intégrer». De ce point de vue, même s'il ne l'appliquait pas une fois revenu au pouvoir, la distinction réclamée par Sarkozy mettant en avant la notion de «*réfugié de guerre destiné à repartir*» est évidemment frappée au coin du bon sens.

Ainsi, plutôt que d'affecter aux réfugiés les logements sociaux que nos pauvres attendre et de créer ainsi des tensions intérieures vite insoutenables à travers un vote d'extrême droite qui finira par une dictature oligarchique appuyée sur une intervention de l'OTAN, il faudrait donc passer franchement à l'idée de «villes de réfugiés», chez nous...

Pas le camp de Rivesaltes, bien sûr... Mais de vastes et confortables villes de réfugiés installés à nos frontières dans des territoires frontaliers spéciaux tels que Belfort, Gex, Cerdagne, Haute Roya, Eupen, Bitch... Accueillis et choyés, entretenus confortablement et décemment, les réfugiés de guerre trouveraient deux choses intéressantes : la paix et la certitude d'avoir un jour à repartir chez eux.

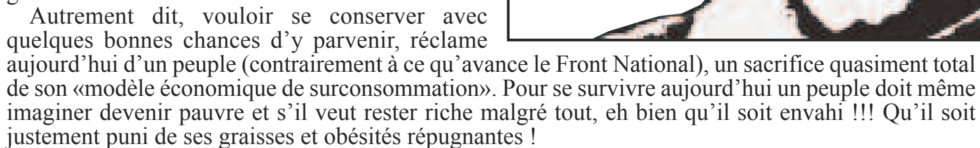
En mobilisant six petits territoires de cette nature, on créerait sur place une économie du réfugié. Ceux-ci, sous certaines conditions, pourraient même travailler dans des ateliers délocalisés dans ces territoires spéciaux.. Surtout, leurs enfants pourraient y recevoir en échange un enseignement dans leur langue d'origine. En vérité, aucun réfugié ne seraient même encouragé à apprendre le français.

Le prix à payer pour une telle politique serait très élevé. Il devrait forcément l'être. C'est à dire que l'entre-soi français ne serait plus un droit de la nature, mais une sorte de luxe social que l'on s'achète collectivement à prix fort.

Pour ne pas que les flots de réfugiés viennent changer insidieusement la nature même du peuple français et jusqu'à son caractère national, les moyens engagés devraient être colossaux. Comme serait également énorme la contribution française au développement des pays subsahariens que l'on ne peut plus imaginer au-dessous de ce que rapporte intégralement notre impôt sur le revenu.

L'ancienne «Communauté Française» gaullienne, si elle était salutairement restaurée avec tous les Etats africains francophones et quelques territoires d'outre-mer émancipés, formerait naturellement le cadre idéal de la répartition d'une soixantaine de milliards d'euros représentant l'intégralité de nos impôts sur le revenu, mais aussi le cinquième de notre budget actuel...

En effet, l'idée que seul le vieil égoïsme national peut préserver l'entre-soi nécessaire aux sociétés pour y développer leurs particularités sociales, culturelles et économiques ; est une idée morte. Au contraire, seule une générosité extrême, de l'ampleur de celle que les Chrétiens de gauche aimeraint justement, peut sauver l'entre-soi par le sacrifice d'une prospérité occidentale souvent inutile, obscène, dévastatrice et dangereuse pour le genre humain.



Autrement dit, vouloir se conserver avec quelques bonnes chances d'y parvenir, réclame aujourd'hui d'un peuple (contrairement à ce qu'avance le Front National), un sacrifice quasiment total de son «modèle économique de surconsommation». Pour se survivre aujourd'hui un peuple doit même imaginer devenir pauvre et s'il veut rester riche malgré tout, eh bien qu'il soit envahi !!! Qu'il soit justement puni de ses graisses et obésités répugnantes !

L'ambition d'un peuple épargné au milieu de sa prospérité maintenue -fantasme du FN- a été sans nul doute emportée par les premiers flots de migrants. Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule urgence : redevenir pauvres, mais sans misère! Organiser nous mêmes notre frugalité par le partage de notre surconsommation et peut-être même par son sabotage !

Car c'est bien la surconsommation qui constitue le moteur unique de l'immigration ; phénomène amplement démontré par le fait que les flots de réfugiés zappent en une seule journée le nord de la Grèce, la Macédoine, et la Serbie. Ce qui démontre aussi, au passage, que nombre de réfugiés pensent moins à la «paix» existant en Grèce qu'à la surconsommation dont la grasse Allemagne est devenue l'incarnation obsessionnelle des foules migrantes.

La direction du Lys Noir / OGB

La Décroissance s'entretient avec John Greer

Dans le dernier numéro du journal « de la joie de vivre » (Septembre 2015), la « Décroissance » titre en Une sur le fanatisme de la religion du progrès. Dans une longue entrevue en pages 3-5, John Michael Greer, auteur partisan de la décroissance, détruit de façon systématique cette religion hideuse. John Michael Greer fait le constat d'un échec du progrès, qui nous promettait des colonies sur la lune, des voitures volantes... L'espérance dans le progrès, qui est par essence immanente, a donc déçu, et cela permet une contestation efficace de cette religion. À ce titre, les décroissants, tels que Greer font donc office d' « hérétiques » de cette nouvelle religion.

Dès ses premiers propos recueillis par le journal la « Décroissance », l'objectif de John Michael Greer est clair. Tel un franc-maçon de la IIIème République, il veut bouffer du curé de cette nouvelle religion du progrès. Les espérances décues de la foi progressiste sont pointées du doigt brillamment, et une solution – la décroissance technologique – est esquissée. Cette solution passe, selon John Michael Greer, par une redécouverte du passé, de ses vieux outils, etc.

Si l'on ne peut que saluer cette critique du monde moderne et de sa religion du progrès, l'on regrette cependant le nihilisme de la démarche de John Michael Greer. Il détruit à grands coups de marteau la religion moderne, du progrès mais semble s'arrêter là, sa solution restant du domaine purement économique. Comme si l'on pouvait substituer à une religion toute puissante, un programme économique.

Et pour cause, John Michael Greer a semble-t-il un problème avec la religion. Pas seulement la religion du progrès. La religion en général. À tel point qu'il fait un contre-sens total en ce qui concerne la religion chrétienne. En effet, Greer note très justement que la religion du progrès s'est – avec d'autres « idéologies » (le nationalisme et le marxisme notamment) – substituée à la foi chrétienne. Mais Greer en conclue paradoxalement que la religion dans le progrès est très proche de la foi chrétienne, alors que la religion du progrès de par son immanence intégrale n'a rien à voir avec l'espérance chrétienne dans le retour du Christ (qui n'est pas forcément un progrès d'ailleurs... à l'inverse même le retour du Christ est précédé selon l'Apocalypse d'une période désastreuse. Exit donc toute forme de progrès uniforme). On peut comprendre, dans cette démarche, une volonté de John Michael Greer d'attribuer un caractère religieux au progrès, mais l'on ressent tout de même une envie de Greer de discréditer toutes les religions, qui sont toutes mises dans le même panier : celui de la supercherie.

Résultat : la décroissance prônée par John Michael Greer ne fait pas rêver. Un simple retour aux vieux outils, même s'il serait fort sympathique, ne suffit pas à obtenir l'adhésion du cœur. D'autant plus qu'il semble insinuer que la décroissance pourrait se faire grâce à une forme de progrès technologique écologique (développement des énergies vertes...). Il manque à la décroissance laïque et nihiliste défendue par John Michael Greer la force du sentiment, la possiblité d'une adhésion populaire. Aucune mystique, religieuse ou même politique, n'est attachée à cette décroissance toute économique.

Symptomatiquement, cette décroissance de Greer ne refuse pas le progrès. Elle refuse seulement la religion du progrès. À notre lecture de la revue Limite, catholique (donc moins susceptible de tomber dans le travers du laïcisme et du nihilisme), l'on n'a pas non plus pu trouver une véritable proclamation d'un mouvement pour le Contre-progrès intégral ! Qu'on lise, si l'on ne l'a pas encore fait, le numéro d'été « Une France à 40 millions de Français, et une dictature anti-technologique » de nos amis du Lys Noir, qui eux, ont franchi le Rubicon de la décroissance intégrale.

«Conflits» Et l'Iran dans tout ça ?



Le dernier numéro d'été de la revue de géopolitique Conflits (juillet-août-septembre 2015) consacre un dossier au grand retour de l'Iran, à la faveur d'un accord sur le nucléaire, et de la nécessité de faire appel à cette puissance pour contrer l'Etat Islamique. Le riche dossier revient, à la fois, sur les origines de la Perse, mais aussi sur des enjeux très actuels. À noter entre autres, l'étude de Michel Nazet « L'Iran, la Chine, la Russie : des alliés de circonstance ? » qui donne de belles perspectives sur un axe anti-américain puissant.

Face à la montée de Daesh, et connaissant les viles intentions américains dans la région comme nous le montre un sain empirisme, l'audace prônée par notre Premier Ministre (ou bien encore le simple bon sens), ne signifierait-elle pas de laisser la Russie, protectrice des Chrétiens, et l'Iran, puissance régionale, régler le problème Daesh ?

Revue de presse

La Revue des deux mondes n'a jamais aussi bien porté son nom.

Dans son numéro de septembre 2015, la bientôt bicentenaire revue se demande en Une « Poutine est-il notre ennemi ? ». A la faveur de cette question, deux mondes s'entrechoquent dans les pages de la revue deux visions du monde. Les pages les plus longues et les plus riches du dossier consacré à la Russie, constituées notamment d'entretiens avec Hélène Carrère d'Encausse et Hubert Védrine, ou bien encore une très intéressante analyse intitulée « Who lost Russia ? Et si l'Occident avait eu tort » par Andreï Gratchev, donnent une teinte très realpolitisch à la vision du monde. Hubert Védrine et Hélène Carrère d'Encausse dévoilent ainsi les errements de la géopolitique française depuis la fin du mandat de Jacques Chirac, dont la fin a marqué – avec l'accession à la Présidence de Nicolas Sarkozy – un alignement de la politique internationale française sur celle des États-Unis. Andreï Gratchev adopte lui une position moins teintée de Realpolitik, et davantage d'idéologie. Il se demande si l'Occident ne fait pas fausse route, et si la Russie, finalement, ne serait pas un modèle à suivre. À l'opposé de cette ligne plutôt pro-russe, on lira avec dégoût la tribune courte et minable de Franz-Olivier Giesbert « Lettre ouverte à mes amis poutinistes », qui ne soulève aucun argument, se contentant de ressasser des lieux communs tous plus usés les uns que les autres.

En dehors du dossier « Russie », une intervention du Premier Ministre Manuel Valls ne manque pas d'intérêt. Clairement inscrit dans ce monde occidental moderne libéral-libertaire, Manuel Valls lance un appel vibrant à l'audace au peuple français. Si cela prête parfois à sourire (« Nous accueillons en décembre la conférence Paris Climat 2015 – notre responsabilité, c'est d'entraîner à notre suite tous les pays du monde », il faut reconnaître que le Premier Ministre a une certaine idée de la France, qui ne nous est pas étrangère : « la France peut tout. Alors, je voudrais enfin inviter toute la société française à faire preuve de plus d'audace. » Oui la France peut tout, et l'audace est plus que jamais de mise en France !

«Limite» à la limite



D'audace, les rédacteurs de la revue Limite en ont fait preuve. Cette revue, sous-titrée «Revue d'écologie intégrale», dont le premier numéro est paru en septembre 2015, fait le vœu de réinstaurer des limites dans notre monde, face à la démesure toujours croissante de la société technologique. En cela, les rédacteurs ont souhaité se placer sous les auspices de leur foi, guidée par l'encyclique du pape François sur l'écologie, Laudato si'. On lira notamment avec intérêt l'entrevue avec Phillip Blond, le Michéa britannique.

Si l'affirmation d'une volonté de « limite » et de respect des valeurs, qui passent pas la décroissance, montre clairement l'audace dont ont fait preuve les rédacteurs de la revue, Limite conserve néanmoins les défauts de ses origines, très Manif pour tous (on a ainsi pu croiser Frigide Barjot à la soirée de lancement), bon teint, et pas franchement révolutionnaire. De façon symptomatique, la « chronique révolutionnaire » de la revue, tenue par le communiste Kévin Victoire, est hélas une simple chronique historique... On aurait préféré une chronique révolutionnaire d'avenir ! L'on attendra donc avec impatience les numéros suivants de cette revue, en espérant voir cette dernière dépasser ses origines de la « bourgeoisie cléricale » pour atteindre un véritable but révolutionnaire conservateur.

Communiqué

Frapper Daesh, encore une belle bêtise au Moyen-Orient !

Depuis que la France n'a plus de diplomatie nationale mais quelle se prête entièrement au jeu de la «communauté internationale» en recherchant toujours une justification juridique à tous ses engagements à l'étranger, la politique française ne ressemble plus qu'à une longue série de sketchs désopilants terminés par des chutes en «pied dans le tapis».

La nouvelle trouvaille du gouvernement socialiste est, ces jours-ci, de s'aligner évidemment sur les commentaires des «spécialistes de BFM». Il faut donc frapper Daech, cela mettra enfin tous les français d'accord et aussi tous les journalistes façon «Charlie»... Belle unanimité idiote, sauf notre revue qui sera certainement la seule au monde à mettre en garde contre une offensive française si voyante contre Daech.

En effet, c'est un bien grand malheur pour les peuples jadis souverains d'être maintenant privés du cynisme diplomatique. Troqué contre une hypocrisie toujours très lâche, le cynisme qui consisterait aujourd'hui à souhaiter par dessus tout la victoire, ou en tout cas le maintien de Daech afin que tous nos djihadistes français s'y regroupent et y oublient notre pays, n'est plus permis à aucun esprit français.

Daech est allé trop loin sur les écrans. Tout le monde est pressé d'en finir avec Daech. Evidemment, sentant le potentiel d'opportunités contenu dans une répulsion aussi universelle, la Russie a cyniquement pris les devants et propose de prendre la tête de la coalition contre Daech... C'est bien joué. Très bien joué.

Mais la France ?

La France a 2000 resortissants engagés sur le terrain dans les forces de Daech, il y a aussi 500 belges, auxquels il faut ajouter dans les deux pays pays francophones au moins 200.000 à 300.000 combattants du second cercle mobilisables sur le front intérieur : des racailles islamisées mais pas seulement, puisque chacune de nos 3.000 mosquées dispose d'une milice potentielle d'au moins 50 cadres.

La France est seule dans cette position. Personne n'a, à son exemple, quinze millions de musulmans sur son sol comme le rappelle souvent l'ancien ministre Azouz Begag...

Seules la France et la Belgique ont à redouter le retour chez elles de ces milliers de combattants désormais aguerris et mythifiés dans leur communauté.

Naturellement, il y aurait un intérêt militaire certain à les éliminer tous discrètement sur place, mais cela ne se produira pas. Les possibilités d'exfiltration vers la Turquie sont trop grandes ; si bien qu'en cas de défaite probable de Daech contre le reste du monde, il est évident que beaucoup des djihadistes francophones parviendront à s'échapper et à rejoindre l'Europe pour y tenir un nouveau front, ne serait-ce qu'en se mêlant aux flots de réfugiés qui continueront évidemment, même après l'hypothétique victoire de la coalition mondiale contre Daech.

Dans ces conditions, c'est pure folie que la France se place comme elle le fait naïvement dans la position du pays le plus hostile à Daech après l'avoir été envers la Syrie...

Cela ne peut se terminer que par une inextinguible soif de vengeance de tous les djihadistes du monde contre la France, le pays qu'ils ont d'ailleurs le plus infiltré et où la résistance politique et morale à leur invasion est si douce...

Que le monde entier aille punir Daech d'avoir provoqué notre «tabou du sang», rien de plus inévitable ! Mais alors que la France ne s'en mêle surtout pas ! Car, sitôt la bataille gagnée en Syrie et en Irak du Nord par la coalition mondiale, la guerre continuerait inévitablement en France, chez nous, parmi nous.

Si nous avions encore un peu de cynisme salvateur, nous aurions compris la chose et nous commencerions à nous retirer de cette vilaine affaire à petits pas... Mais ce n'est pas le genre de François Hollande qui ne réfléchit visiblement qu'en fonction des sondages et des autorisations politico-sexuelles de sa «putain de la République» du moment.

C'est un grand drame d'être gouverné par un type mal assuré qui joue perpétuellement au personnage solide qu'il n'est pas... C'est un grand drame encore de n'avoir à la tête de notre diplomatie qu'une servilité insolente alors qu'un cynisme modeste ferait si bien l'affaire !

La rédaction d'Arsenal

C'est le seul de nos 5.000 généraux de réserve qui a «une gueule»... C'est le seul qui ait le regard amusé et un peu espiègle... C'est le seul, en tout cas, qui ait eu le courage de menacer Hollande, à demi-mots ambigus, d'un coup d'Etat... Mais que valent vraiment les grands espoirs que beaucoup placent dans le général Thomann ?

Jean-Claude Thomann, un général de recours



Il y a deux ans, en 2013, avec des propos à peine voilés, le général de Corps d'Armée Jean-Claude Thomann avait menacé François Hollande d'un putsch en affirmant gaillardement : «*Ce manifeste se veut fondateur en ce qu'il marque le début d'une action citoyenne qui pourrait d'ailleurs à terme prendre d'autres formes plus concrètes si les responsables de notre République persistaient dans leurs errements dramatiques pour la sécurité à moyen et long terme de notre pays.*».

Thomann ajoutait à la fin de son texte : «*Il est grand temps de rénover et de renouveler le contrat de confiance de la République avec ses soldats. S'il n'est pas trop tard, il devient urgent de lui redonner la vigueur indispensable sans qu'il soit besoin de recourir à des formes de représentation qui, bien qu'étrangères à notre culture militaire, pourraient s'avérer, un jour peut-être proche, le seul moyen pour nos soldats de se faire entendre*».

Du fond de son bureau, dans son gros pavillon de retraité à 6.000 euros par mois, Thomann avait incontestablement retrouvé une verve de sous-lieutenant.

Il faut dire que son cercle de réflexion «Les sentinelles de l'Agora», venait en effet de publier un «Manifeste pour la sauvegarde de nos armées», dans lequel il exposait les obstacles qui entravent désormais le potentiel de l'armée française.

Déplorant la relégation de la «force militaire» au statut d'une «*société de service que l'on rétribue à la tâche*», dénonçant *au passage : «Une armée pauvre, détérioration permanente et irresponsable de nos capacités militaires dans un monde non sûr, sous une ombrelle nucléaire dérisoire*», Thomann estime que le soldat français est dorénavant, «*ravalé à la fonction d'homme de peine de la République, est prié de verser son sang dans le silence et l'indifférence en se soumettant aux règles strictes d'un devoir d'Etat, pourtant largement déserté par ceux censés le faire mettre en œuvre et le faire respecter*».

Pour Thomann, «*c'est (...) une grande faute que de sacrifier le bras armé de la France au gré des idéologies de rencontre et de quelques embarras financiers». Il dénonce la soumission à la décision transatlantique, (en référence aux Etats-Unis). Cependant, les auteurs ne font pas que dénoncer: ils avancent aussi des solutions pour «rétablir une institution» qu'ils qualifient de «comateuse*».

Tout cela est vrai, mais ce n'est pourtant que de la littérature. Thomann en est conscient puisqu'il écrit dans le manifeste des sentinelles de l'Agora : «*Ce désastre consommé ne peut plus être confiné sous l'éteignoir d'un devoir de réserve de la grande muette, caution hypocrite et confortable à la disposition de tous les habiles pour esquiver dans le confort de la chose publique leurs responsabilités envers la Nation*».

Mais alors ?

Aujourd'hui, deux ans après la conception de son manifeste, le général Thomann n'est toujours pas entré en clandestinité, il n'est pas en prison non plus.. Il n'a même pas été placé aux arrêts de rigueur.. Au contraire, la République le laisse là où il est, à Lille, pour percevoir sa retraite comme si rien n'était...

Les réactions sur le Net

Sur l'excellent site *Ligne de défense* animé par Philippe Chapleau, les commentaires allèrent aussitôt bon train : «*Superbe avertissement. Le coup d'Etat sous-entendu dans la conclusion du général Thomann est la seule voie possible pour sortir la France de la gestion du désastre dans laquelle l'entretient sa classe politique. Encore un effort messieurs les généraux pour être patriotes. Renversons les traîtres !*»

Un autre écrivait : «*Bravo à ce Général pour ce beau texte comme pour le courage de ces militaires ! Il est grand temps que la "Grande Muette" en effet se fasse entendre et même j'espère, plus ! L'Armée est en effet notre ultime espoir de ne pas voir ce pays délabré sombrer complètement et irrémédiablement dans le chaos et la guerre civile annoncée ! L'espoir certainement d'une majorité des Français, des vrais, de ceux qui ont le souvenir déjà un peu lointain d'un grand et beau pays, ne repose plus que sur Elle ! Au secours, mon Général, il nous faut un Bonaparte !*

Si bien qu'un autre encore, dénommé Cyprien, y allait de son conseil en prenant pour argent comptant la proposition de coup d'Etat suggéré dans la lettre du général *: «La clef de la réussite ne serait-il pas au contraire le silence total sur toute la ligne ... et puis agir vite et bien ? Vu l'état pitoyable de la mère-patrie, je pense qu'une grande partie du peuple Français est mûre et serait favorable à une telle action. Le temps n'est plus aux demi-mesure. Le peuple Français s'aperçoit enfin que la France traverse une gravissime crise sociale, morale, financière, identitaire, etc... D'ailleurs cette perspective de coup d'état n'est pas l'apanage seule de la France. Compte tenu du désir de sécession de la Catalogne ,c'est à dire à terme le démantèlement de l'Espagne, des officiers généraux commencent. à s'agiter...»*

Cependant, à la fin, un certain «Cambronne», manifestement un adjudant de sensibilité Lys Noir, concluait *«Qui ne les a pas eu comme chef de corps ceux qui aujourd'hui crachent dans la soupe ? Mais qu'ont ils fait en temps et en heure, rien, si ce n'est lorgner la place qu'ils pourraient avoir, le poste de général si prisé, l'ambiance de ces salons parisiens qui propulsent au plus hauts des sommets, juste en faisant des ronds de jambes et des pinces fesses ! Mais qu'ont ils fait, qu'ont-ils dit à la suppression du service militaire ou nous avions une armée de 250 à 350 000 hommes? Rien, du moment que leur RPIMA, REI, REP, etc n'étaient pas impactés. Merci à eux les immobiles qui ne l'ouvrent que quand cela devient facile !*

Cette colère-là aussi est facile... Tout général solitaire, surveillé, noté, aura forcément un devoir de duplicité.

Un bon para...

Pourtant, Jean-Claude Thomann n'est pas n'importe qui. Ce n'est pas un pignouf... Un ancien chef scout, peut-être, mais pas un pignouf... Ancien officier du 3ème RPIMa, chef de corps du 8ème.. commandant de la 9ème Dima, il a commandé au Kossovo, puis toute la Force Terrestre.. Mieux, depuis sa retraite, il préside l'intéressant «*Club des chefs de section parachutiste au feu*», un truc inouï correspondant exactement à un projet salvateur qui reposerait avant tout sur des lieutenants et des adjudants.

Ce qui est sûr, c'est que le général Thomann sait au moins s'abstenir de parler politique. Il parle uniquement budget militaire et coup d'Etat. Il reste toujours dans sa spécialité et, à ce titre, il conserve donc une certaine crédibilité quand il dénonce *«les petits marquis du cabinet du ministre de la Défense et leurs affidés de la haute administration civile, assistés par le Contrôle général des armées, caste militaire dérogatoire qui, au lieu de contrôler, s'est érigée en "docteur es réformes, avec d'ailleurs le succès que l'on sait pour le logiciel Louvois»*. Thomann voit où la République veut en venir avec l'armée : Il s'agit en fait d'éliminer les chefs militaires de toutes les responsabilités non directement opérationnelles». Thomann sait que la sociale-démocratie entend «*cantonner les militaires dans un statut de purs techniciens de l'affrontement armé, non autorisés à participer à la prise de décision et encore moins à se prononcer sur les grandes orientations stratégiques de notre défense*».. Il craint par dessus tout «*la momification d'un corps dont on souhaite qu'il soit inexistant sur la scène politico-médiatique*».

Mais Thomann défend aussi sa crèmerie : les généraux. Chiffres à l'appui, bien sûr , établissant que l'armée compte moins de 300 officiers généraux d'active pour les seules forces d'active. Dans un entretien accordé à la Voix du Nord, le général Thomann ne voulait plus entendre parler «*d'armée mexicaine, car c'est adhérer à une démagogie entretenue à des fins idéologiques mâtinées d'antimilitarisme*».

Vous voyez bien, dès qu'il parle de politique, le général Thomann devient cassant, un peu trop raide, et un peu inutile pour tout dire. En revanche, si tout s'effondrait.. si les islamo-fascistes.. si de grands attentats nucléaires...

Marie Cécile Crevelle